

CANADIAN ACADEMIC CENTRE IN ITALY
CENTRE ACADEMIQUE CANADIEN EN ITALIE

ANNALI ACCADEMICI CANADESI

Volume IX



OTTAWA
1993

ANNALI ACCADEMICI CANADESI

Journal of the Canadian Academic Centre in Italy (Constituent
Member of the Canadian Mediterranean Institute - Ottawa)

Revue du Centre Académique Canadien en Italie (Membre consti-
tuant de l'Institut canadien de la Méditerranée - Ottawa)

Copyright: Canadian Mediterranean Institute (CMI)

Editor: Egmont Lee

Executive Editor: Matteo Sanfilippo

EDITORIAL BOARD

| | |
|------------------------------|------------------------|
| K. Bartlett (Toronto) | R. Klibansky (McGill) |
| P. Bietenholz (Saskatchewan) | J. Levesque (UQAM) |
| A. D'Andrea (McGill) | B. MacLachlan (Ottawa) |
| J. De Bujanda (Sherbrooke) | N. McLean (Toronto) |
| E. Haldenby (Waterloo) | A. McKay (McMaster) |
| P. Hurtubise (St. Paul) | R. Perin (York) |
| P. Kent (New Brunswick) | A. Small (Alberta) |

EDITORIAL OFFICE

Centro Accademico Canadese in Italia (CACI)

Piazza Cardelli 4

Roma - Italia 00186

Telefoni: (06) 687.3677

Telefax (06) 687.3693

EARN (= BITNET) CACI AT ITCASPUR

ISSN 0394 - 1736

Stabilimento Tipografico « Pliniana » - Selci-Lama (Perugia) - 1993

UN DIPLOMATE DU VATICAN EN AMERIQUE:
DONATO SBARRETTI A WASHINGTON,
LA HAVANE ET OTTAWA (1893-1910)¹

GIOVANNI PIZZORUSSO

Centre Académique canadien en Italie

Les études sur les représentants pontificaux au Canada à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle montrent que bien comprendre leur rôle et leur activité c'est d'abord examiner leur formation culturelle, leurs liens personnels, leur attitude face aux diverses composantes de la société et de l'Eglise canadiennes. Dans un article paru en 1983,² Roberto Perin a jeté les bases de son livre *Rome in Canada*.³ Malgré le peu de sources documentaires à sa disposition à l'époque, l'auteur y esquisse le rôle de chaque délégué. Cette approche biographique a sa raison d'être pour certains traits inhérents à la Délégation apostolique comme institution. Ces traits, qui se manifestent déjà pendant les délégations temporaires du XIX^e siècle, créent des conflits très aigus après l'établissement de la Délégation permanente en 1899 surtout sous les mandats de Diomede Falconio et Donato Sbarretti. D'abord, le délégué se voit inséré au milieu de l'Eglise canadienne sans que sa position soit bien définie. En effet, le rôle particulier du délégué, d'après le droit canon, est celui d'intermédiaire entre l'épis-

¹ Nous avons présenté une version abrégée de cet article au Colloque « Archives-Canada-Italie », Université d'Ottawa, 21-22 mars 1991. Dans le texte nous avons utilisé les abréviations suivantes: ASV: Archives Secrètes du Vatican; SdE: Secrétairerie d'Etat; DAC: Délégation Apostolique au Canada; DAEU: Délégation Apostolique aux Etats-Unis; APF: Archives de la Congrégation « de Propaganda Fide »; NS: *Nuova Serie*. Nous remercions Luca Codignola, Serge Jaumain, Gilles Pécout, Roberto Perin, Matteo Sanfilippo, Pierre Savard et Donald Tremblay.

² Roberto Perin, « La raison du plus fort est toujours la meilleur: la représentation du Saint-Siège au Canada: 1877-1917 », S.C.H.E.C., *Sessions d'étude*, 50 (1983), pp. 99-117.

³ R. Perin, *Rome in Canada. The Vatican and Canadian Affairs in the Late Victorian Age*, Toronto, University of Toronto Press, 1990.

copat local et le Saint-Siège. Au point de vue juridique, il n'a donc pas la charge de représentant diplomatique auprès de l'Etat.⁴

Les origines de la délégation canadienne permanente, créée en 1899, reposent précisément sur la volonté romaine d'établir un trait d'union entre les diverses composantes de l'épiscopat canadien. C'est surtout la Secrétairerie d'Etat qui poursuit cet objectif. Elle porte ainsi un grand intérêt aux pays d'Amérique du Nord, qui relèvent pourtant encore de la Congrégation « de Propaganda Fide ». Au Canada, le gouvernement libéral de Wilfrid Laurier, favorable à une institution qui n'est pas directement reliée à l'Etat mais qui est à même d'influencer les évêques dont les initiatives avaient souvent des effets politiques incontrôlables, appuie cette démarche. Ce n'est pas un hasard si ce sont justement les évêques qui ont des doutes au sujet de l'arrivée d'un délégué permanent. La Propagande se montre très prudente concernant l'autorité des évêques et ses instructions à cet égard à Falconio et Sbarretti précisent qu'elle ne doit pas être réduite.

Toutefois, les fonctions des délégués et les rapports de ceux-ci avec les congrégations romaines ne sont pas très clairs. Le délégué est désigné par la Secrétairerie d'Etat mais reçoit ses instructions de la Congrégation de la Propagande. Il envoie ses rapports à cette dernière mais renseigne aussi la Secrétairerie d'Etat. L'instance ultime de laquelle dépend la Délégation n'étant pas établie, le délégué jouit d'une marge de manoeuvre assez large et peut faire valoir son initiative personnelle. Il peut ainsi exploiter les liens qu'il a établis avec les prélats de la curie romaine avant sa désignation. De ces liens découlent des effets importants. A cet égard, cependant, il y a de notables différences entre les délégués. Si l'on se borne à la période qui va de la fin du siècle à la Première Guerre mondiale, on constate que Rafael Merry del Val (1897) et Donato Sbarretti (1903-1910) sont des représentants typiques de la curie romaine alors que Diomedé Falconio (1899-1902) et Francesco Pellegrino Stagni (1910-1917) appartiennent à des ordres réguliers et mettent en évidence l'expérience pastorale qu'ils ont acquies comme curés et évêques, respectivement de Acerenza-Matera et de L'Aquila.⁵ Le délégué apostolique

⁴ Voir Dino Staffa, *Le Delegazioni Apostoliche*, Roma, Desclée, 1958.

⁵ Voir Luigi D'Apollonia, sj, « Cinquante ans à la Délégation apostolique », *Rélatiions* (mars 1949), pp. 79-81, et *ibidem* (avril 1949), pp. 106-8, et, surtout,

n'est donc jamais le responsable d'une institution neutre qui se borne à transmettre les directions romaines. Au contraire, il joue un rôle politique très important. A cause de la pluralité de ses rapports avec Rome et avec les évêques canadiens, le délégué apostolique donne souvent un caractère très personnel à son action. Voilà pourquoi il importe d'examiner la biographie complète de ces prélats: leur carrière, les motifs qui les poussent à Ottawa, le milieu et les réseaux d'amitiés qu'ils établissent en Amérique et qu'ils maintiennent en Europe, leur accord avec le climat politique qui prévaut au Vatican. Les biographies des représentants pontificaux — rédigées sur la base de l'analyse des éléments indiqués ci-dessus — permettront aux historiens de comparer les diverses expériences de ces délégués dans le but d'esquisser un cadre d'ensemble de l'action politique du Vatican vers le Canada.⁶ Dans cette perspective méthodologique, Matteo Sanfilippo a entrepris une étude biographique du premier délégué permanent, Falconio.⁷ Dans cet article j'examinerai quelques moments de la vie du successeur de Falconio, Mgr Donato Sbarretti, délégué pendant les années 1903-1910.⁸

Donato Sbarretti naît le 12 novembre 1856 à Montefranco, petit village de l'Ombrie dans la Val Nerina près de Terni où la

Matteo Sanfilippo, « La Santa Sede, il Canada e la Delegazione Apostolica ad Ottawa », *Annali Accademici Canadesi*, 2 (1986), pp. 112-119, et *Id.*, « Fonti vaticane per la storia canadese: la Delegazione Apostolica in Canada: 1899-1910 », *Annali Accademici Canadesi*, 3-4 (1988), pp. 63-79. Pour les délégations temporaires précédentes voir les essais monographiques de Nive Voisine, « Rome et le Canada: la mission de Mgr Conroy », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33, 4 (mars 1980), pp. 499-519, et de Perin, « Troppo Ardenti Sacerdoti: the Conroy Mission Revisited », *Canadian Historical Review*, 61, 3 (sept. 1980), pp. 283-304.

⁶ M. Sanfilippo, « L'image du Canada dans les rapports du Saint-Siège, 1622-1908 », *Revue internationale d'études canadiennes*, 5 (1992), pp. 9-24.

⁷ M. Sanfilippo, « Diomede Falconio et l'Eglise catholique en Amérique du Nord », *Rivista di Studi canadesi*, 5 (1992), pp. 43-7 et *Id.*, « Falconio, Diomede », *Dizionario Biografico degli Italiani*, à paraître. Un autre exemple de cette approche biographique à l'étude des prélats italiens qui ont visité le Canada est représenté par M. Sanfilippo, « Monsignor Pisani e il Canada (1908-1913) », *Annali Accademici Canadesi*, 6 (1990), pp. 61-75, qui contient aussi des références à Sbarretti.

⁸ Les recherches sont fondées sur la documentation conservée aux Archives Secrètes du Vatican — Secrétairerie d'Etat et Délégation Apostolique au Canada — et des Archives de la Propagande; pour une introduction à ces fonds voir Monique Benoit et M. Sanfilippo, « Sources romaines pour l'histoire de l'église catholique du Canada: le pontificat de Léon XIII (1878-1903) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 1 (été 1990), pp. 85-96.

famille possède quelques terres. Il fait ses études au séminaire de son diocèse, Spoleto, et au Séminaire Romain et prononce ses vœux à 23 ans. Après l'ordination il décroche une licence de Docteur en théologie et *utroque iure*. A Rome, il s'introduit dans le milieu ecclésiastique sans doute avec l'aide de son oncle, le cardinal Enea Sbarretti.⁹ Son premier poste, relevé par l'*Annuario Pontificio* de 1885 est celui de *minutante* à la Congrégation de la Propagande: c'est à dire officier chargé de préparer les dossiers pour les décisions des cardinaux et du secrétaire dans les *Congregazioni Generali* et de participer aux débats sur les matières de moindre importance dans les *Congressi*. La même année 1885, le Collège Urbain (le prestigieux séminaire de la Propagande pour l'éducation du clergé missionnaire) accepte sa candidature au poste de professeur de Philosophie Morale. Il a alors 29 ans. Entre-temps, il devient chanoine de Sainte-Marie ad Martyres, l'église du Panthéon.¹⁰

Son travail à la Propagande se poursuit pendant huit ans jusqu'en 1893. Selon le partage des compétences dans la Congrégation, il était chargé de traiter surtout les affaires américaines et orientales. Il est presque impossible d'identifier, même avec la recherche la plus minutieuse, les documents élaborés par Sbarretti. Rarement, l'obscur travail du *minutante* laisse des traces dans les minutes des lettres et des rapports du secrétaire de la Congrégation.¹¹ On trouve néanmoins quelques références directes sur Sbarretti. En 1888 il s'engage activement dans la rédaction du dossier sur l'érection de la province ecclésiastique de St. Paul, Minnesota, proposée par l'évêque John Ireland (un prélat appuyé par les

⁹ Pendant le pontificat de Léon XIII, qui était originaire de Pérouse, on assiste à l'infiltration massive de prélats de l'Ombrie dans les hautes sphères du Vatican, cf. Claude Prud'homme, *La curie romaine sous le pontificat de Léon XIII avant l'encyclique Rerum Novarum*, Colloque « Rerum Novarum. Ecriture, contenu et réception d'une encyclique », Rome 18-20 avril 1991, actes à paraître.

¹⁰ *Hierarchia Catholica, sub vocibus S. Cristóbal de Havana et Ephesus*; ASV, DAEU IV, 32a; APF, *Acta*, vol. 254 (1885), f. 79a; d'après les Registres du Collège Urbain, Sbarretti aurait commencé à enseigner au début des années 1880.

¹¹ Le fonctionnement de la bureaucratie de la Propagande à l'époque de Léon XIII a été analysé à fond par Claude Prud'homme, *Stratégie missionnaire du Saint-Siège sous le pontificat de Léon XIII. Centralisation romaine et défis culturels* (thèse de doctorat, Université de Lyon III, 1989), Rome, Ecole Française de Rome, à paraître; voir surtout la première partie *La Propagande: Radiographie d'une machine administrative*.

évêques « libéraux » américains que nous retrouverons plus loin).¹² En 1890 Michael Francis Howley, préfet apostolique de St-Georges, Terre-Neuve, présente une requête adressée à « Monsignor Sbarretti. Bureau des Affaires du Canada », ce qui montre bien le partage du travail entre les officiers de la Propagande.¹³

En 1893, la Secrétairerie d'Etat décide de rendre permanente la délégation apostolique de Washington, tenue depuis six mois par Francesco Satolli. Deux membres du personnel de la Propagande partent alors pour la capitale fédérale: l'ex-minutante Sbarretti, désigné le 8 février 1893 en tant qu'auditeur de la délégation, et Ettore Papi secrétaire. Sbarretti rédige alors une liste des livres, surtout de théologie et de droit, que la Propagande emprunte à la délégation et que le nouvel auditeur amène avec lui aux Etats-Unis.¹⁴ A cette occasion, on trouve une preuve indirecte de la participation active de Sbarretti aux affaires américaines dans les remerciements que Satolli adresse au préfet de la Congrégation, Ledochowski: « Je suis particulièrement heureux pour Mgr Sbarretti; mais je dois avertir que sa renommée ne l'a pas favorablement précédé; encore moins donc a plu sa désignation ». Satolli espère toutefois que Sbarretti pourra par ses qualités dissiper les doutes, gagner le respect et la confiance de tous.¹⁵ On peut en déduire que l'activité de Sbarretti à la Propagande, qui jusqu'à présent nous échappe, était considérable et qu'il y avait de lourdes responsabilités. Il faut remarquer au passage l'importance pour l'établissement de liens personnels, des entrevues directes entre les évêques — qui se rendaient périodiquement à Rome — et les officiers de la Propagande.¹⁶ Il est probable que la connaissance de l'anglais ait favorisé la participation de Sbarretti à ces rendez-vous et l'ait mis directement en contact avec la hiérarchie américaine.

Sbarretti arrive aux Etats-Unis à la fin du mois de mars 1893. Une lettre à Ledochowski datée du 30 juin nous révèle la vision

¹² Gerald P. Fogarty, sj, *The Vatican and the American Hierarchy from 1870 to 1975*, Stuttgart, Anton Hiersemann, 1982, p. 44.

¹³ APF, *Congressi America Settentrionale*, 31 (1889/90), ff. 922-3.

¹⁴ APF, NS vol. 459, 1908, *rubrica* 153, ff. 510-1.

¹⁵ *Ibidem*, ff. 519-20.

¹⁶ Monique Benoit a fourni un tableau très vivant de ce type de contacts dans son article « Tribulations des évêques canadiens à la fin du XIX^e siècle à travers les Archives de la Propagande », *Annali Accademici Canadesi*, 3-4 (1988), pp. 81-6.

que l'auditeur de la délégation s'est faite de l'Amérique: il observe que « le sentiment religieux est très vif, les catholiques sont pleins de foi et très dévots au Saint-Siège ». Selon Sbarretti, les Protestants n'ont pas de préjugés contre l'Eglise catholique; en revanche, ils admettent que celle-ci est beaucoup mieux organisée que leurs sectes fragmentées. De plus, « Sa Sainteté jouit auprès d'eux [les Protestants] d'un grand prestige ». A l'appui de ces affirmations, il raconte sa première visite à un diocèse américain: à Trenton, New Jersey, Sbarretti participe avec Satolli à l'inauguration d'une statue et s'étonne beaucoup du bain de foule réservé aux autorités ecclésiastiques. Deux éléments le frappent surtout: les catholiques avec les enseignes de leurs sociétés nationales et la participation à la fête de la majorité de la population de la ville, protestants compris. Le club catholique organise une soirée en l'honneur du délégué et toutes les personnalités éminentes de la ville sont invitées: plusieurs protestants y sont présents, « de même qu'un Juif » ajoute-t-il. Sbarretti remarque donc une grande différence d'atmosphère par rapport au climat anticlérical italien et entrevoit d'heureuses perspectives d'expansion pour l'Eglise catholique.¹⁷

On possède peu de documents sur les premières années de travail de Sbarretti à la Délégation aux Etats-Unis. Elles sont ainsi très difficiles à étudier. Comme pour celle de *minutante* à la Propagande, son activité d'auditeur à la délégation reste cachée derrière les démarches officielles du délégué et il faudrait dépouiller minutieusement les archives de la Délégation qui sont encore en cours de classement aux Archives du Vatican.¹⁸ On sait qu'il ne quitte pas les Etats-Unis avant le mois de juin de 1898, pour se rendre en Italie dans sa famille.¹⁹ Entre-temps, en 1895 il reçoit le titre de camérier secret de Sa Sainteté.²⁰ Les délégués Satolli puis Martinelli, lui confient des tâches délicates comme celle qui consiste à réconcilier la communauté catholique polonaise de Detroit en 1894.²¹

¹⁷ APF, NS, vol. 27, 1893, *rubrica* 153, ff. 459-460.

¹⁸ Je profite pour remercier M. Claudio De Dominicis des Archives Secrètes du Vatican qui est en train de compléter la lourde tâche du classement et de l'index de cette série.

¹⁹ APF, NS, vol. 145, 1898, *rubrica* 153, ff. 499-502.

²⁰ *Hierarchia Catholica, sub voce St. Cristóbal de Havana* et ASV, DAEU, IV, 32a.

²¹ APF, NS, vol. 31, 1894, *rubrica* 5, ff. 251-3.

Certes, Sbarretti est mêlé aux grandes questions qui troublent le catholicisme américain. Il est bien connu qu'à la fin du XIX^e siècle l'épiscopat des Etats-Unis est divisé sur la manière de conjuguer les principes de l'Eglise avec les caractères particuliers de la société américaine, c'est la fameuse « crise américaniste ». Deux camps se forment: d'une part les « libéraux » de John Ireland, évêque de St-Paul de Minnesota, et de Denis O'Connell, recteur du Collège Nord-Américain de Rome, avec l'appui du cardinal Gibbons; de l'autre, les « conservateurs » dont les *leaders* sont les archevêques de New York et de Rochester, Michael Augustine Corrigan et Bernard McQuaid.

Au début des années 1890, Léon XIII et son secrétaire d'Etat Mariano Rampolla del Tindaro entreprennent une politique d'ouverture à l'égard des républiques laïques telles que la France et les Etats-Unis. Les « libéraux » américains, qui ont déjà établi de bons rapports avec l'envoyé temporaire Satolli, encouragent cette attitude afin d'obtenir l'établissement de la Délégation permanente, qui, dans leur esprit, devait les soutenir. De l'autre côté, Mieczyslaw Ledochowski, préfet de la Propagande et favorable à une politique conservatrice, s'oppose à la démarche et appuie les évêques hostiles à la Délégation. Cette friction entre la Secrétairerie d'Etat et la Propagande n'est pas sans conséquences: au début de janvier 1893, Rampolla établit la Délégation mais Ledochowski peut imposer deux hommes de la Propagande, Sbarretti et Papi. Le candidat de Satolli et des libéraux pour le poste de secrétaire, Frederick Z. Rooker, vice-recteur du Collège Nord-Américain, est écarté, ce qui explique les appréciations peu enthousiastes de Satolli sur Sbarretti, citées plus haut. L'établissement de la Délégation permanente est donc une tentative pour Rome d'intervenir directement dans le débat à l'intérieur du catholicisme américain et surtout de prévenir tout risque de poussées centrifuges. L'action de Ledochowski constitue un avertissement pour les libéraux: ils ne peuvent disposer de la Délégation selon leur bon plaisir.²² Sbarretti est-il donc l'agent de Ledochowski à Washington? Ce n'est pas tout à fait vrai, même s'il est difficile de dégager sa position particu-

²² Pour l'établissement de la Délégation aux Etats-Unis et les divisions de l'épiscopat américain, cf. Fogarty, *The Vatican and the American Hierarchy*, pp. 115-42 et James Hennessy, sj, *American Catholics. A History of Roman Catholic Community in the United States*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1981, pp. 198-200.

lière. Dans la seule lettre que nous avons trouvée, adressée en octobre 1893 à un cardinal non identifié, Sbarretti exprime sa satisfaction pour le ralliement, en cours, de l'épiscopat américain après le récent congrès catholique de Chicago. Tous les évêques acceptent désormais la présence du délégué dont Sbarretti suggère de renforcer l'action en lui donnant des facultés — les pouvoirs spirituels — plus amples que celles des évêques.²³ Il s'agit donc d'une position prudente, mais pas hésitante, et significative sur l'importance du rôle de la Délégation qui doit s'imposer au-dessus des querelles.

Au cours des années suivantes, la politique du Vatican s'oriente de plus en plus contre les américanistes. Satolli, qui avait modifié sa position, est nommé cardinal et rappelé à Rome. Sbarretti reste à son poste sous le successeur, Sebastiano Martinelli. Malheureusement, on ne connaît que très peu sur notre auditeur durant le mandat du deuxième délégué. Certes, il suit les changements de la politique du Vatican et, par conséquent, se trouve dans le milieu ecclésiastique fortement opposé aux « libéraux » comme Ireland, dont l'appui à la politique des Républicains est désormais presque total. Sbarretti ne reste pas hors de la mêlée et cherche lui-même des contacts politiques qui lui seront utiles dans le futur.

Une phase décisive de sa carrière se déroule à l'occasion de la guerre hispano-américaine. Cuba, Portorico et les Philippines tombent sous la juridiction des Etats-Unis. On soulève alors le problème général de la condition de l'Eglise et des questions particulières sur les propriétés ecclésiastiques, sur les mariages civils et sur le système scolaire.²⁴ Sbarretti, qui avait suivi l'affaire de Washington, comme auditeur,²⁵ est désigné évêque de St. Cristóbal de Havana. La désignation ne va pas sans difficulté et les procédures se déroulent de novembre 1899 à février 1900. Les Cubains ne veulent pas un évêque étranger craignant des manoeuvres poli-

²³ APF, NS, vol. 459, 1908, *rubrica* 153, ff. 556-8.

²⁴ Hennessy, *American Catholics*, pp. 217-9.

²⁵ Citons un épisode significatif: en décembre 1898, Ireland prononça un discours, cohérent avec sa politique favorable aux Républicains, dans lequel il affirme que la condition de la religion à Cuba se serait beaucoup améliorée sous les Américains. Les journaux publièrent la nouvelle que deux membres de la Délégation étaient présents à l'occasion, ce qui aurait signifié l'approbation du Vatican. Sbarretti s'empressa d'écrire directement à Rampolla afin de démentir les journaux; ASV, SdE, 1899, *rubrica* 280, fascicule 3, ff. 101 et 107.

tiques de la part de particuliers américains. L'appui décisif semble venir du Général Wood, ex-gouverneur de Cuba, et de Roosevelt, alors gouverneur de New York. Le procès canonique à lieu à Washington sous la direction de Martinelli: des remarques biographiques, d'ailleurs excellentes, on apprend que Sbarretti ne connaît pas trop l'espagnol et qu'il n'a jamais exercé la « cure d'âmes ». ²⁶ Le 27 novembre 1899, dans sa lettre de congé à Ledochowski — Cuba ne relève pas de la Propagande — il se montre quelque peu gêné de sa nouvelle charge et souligne que « la mission que le Saint-Père lui a soudainement confiée est des plus difficiles dans les circonstances actuelles. Les affaires de l'île ne sont pas réglées. On traverse une période de transition. Des éléments hétérogènes se combattent: aspirations politiques opposées, préjugés de nationalité et de race. Même les conditions religieuses n'y sont pas meilleures. Il faut de la fermeté et du tact extrêmes, et de la prudence aussi pour ne pas heurter les susceptibilités ». ²⁷ Il ne semble pas avoir suivi ses propres conseils: en mars 1900, Martinelli doit rassurer les catholiques cubains en leur affirmant que Sbarretti est un bon évêque qui s'est rendu auprès d'eux pour la cure des âmes et non pas, comme il l'a déclaré à son arrivée, pour s'occuper des affaires politiques. ²⁸

Cette « gaffe » de Sbarretti montre bien son attitude un peu superficielle. Il entrevoit son action comme entièrement liée aux manoeuvres de la grande diplomatie et manque d'attention pour les situations réelles dans lesquelles il doit opérer.

L'activité de Sbarretti à Cuba se poursuit en 1900 et 1901. Il serait trop long de décrire ici toutes les phases révélées dans les dossiers des archives de la Délégation Apostolique aux Etats-Unis. Deux lettres adressées à un ami anonyme de Washington au printemps 1900 montrent cependant la satisfaction de Sbarretti quant au déroulement de sa mission et sa résistance à l'opposition des Cubains, ²⁹ car les querelles ne manquent pas. Dans une lettre du 16 avril 1902 à Rampolla, Ireland rapporte les critiques répandues aux Etats-Unis au sujet de l'action de Sbarretti à Cuba. Plusieurs irrégularités auraient eu lieu à l'abri des contrats signés

²⁶ ASV, DAEU IV, 32a.

²⁷ APF, NS, vol. 459, 1908, *rubrica* 153, ff. 597-8.

²⁸ ASV, DAEU IV, 32a.

²⁹ ASV, DAEU II, 25.

entre les représentants des Etats-Unis et Sbarretti sur les biens ecclésiastiques. De tout cela, le secrétaire de Sbarretti, Mgr Broderick aurait tiré un gain personnel de 2500 dollars en procurant à un homme d'affaires américain un contrat signé par Sbarretti.³⁰ Dans un télégramme du 1 novembre 1901 Ireland avançait déjà le soupçon d'une probable ingérence de Sbarretti dans cet imbroglio.³¹ C'est en particulier chez Elihu Root, secrétaire de la défense des Etats-Unis, que Sbarretti suscite une véritable aversion. Root prie Ireland de communiquer sa mauvaise opinion à Rampolla.³² Bref, des ses débuts à un poste de responsabilité, que lui-même considérait comme un passage, Sbarretti a obtenu des résultats — qui laissent toutefois encore incertain l'avenir de l'Eglise cubaine, comme le souligne Ireland³³ — au prix d'un conflit avec l'*establishment* politique américain. Au début de novembre 1901, Sbarretti quitte la Havane pour se rendre à Rome via Washington.

En 1901, de grands événements transforment le panorama américain. L'assassinat du président McKinley porte à la Maison Blanche Theodore Roosevelt. Peu de jours après, Sbarretti écrit de la Havane à Rampolla qu'il a de bons rapports avec le nouveau président qui l'a soutenu pour l'évêché de Cuba et a appuyé ses propositions au sujet des propriétés ecclésiastiques et du mariage civil.³⁴ Deuxième événement important, on pose les bases de l'envoi à Rome d'une mission diplomatique américaine, sous la direction du gouverneur des Philippines, William Howard Taft, afin de régler le différend sur les propriétés des ordres religieux dans l'Archipel.³⁵ Le grand promoteur de cette mission est John Ireland qui est en contact direct avec Rampolla. Le retour de Sbarretti à Washington coïncide avec la phase critique de l'organisation de la mission. Ireland est très gêné par l'opposition à ce projet de la part des milieux conservateurs, ralliés autour de Corrigan, avec lesquels

³⁰ ASV, SdE, 1903, *rubrica* 280, fascicule 2, ff. 33-6.

³¹ *Ibidem*, fascicule 3, f. 165.

³² *Ibidem*, fascicule 2, ff. 33-6.

³³ *Ibidem*, fascicule 3, ff. 183-7.

³⁴ ASV, SdE, 1902, *rubrica* 280, fascicule 3, ff. 23-5.

³⁵ Sur la mission Taft cf. Edward F. Goss sj, « The Taft Commission to the Vatican, 1902 » *Records of the American Catholic Historical Society of Philadelphia*, 46 (1935), pp. 183-201; John T. Farrell, « Background of the 1902 Taft Mission to Rome », *Catholic Historical Review*, 36 (1950), pp. 1-22, et Frank T. Reuter, *Catholic Influence on American Colonial Policies: 1898-1904*, Austin, University of Texas Press, 1967.

Broderick, le secrétaire de Sbarretti sympathise. Une telle mission a une valeur qui dépasse le problème spécifique des Philippines en vue d'un lien stable et solide entre Washington et le Saint-Siège.³⁶ Les adversaires d'Ireland voient dans cette démarche une implication excessive du Vatican avec la classe politique américaine au pouvoir. Au cours des tractations, Rampolla soutient pleinement l'action préparatoire de Ireland. Un échange frénétique de télégrammes a lieu les 1 et 2 novembre. Averti par l'évêque de St-Paul que Sbarretti va arriver à Washington pour s'occuper de l'affaire des Philippines, Rampolla envoie un télégramme au délégué Martirelli lui ordonnant d'empêcher à Sbarretti de s'engager dans une question à laquelle il n'a aucune autorité.³⁷ Le 3 novembre Ireland écrit une lettre à Rampolla l'informant que tout se passe bien et le remerciant pour son intervention contre Sbarretti. « Le secrétaire de celui-ci [Broderick] arriva subitement à Washington, déterminé à entrer tout de suite en négociations avec le gouvernement pour les affaires des Philippines, et annonçant que dans quelques jours Mgr Sbarretti serait ici lui-même dans le même but ». Sous un prétexte quelconque Ireland réussit à détourner Broderick d'une rencontre avec les hommes politiques: « Ce qui rendait la chose plus ennuyeuse c'est que le secrétaire ne se cachait pas d'être anxieux de mettre de côté toute entremise de ma part, afin, disait-il à des amis, de réserver toute la gloire à Mgr Sbarretti. Mgr Sbarretti est habile, mais trop hâtif, quelquefois hâtif jusqu'à l'imprudence. S'il s'était confié d'avantage [*sic*] au gouvernement américain et moins aux alliés politiques, il aurait pu gagner son cas avec beaucoup moins de dépens. Son secrétaire avait de temps en temps la folie de dire que Mgr Ireland ne devait avoir aucune part dans les négociations ». Ireland ne laisse pas échapper l'occasion de suggérer aux gouvernants américains de régler les affaires cubaines avant de se retirer de ce pays, faisant ainsi allusion aux dégâts provoqués par Sbarretti. Le souci principal d'Ireland est que les interventions à la légère de Broderick ne compromettent pas l'attitude amicale de plusieurs personnages influents. « Jusqu'à quel point Mgr Sbarretti lui-même était responsable du langage de son secrétaire, je ne suis pas à même de dire ».³⁸

³⁶ ASV, SdE, 1903, *rubrica* 280, fascicule 2, ff. 2-98.

³⁷ *Ibidem*, ff. 166-7.

³⁸ ASV, SdE., 1903, *rubrica* 280, fascicule 3, ff. 183-7.

Entre-temps, la nouvelle que Sbarretti serait le délégué aux Philippines s'est répandue. Ireland espère, rapportant à Rampolla les auspices de Root,³⁹ que Sbarretti ne se rendra pas à Manille avant l'accomplissement de la mission Taft à Rome. Rampolla est d'accord et attend Sbarretti au Vatican avec l'intention de le retenir jusqu'à la fin de la négociation. En effet, Roosevelt voulait que l'épiscopat et le délégué pontifical fussent américains aux Philippines et il avait déjà fait des démarches en ce sens.⁴⁰ Cette ingérence de l'administration américaine dans les désignations épiscopales, favorisée par le rapport préférentiel avec Ireland, gênait quelque peu la hiérarchie et une partie du milieu catholique. Même au Vatican on tenait compte de ce point de vue bien que le rendez-vous avec Taft fût désormais approuvé. Probablement le plan de Rampolla était d'envoyer un délégué italien, Sbarretti, aux Philippines, mais d'empêcher que l'ambition de celui-ci fût échouer la mission diplomatique américaine à Rome.

Sbarretti revient donc à Rome où il reçoit le 16 décembre 1901 le titre d'archevêque titulaire d'Ephèse.⁴¹ Sa désignation à la Délégation aux Philippines reste en sursis jusqu'au 15 février 1902. Le 17 mars Rampolla informe Ireland qu'il ne peut plus retenir Sbarretti puisque l'administrateur du diocèse de Manille en demande la présence. Sbarretti, écrit Rampolla, passera à Washington et rendra visite à Roosevelt mais sans aucune autorité pour traiter des affaires de la mission Taft.⁴² Toutefois, à maintes reprises, Ireland demande à Rampolla de ne pas faire partir Sbarretti.⁴³ Il est désormais évident que l'administration américaine est absolument hostile à Sbarretti. La nouvelle d'un présent de Léon XIII à Mme Roosevelt, remis par Sbarretti à la Maison Blanche le 7 avril, est cachée à l'opinion publique soit parce que les négociations sont en cours soit parce que Sbarretti est considéré *persona non grata* par le Président.⁴⁴ Le 16 avril Ireland écrit encore à Rampolla. Il affirme n'avoir rien de personnel contre Sbarretti mais

³⁹ Thomas O'Gorman, l'évêque de Sioux Falls qui accompagnera Taft au Vatican, informe Ireland que Roosevelt, Taft e Root étaient d'accord pour repousser toute entremise de Sbarretti; ASV, SdE, 1903, *rubrica* 280, fascicule 2, ff. 33-6.

⁴⁰ ASV, SdE, 1903, *rubrica* 280, fascicule 2, ff. 2-98.

⁴¹ *Hierarchia Catholica, sub voce Ephesus.*

⁴² ASV, SdE, 1903, *rubrica* 280, fascicule 3, ff. 195-6.

⁴³ ASV, SdE, 1902, *rubrica* 283.

⁴⁴ ASV, SdE, 1902, *rubrica* 283, fascicule 5, ff. 12-3.

ajoute que la présence de celui-ci à Washington est une source d'inquiétude. Plusieurs catholiques, excités par Broderick, soutiennent qu'il est inutile d'envoyer une mission à Rome et que Sbarretti peut régler tout à Manille. Selon Ireland, il s'agit d'une manoeuvre de ceux qui s'opposent en principe au succès diplomatique de Roosevelt avec le Vatican. A propos de Broderick — « ce secrétaire a en plus d'une occasion fait le malheur de Mgr Sbarretti » — Ireland relate les critiques sur les irrégularités commises à Cuba dont nous avons parlé ci-dessus.⁴⁵ Le même 16 avril Sbarretti envoie un télégramme à Rampolla se plaignant de l'opposition de Ireland, mais la réponse du secrétaire d'Etat ne laisse aucun espoir: le 19 avril Rampolla somme Sbarretti et son secrétaire de se retirer dans une maison religieuse.⁴⁶ Il semble donc qu'il n'ait jamais mis les pieds à Manille, bien qu'on eût déjà expédié là-bas plusieurs caisses de livres.⁴⁷ A sa place, on désignera un autre Italien et la hiérarchie épiscopale sera, comme prévu par le compromis avec Taft, entièrement américaine. En août, tandis que la mission Taft est à Rome, Sbarretti est en attente d'un poste et se déclare prêt à accepter avec soumission n'importe quelle destination proposée par ses supérieurs. Rampolla lui répond un mois après, le 18 septembre, en lui annonçant la désignation à la Délégation au Canada.⁴⁸

Sbarretti arrive à Ottawa après des années bien difficiles. Il ne peut pas rester aux Etats-Unis. Malgré le manque de documents sur ce point, on ne peut s'empêcher de supposer que le Vatican pensait à Sbarretti pour le siège de Washington, si celui-ci avait gardé de bons rapports avec la hiérarchie catholique et l'administration américaines. Quinze ans passés aux affaires des Etats-Unis, à la Propagande et à la Délégation, ont été un entraînement remarquable mais qui ne sera pas exploité. Le siège de Washington, resté vacant après l'élevation de Martinelli au cardinalat,⁴⁹ aurait été plus prestigieux que celui d'Ottawa. En effet, même dans la correspondance officielle, on parle de promotion à propos du trans-

⁴⁵ ASV, SdE, 1903, *rubrica* 280, fascicule 2, ff. 33-6.

⁴⁶ ASV, SdE, 1902, *rubrica* 283.

⁴⁷ ASV, DAC 138.2.

⁴⁸ ASV, SdE, 1902, *rubrica* 283.

⁴⁹ Signalons au passage le fait que le titre d'archevêque titulaire d'Ephèse est passé directement de Martinelli à Sbarretti; *Hierarchia Catholica, sub voce Ephesus*.

fert de Diomede Falconio d'Ottawa à la capitale des Etats-Unis. Ireland lui-même s'étonne de l'arrivée du franciscain Falconio. A ses yeux, un membre d'un ordre mendiant n'a pas l'éducation et les capacités pour remplir la fonction de représentant du Pape dans un siège tel que Washington. Evidemment, on pensait qu'une telle place était réservée à un brillant diplomate de la meilleure tradition du Vatican. Celui-ci aurait-il dû être Sbarretti? C'est probable mais nous sommes incapables de l'affirmer avec certitude.

La désignation de Sbarretti à Ottawa fut compliquée par un événement inexpliqué. Il semble que l'entrevue au Vatican entre le premier ministre canadien, Wilfrid Laurier, et Léon XIII du 19 septembre 1902 ait retardé de deux mois sa prise de fonction. Le jour suivant, la Secrétairerie d'Etat informe en effet la Propagande que le Pape veut suspendre l'envoi de la dépêche à Sbarretti qui se trouve à Washington. Seulement le 16 décembre Giorolamo Gotti, nouveau préfet de la Propagande, lui transmet la nouvelle de sa désignation: Sbarretti part pour Ottawa le 2 janvier 1903.⁵⁰

L'accueil qu'il reçoit lui laisse une très bonne impression. L'archevêque de la capitale, Thomas Duhamel, et le ministre de l'Intérieur, Clifford Sifton, l'attendent à la gare.⁵¹ Les jours suivants arrivent à la Délégation d'Ottawa les lettres de bienvenue de l'épiscopat. Paul Bruchési de Montréal rappelle l'existence d'amis en commun à Rome et Sbarretti lui répond: « Il me tarde de vous rencontrer et de causer de nos amis d'outre-mer ». Hermann Bruneault de Nicolet est heureux que le délégué soit un Italien pour la deuxième fois. Quelques évêques exaltent l'action de Sbarretti aux Etats-Unis et surtout le règlement des affaires cubaines.⁵² Les journaux catholiques publient une biographie où l'on insiste sur cet aspect. Même le secrétaire de la Délégation, Alfred A. Sinnott, rédige un abrégé dans lequel Sbarretti est présenté comme celui qui a sauvé à Cuba le droit matrimonial tridentin, les propriétés de l'Eglise, les hôpitaux et les couvents de religieux. D'après Sinnott, Sbarretti aurait quitté Cuba en héros tout en restant en très bons termes avec le général Wood et Roosevelt.⁵³ Dans ces

⁵⁰ APF, NS, vol. 265, 1903, *rubrica* 265, ff. 16-26.

⁵¹ *Ibidem*, ff. 27-30.

⁵² ASV, DAC 138.1.

⁵³ ASV, DAC *Protocollo* n. 2.

biographies on ne parle jamais de sa désignation à la délégation des Philippines. Il est à remarquer que la situation cubaine — telle que décrite dans la lettre de Sbarretti à Ledochowski du 1899 citée plus haut — peut offrir des éléments de comparaison avec celle du Canada. Nous ne faisons allusion qu'à la présence à Cuba et au Canada de diversités nationales, ethniques et politiques et surtout à la nécessité, ici et là, de traiter des question avec le gouvernement et d'avoir gain de cause. Trois évêques (Langevin, Bégin et LaRocque) soulignent dans leur lettre de bienvenue que la principale raison d'être de la Délégation au Canada est la question scolaire au Manitoba. Il est donc évident qu'on veut donner aux catholiques canadiens l'image d'un Sbarretti négociateur habile et efficace.

Peu après son arrivée, Sbarretti reçoit les instructions de la Propagande. Elles constituent une simple mise à jour de celles autrefois données à son prédécesseur Falconio. Le souci principal de la Congrégation est de ne pas heurter les évêques et de chercher « à établir une collaboration intime et confiante » dissipant toute ombre de dissension surtout au début du mandat. Le délégué doit être pour les évêques « un appui, un soutien et un anneau de conjonction avec le Saint-Siège »; la Propagande recommande donc un usage assez discret des pouvoirs afin que les évêques ne voient ni ne soupçonnent dans l'action du délégué la moindre limitation à leur souveraineté, surtout dans les affaires mineures. Dans les questions importantes le délégué est tenu de s'adresser à la Propagande pour prendre des instructions. Enfin, il faut chercher à ne jamais s'élever contre les autorités laïques sans toutefois compromettre les droits de l'Eglise. Des questions particulières sont aussi traitées: la législation scolaire au Manitoba et dans les nouvelles provinces à former; l'accord entre les catholiques français et anglais; l'organisation du Concile plénier canadien et l'amélioration des séminaires.⁵⁴

On peut dégager un bilan de l'action de Sbarretti au Canada et de sa conduite de deux de ces affaires, la question manitobaine et le Concile plénier, qui traversent toute la période de son mandat. La question scolaire au Manitoba est une lourde hérédité sur les épaules du délégué. Ses prédécesseurs Merry del Val et Falconio

⁵⁴ APF, NS, vol. 265, 1903, *rubrica* 154, ff. 31-7.

n'avaient pas réussi à résoudre la question et à Rome comme au Québec on attendait encore un règlement définitif du problème. L'affaire est très compliquée et les archives conservent beaucoup de documents à ce sujet. Cette documentation supplémentaire semble confirmer les lignes interprétatives indiquées jusqu'à présent par l'historiographie. Nous nous bornerons à suivre l'attitude de Sbarretti vis-à-vis de Wilfrid Laurier à travers quelques documents.⁵⁵ Au début de son mandat, Sbarretti cherche à faire pression sur Laurier qui toutefois ne veut pas se mêler d'un problème à caractère provincial. Entre-temps, Sbarretti doit faire face aux initiatives de l'archevêque de Saint-Boniface, Adélarde Langevin comme, par exemple, à l'occasion de la proposition de celui-ci d'envoyer un message à Edouard VII pour lui demander un appui. Il s'ensuit un débat entre les archevêques dans lequel Sbarretti embrasse la position prudente des prélats ontariens.⁵⁶ En octobre 1903 le délégué fait le voyage de l'Ouest et a un rendez-vous avec le premier ministre manitobain, le conservateur Roblin, qui l'invite à tenir la question hors des controverses politiques et à chercher une entente avec Laurier.⁵⁷ Mais au cours de l'hiver toute démarche est inutile: Sbarretti s'aperçoit que Laurier a donné une fausse interprétation à ses propositions d'amendement à la loi. Dans la lettre à Gotti du 8 février 1904, le délégué se montre déçu.⁵⁸ L'affaire est ajournée à l'année suivante lors de la formation projetée de deux nouvelles provinces dans l'Ouest.⁵⁹

En 1905, quand il s'agit de rédiger les articles sur les écoles dans les constitutions de l'Alberta et de la Saskatchewan, Laurier est en difficulté au Parlement. Richard William Scott, secrétaire d'Etat, écrit à Merry del Val⁶⁰ et Sbarretti en informe Gotti.⁶¹ Dans la même lettre le délégué se plaint d'être attaqué à la fois

⁵⁵ Ramsay Cook a analysé la correspondance entre Sbarretti et Laurier en utilisant les *Laurier Papers* pour son article « Church, Schools and Politics in Manitoba, 1903-1912 », *Canadian Historical Review*, 39, 1 (mars 1958), réimprimé dans Craig Brown, *Minorities, Schools and Politics*, Toronto, University of Toronto Press, 1969, pp. 19-41.

⁵⁶ APF, NS, vol. 333, 1905, *rubrica* 154, ff. 293-441.

⁵⁷ *Ibidem*, f. 451-3.

⁵⁸ *Ibidem*, ff. 471-3.

⁵⁹ Voir la correspondance entre le délégué et le premier ministre (mars-mai 1904), ASV, *Spogli dei Cardinali, Merry del Val*, fascicule G.

⁶⁰ APF, NS, vol. 333, 1905, *rubrica* 154, ff. 504-5.

⁶¹ *Ibidem*, ff. 522-533.

par les Orangistes et les Catholiques. A l'occasion du sacre de Mgr Zotique Racicot, qui réunit dix-huit évêques à Montréal, il obtient toutefois un ralliement de l'épiscopat, avec une déclaration explicite de soutien à son égard par Bruchési. A la suite de cela, le délégué écrit à Laurier une lettre de condamnation du projet de loi.⁶² En juillet, Sbarretti peut communiquer à Rome que Laurier a changé l'article de la loi dans un sens plus favorable à l'Eglise.⁶³ Gotti se félicite à l'égard du délégué.⁶⁴ Pour l'épiscopat francophone ce n'est pas une victoire, même si les évêques, Langevin excepté, gardent le silence à cette occasion. En effet, il s'agit d'un tournant de l'activité de Sbarretti sur cette question. Langevin le rappellera dans une discussion épistolaire en 1912 avec le nouveau délégué Francesco Pellegrino Stagni. L'archevêque de Saint-Boniface critiquera durement Sbarretti dénonçant le fait que celui-ci a accepté une clause fatale, à savoir celle qui consacrait le principe des écoles séparées non confessionnelles, en engageant l'épiscopat à sauver le gouvernement Laurier d'une crise inévitable. Cette démarche était considérée comme nécessaire par Sbarretti qui l'imposa à la réunion des archevêques en mai 1905.⁶⁵ Il appert donc que Sbarretti, comme ses prédécesseurs, s'appuyant sur Laurier accepte enfin un compromis.⁶⁶ En effet, le 11 janvier 1906 dans sa lettre à Merry del Val il souligne la difficulté de sa situation: même le peu de résultats atteints a provoqué le ressentiment des

⁶² *Ibidem*, ff. 541-2 et 546-9.

⁶³ *Ibidem*, ff. 594-9.

⁶⁴ *Ibidem*, f. 600.

⁶⁵ ASV, DAC 71. 1/2; voir aussi Robert Choquette, « Adélarde Langevin et les questions scolaires du Manitoba et du Nord-Ouest 1895-1915 », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 46 (juil.-sept. 1976), pp. 324-344.

⁶⁶ Dans le *Devoir* du 19 mai 1913, Henri Bourassa évoquera les circonstances de ces tractations dont il avait été un témoin direct grâce à ses rendez-vous avec Sbarretti. Dans l'article « Le Nationalisme et les Partis. III: Le conflit de 1905. M. Laurier, Mgr Sbarretti et les Nationalistes », le directeur du *Devoir* dénonce l'attitude acquiescente du délégué à l'égard de Laurier et les oscillations de celui-ci à cause des troubles de la politique canadienne. D'après Bourassa, Sbarretti était prêt à accepter un projet de loi moins favorable à l'enseignement religieux si cela aurait sauvé le gouvernement libéral. Ce qui dérange le directeur du *Devoir* est que Sbarretti, en présentant sa « grande victoire » au Vatican, aurait affirmé que « M. Laurier aurait beaucoup mérité de l'Eglise et que les Nationalistes étaient des intransigents dangereux », alors que, selon Bourassa, ces derniers ont été les seuls à lutter efficacement pour la défense des droits de l'Eglise. « Cette aventure m'a rendu circonspect dans mes relations avec les diplomates, clercs ou laïques »; ASV, SdE, 1913, *rubrica* 251, fascicule 4, f. 130.

protestants contre une prétendue immixtion des catholiques en politique.⁶⁷

En 1906 on commence à évoquer la question de l'annexion au Manitoba d'une partie du district du Keewatin, qui jouit de la loi de 1875 pour les Territoires du Nord-Ouest, plus favorable aux écoles catholiques. A cette occasion, Sbarretti cherche à obtenir quelques modifications de la législation manitobaine à l'avantage de l'Eglise. Le 11 décembre 1906 Laurier exclut la possibilité de lien entre la question scolaire et le changement de frontières.⁶⁸ Sbarretti, qui passe l'hiver en Italie, n'est toutefois pas de cet avis et renouvelle périodiquement sa requête. Dans sa correspondance avec son secrétaire Sinnott, resté à Ottawa, il pousse celui-ci à faire pression pour la modification des lois scolaires. Il se dit disposé à partir immédiatement si la situation le requiert.⁶⁹ Entretemps, le 29 décembre, Langevin accuse Sbarretti de timidité à l'égard de Laurier et les évêques Bruchési et Legal d'avoir soutenu le délégué.⁷⁰ En février 1907 Laurier demande à Sbarretti d'appuyer son projet de loi; celui-ci refuse.⁷¹ Le délégué a déjà commencé une manoeuvre pour se dégager de toute coresponsabilité dans l'affaire. Il prévient Merry del Val et Gotti, ainsi que Sinnott au Canada, qu'il ne reviendra pas à Ottawa avant la proposition au Parlement du projet de loi par Laurier. Les catholiques ne doivent pas penser que le délégué appuie le premier ministre.⁷² Laurier arrive à Rome au début de juin lorsque Sbarretti est sur le point de revenir au Canada. La rencontre officielle entre le Premier ministre et Merry del Val a lieu après le départ du délégué qui, à peine arrivé à Ottawa, se renseigne à Rome. Le secrétaire d'Etat lui répond que Laurier n'a nullement changé d'avis.⁷³

Même si l'attitude du délégué envers Laurier peut sembler plus sévère, au fond rien ne change. Cela ne veut pas dire que

⁶⁷ ASV, SdE, 1906, *rubrica* 251, fascicule 1.

⁶⁸ Laurier soutient que les désavantages pour l'Eglise dans la partie du Keewatin destiné au Manitoba sont compensés par les avantages dans celle à annexer à l'Ontario; APF, NS, vol. 462, 1908, *rubrica* 154, ff. 306-7.

⁶⁹ Le séjour de Sbarretti en Italie se prolongea de mois en mois. Plusieurs voix parlaient de son rappel définitif à Rome; ASV, DAC, 138.16/1 et 16/2.

⁷⁰ APF, NS, vol. 462, 1908, *rubrica* 154, ff. 319-25.

⁷¹ *Ibidem*, ff. 336-41.

⁷² *Ibidem*, ff. 326-7 et 336-41.

⁷³ ASV, DAC 73.1/2; ASV, SdE, 1907, *rubrica* 151, fascicule 5, ff. 154-6. L'interlocuteur officiel de Laurier, au niveau diplomatique, est le secrétaire d'Etat et non pas le délégué.

Sbarretti ne suit pas les débats au Parlement et ne soulève pas constamment la question auprès du premier ministre pendant les deux dernières années de son mandat.⁷⁴ Dans cette phase, on assiste à la montée de l'opposition des évêques francophones au sein de laquelle Langevin est particulièrement actif. Le 15 février 1908 Gotti rassure Sbarretti en précisant qu'il a fait tout son possible pour le Keewatin.⁷⁵ En 1909 Merry del Val soumet à Sbarretti un mémoire anonyme contre lui. On reproche au délégué le manque de collaboration avec les évêques à l'époque des négociations sur l'Alberta et la Saskatchewan en 1905. Maintenant, à l'occasion du débat sur le Keewatin, Sbarretti est accusé d'avoir favorisé Laurier en demandant à la presse de ne pas traiter l'affaire pendant quinze jours. Tout cela montre que la division entre le délégué et les évêques est en train de s'élargir. La réaction de Sbarretti le confirme: il ne croit pas que l'intervention de l'épiscopat soit utile. Conscient de ne pas représenter les idées des évêques francophones, il est toutefois sûr qu'adhérer à leurs prétentions entraînerait un grand danger pour l'Eglise. Il souligne que depuis sept ans il ne fait que subir des attaques. Désormais, en 1909, il veut que le Vatican l'informe de la ligne de conduite à suivre pour ne pas être désarmé face aux critiques. Langevin, d'après Sbarretti, est dupé par les conservateurs du Manitoba, ce qui excite le ressentiment de Laurier et même des conservateurs d'Ottawa. Merry del Val repète son soutien au délégué: sa conduite au sujet des questions scolaires « a satisfait entièrement le Saint-Siège ».⁷⁶

L'appui de l'ancien délégué, maintenant secrétaire d'Etat, au délégué actuel est le signe d'une continuité de la politique du Vatican en cette matière. Il y a des lignes générales de conduite.⁷⁷ En tout cas, la question scolaire était très probablement perdue pour des raisons politiques objectives telles que l'existence d'une majorité protestante et la suprématie des conservateurs solidement établis au Parlement manitobain. En ce qui nous concerne, c'est-à-dire l'examen des fondements de l'attitude de Sbarretti, il faut rappeler deux éléments.

⁷⁴ On peut en suivre le déroulement dans ASV, DAC, 73 (tous les fascicules).

⁷⁵ ASV, DAC, 73.1/4.

⁷⁶ ASV, DAC, 73.1/7; ASV, SdE, 1909, *rubrica* 251, ff. 43-77.

⁷⁷ Cf. M. Sanfilippo, « L'image du Canada », pp. 19-20.

En premier lieu, la tendance au compromis peut s'expliquer par la volonté générale de la diplomatie du Vatican de ne pas heurter les gouvernements des républiques nord-américaines. Cette attitude a été constante même lors du grand changement qui a marqué le passage du pontificat de Léon XIII à celui de Pie X. Sans doute, Sbarretti n'avait-il pas les moyens d'influencer l'action de Laurier. Sa position n'étant pas celle d'un diplomate à plein titre, il devait se contenter d'exercer des pressions. En outre, il a compris très vite qu'il ne pouvait pas se fier aux partis politiques canadiens pour la solution du problème. On peut dire que ce sont justement les partis qui mènent le jeu dans cette affaire. Il est vrai que, comme l'a relevé à juste titre Ramsay Cook, Sbarretti insiste auprès de Laurier jusqu'à la fin de son mandat.⁷⁸ Il est aussi vrai que les quelques améliorations sur des points particuliers des projets de loi sont présentées à Rome comme des victoires de l'Eglise.⁷⁹ Néanmoins, on peut penser que Sbarretti se conduit de cette façon parce que la question scolaire est le problème par excellence pour la puissante partie francophone de l'épiscopat — qui est sa contrepartie institutionnelle — alors que pour Rome il s'agit d'une question dans laquelle l'Eglise ne peut pas prendre le risque d'appuyer les Libéraux canadiens. Sbarretti, en plein accord avec Merry del Val et, donc, plus diplomate que délégué, n'a jamais voulu, avec ses protestations sur la question scolaire, en arriver au seuil de la rupture. Laurier était conscient de tout cela. Lorsqu'on arrive à la menace finale de Sbarretti de la mobilisation des catholiques contre le gouvernement, Laurier démontre qu'il ne la craint pas.

Par ailleurs, on peut avancer une autre raison de politique générale pour expliquer l'attitude de Sbarretti, une raison qui a été proposée à titre d'hypothèse par les historiens Jean Hamelin et Nicole Gagnon et qui est confirmée par la documentation que ces deux auteurs n'avaient encore à leur disposition.⁸⁰ Comme nous l'avons dit, Sbarretti s'est formé une idée du développement de l'Eglise catholique en Amérique du Nord fondée surtout sur la

⁷⁸ Cf. Cook, « Church, Schools and Politics », p. 34.

⁷⁹ ASV, SdE, 1908, *rubrica* 251, fascicule 4.

⁸⁰ Cf. Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Le XX^e siècle*, Tome 1, 1898-1940, dans *Histoire du catholicisme québécois*, édité par Nive Voisine, volume III, Montréal, Boréal Express, 1984, p. 94.

composante anglophone. Cela peut s'appliquer particulièrement à l'Ouest du Canada, le plus grand territoire encore à la disposition des immigrés et des colons de toute l'Amérique.⁸¹ Là, l'Eglise catholique avec son organisation centralisée pourrait jouer un rôle primordial dans le paysage religieux. Pour Sbarretti, il est certain que la majorité des immigrants catholiques qui vont peupler l'Ouest sont ou de langue anglaise ou destinés à parler anglais pour raisons de travail.⁸² Les écoles catholiques dans l'Ouest sont en majorité francophones et par conséquent peu attrayantes pour les immigrants, de surcroît à cause de leurs rapports difficiles avec la hiérarchie.⁸³ La mêlée entre confessionnalité et langue dans la question des écoles est très compliquée et déborde les limites de cet article.⁸⁴ Ce qu'on peut dire c'est que Sbarretti estime immédiatement que la défense outrée des écoles catholiques francophones est une entrave concrète à l'essor de l'Eglise notamment dans l'Ouest. Sur la question de la langue, Sbarretti ne montre aucune inclination pour la défense du français, que, d'après plusieurs membres du clergé québécois, il parlait très mal.⁸⁵ Aux Canadiens

⁸¹ Voir la querelle entre Sbarretti et Langevin à propos de l'établissement d'un évêché à Winnipeg; cfr. R. Choquette, « Adélarde Langevin et l'érection de l'archidiocèse de Winnipeg », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 28, 2 (sept. 1974), pp. 187-207.

⁸² Sbarretti soutient ouvertement l'assimilation des immigrants dans la culture canadienne anglophone. Il serait très intéressant de suivre l'attitude du délégué à l'égard des diverses communautés ethniques. Les archives de la Délégation renferment plusieurs dossiers sur les Ruthènes, les Acadiens, les Italiens et, naturellement, sur les Canadiens français, cf. Sanfilippo, « Fonti vaticane per la storia canadese », pp. 73-77 et *Id.*, « La Delegazione Apostolica ad Ottawa e gli immigrati italiani, 1899-1922 », *Il Veltrò*, 34, 1-2 (1990), pp. 45-65. Voir aussi Perin, *Rome in Canada*, pp. 158-86 et Pasquale A. Fiorino, *Bishop Michael Francis Fallon: the Man and His Times 1910-1931*, thèse de doctorat, Université Gregorienne, Rome, 1992. En 1894, lorsque Sbarretti était auditeur à la Délégation aux Etats-Unis, des Canadiens français de Springfield, Mass., lui présentèrent leurs remontrances que Sbarretti ne prit point en considération, ASV, DAEU IX (Springfield), fascicule 5.

⁸³ Voir par exemple les accrochages entre Langevin et les Polonais, ASV, DAC, 75/12.

⁸⁴ Voir sur ce sujet, Cook, « Church, Schools and Politics »; Lovell Clark, *The Manitoba School Question: Majority Rule or Minority Rights?*, Toronto, Copp Clark Co., 1968; Gilbert L. Comeault, « La question des écoles du Manitoba. Un nouvel éclairage », *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, 33, 1 (1979), pp. 3-24; Perin, *Rome in Canada*, pp. 127-157; pour les problèmes en Ontario voir Choquette, *Langue et Religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*, Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1980².

⁸⁵ Hamelin et Gagnon, *Le XX^e siècle*, p. 106.

français de Cornwall en Ontario, qui en 1907 demandent un prêtre québécois, il oppose l'exemple de plusieurs paroisses italiennes d'Amérique du Nord desservies par des curés américains qui avaient appris l'italien.⁸⁶ À noter, en passant, la comparaison, sans doute offensante pour les Canadiens français, entre eux et un peuple récemment immigré tel que les Italiens. Le successeur de Sbarretti, Mgr Stagni touchera aussi ce problème, lors de la crise des écoles bilingues d'Ontario. Tout cela ne veut pas dire que Sbarretti n'ait pas défendu les droits des catholiques dans la question scolaire. Certes, il avait une vision de l'avenir de l'Ouest différente de celle de Langevin mais assez semblable à celle de Merry del Val.

L'organisation du Concile plénier est l'autre grande entreprise qui engage Sbarretti pendant toute la durée de son mandat et est l'occasion d'une confrontation âpre avec l'épiscopat francophone. Au début du siècle, le Concile plénier est senti comme une nécessité urgente par le milieu catholique canadien.⁸⁷ On espère, en fait, parvenir à l'unification réelle de ce qui ne représente encore qu'une agrégation de diocèses où existent lois et règles tout à fait différentes. On s'aperçoit que l'Eglise ne peut pas se présenter fragmentée face aux transformations de la société (immigrés, « sociétés secrètes », idées socialistes). De plus, plusieurs difficultés surgissent de la différence de législation canonique, même dans la vie normale de l'Eglise. La nécessité du Concile est reconnue, malgré le retard avec lequel il finira par se tenir. Le différend avec les évêques a pour objet le processus d'organisation. Fort des instructions de la Propagande à ce propos, Sbarretti s'attèle à cette tâche. Il croit, et ne le cache pas à Gotti, que la direction des travaux préparatoires et la présidence du Concile peuvent consacrer la Délégation comme institution centralisatrice et en renforcer la position au-dessus de l'épiscopat. Nous avons déjà vu comment

⁸⁶ ASV, DAC, 1/2.

⁸⁷ Nous suivons notre article « Donato Sbarretti, delegato apostolico a Ottawa, e la difficile organizzazione del Concilio plenario canadese (1909) », *Annali Accademici Canadesi*, 6 (1990), pp. 77-88; il est à remarquer que le Canada est le dernier parmi les pays anglophones, dans lesquels est présente une large composante catholique, à tenir le Concile national; voir la comparaison fournie par la thèse de Ian Benjamin Waters, *Australian Conciliar Legislation Prior to the 1917 Code of Canon Law, A Comparative Study with similar Conciliar Legislations in Great Britain, Ireland and North America*, Ottawa, Université St-Paul, 1990.

cette tendance était nette chez Sbarretti lors de son séjour aux Etats-Unis. L'action du délégué se révèle immédiatement décisive. Au début de 1904, il charge Cornelius O'Brien, archevêque d'Halifax, de demander aux autres archevêques⁸⁸ de désigner une commission qui doit commencer la rédaction des projets des décrets ou, en latin, *schemata*. Sbarretti est tellement impatient qu'il sollicite continuellement O'Brien qui finit par protester.⁸⁹ La réaction des archevêques à cette activité frénétique ne tarde pas. Le leader de ce mouvement et donc l'adversaire de Sbarretti se révèle bientôt: Mgr Bégin, archevêque de Québec et chef symbolique de l'Eglise canadienne, qui a depuis longtemps avancé l'idée d'un Concile et qui n'entend point reconnaître la suprématie du délégué. Le 7 juin 1904, revenant de Rome, Bégin annonce que la réforme du droit canon rendra inutile les travaux du Concile.⁹⁰ Ensuite, appuyé par d'autres évêques, il critique la rédaction des décrets et en février 1905 ils obtiennent une révision de tout le travail. Entre-temps, Bégin a dépassé Sbarretti s'adressant directement à la Propagande à laquelle il a posé la question brûlante du siège et de la présidence du Concile. Les archevêques ne désignent les membres de la commission de revision qu'en octobre 1905. Le président est Louis-Adolphe Pâquet, homme de confiance de Bégin, qui commence son travail avec une lenteur exaspérante pour Sbarretti. Il faut remarquer que nul archevêque, à part celui de Victoria, Bertrand Orth, n'appuie le délégué. Sbarretti perd patience; il écrit à Pâquet rappelant qu'il y a désormais cinq ans qu'on parle du Concile et deux ans du début de la rédaction des décrets. Pour toute réponse, Pâquet part pour Rome au début de 1906 sous prétexte qu'il pourra mieux suivre le travail de réforme du droit canon. La réunion des archevêques en mai 1906 décide de ne pas hâter les travaux de Pâquet. Sbarretti cherche à obtenir un soutien à la Propagande.⁹¹ On lui répond que, malgré le fait que la Congrégation soit très intéressée par le Concile, elle ne peut s'opposer à l'épiscopat. De plus, les

⁸⁸ Dans l'organisation du Concile les contacts du délégué sont rigide-
ment hiérarchisés. Ses interlocuteurs sont les archevêques moyennant un représentant
(O'Brien et puis Duhamel). A leur tour, les archevêques se chargent d'informer
leurs suffragants et d'écouter propositions ou opinions de ceux-ci.

⁸⁹ ASV, DAC, 115.1/1-5.

⁹⁰ ASV, DAC, 116.1/1-2.

⁹¹ ASV, DAC, 118.1/1-5.

archevêques, sans en informer le délégué, ont fait savoir à la Propagande qu'ils décideront seuls du lieu du Concile plénier et du président.

A partir de ce moment la guerre est ouverte. Sbarretti réclame pour lui la présidence prétextant que choisir un archevêque quelconque entrainerait le mécontentement de l'une ou de l'autre des deux composantes du clergé canadien. Il ajoute que son but est le prestige de la Délégation alors que plusieurs prélats ont des visions personnelles sur le « chapeau » de cardinal. Durant l'hiver 1906-1907, Sbarretti est en Italie et Sinnott lui annonce que Pâquet a interrompu les travaux et que tous les archevêques sont favorables à un ajournement. Sbarretti, furieux, dénonce le fait à la Propagande qui lui donne raison sur le principe mais lui conseille encore la prudence. La réunion des archevêques du 2 octobre 1907 consacre la politique dilatoire de ceux-ci et décide d'attendre la fin de la révision du droit canon.⁹²

Au début de 1908, l'un après l'autre tous les archevêques, sauf Bégin, changent de position. Les documents n'expliquent pas ce revirement, la chose étonne d'ailleurs Sbarretti lui-même. Ce qui lui semble clair, en revanche, c'est l'action dilatoire de Bégin. C'est Camillo Laurenti, prosecretaire de la Propagande et ancien collègue de Sbarretti quand il était *minutante*, qui le renseigne confidentiellement.⁹³ A Rome Bégin a parlé avec les cardinaux les plus importants, Gaetano De Lai, Casimiro Gennari et Pietro Gasparri et les a convaincus d'accepter son point de vue, c'est-à-dire, que les travaux pour la réforme du droit canon se terminent dans quelques mois et que, en suite, tous les évêques seront engagés dans l'étude des articles du code. Sbarretti décide alors de démasquer Bégin. Le 10 avril 1908 dans une lettre privée à son ami le cardinal Gasparri, président de la commission chargée de la réforme du droit canon, il demande s'il est vrai que la rédaction du nouveau code est un empêchement à la tenue du Concile: Gasparri dément entièrement la position de Bégin. D'abord la révision n'intéresse que marginalement les décrets à traiter par le Concile canadien.⁹⁴ En outre, Gasparri affirme que les travaux

⁹² ASV, DAC, 119.1/1-5.

⁹³ Gotti l'informe officiellement que le Concile ne peut avoir lieu dans les deux prochaines années.

⁹⁴ Sbarretti lui avait envoyé les minutes. Gasparri écrit qu'on peut insérer les nouveautés de la réforme dans une demi-heure de travail.

de la commission ne se termineront pas avant 1910. Le cardinal ajoute une carte de visite personnelle dans laquelle il s'adresse très confidentiellement à Sbarretti et lui confirme qu'il a parlé avec Bégin de la réforme du code mais n'a pas pensé du tout à « ton Concile ». ⁹⁵ Finalement, Sbarretti peut accomplir les dernières démarches. Entre-temps, la Constitution apostolique *Sapienti Consilio* (29 juin 1908) soustrait le Canada de la juridiction de la Propagande qui doit donc passer la demande de convocation du synode à la Congrégation du Concile. Dans la lettre d'accompagnement au dossier les causes du retard sont ainsi résumées: opposition de l'épiscopat, différend à propos du président, attente du nouveau code. La Congrégation du Concile ayant donné son autorisation, le synode s'ouvre le 19 septembre 1909 dans la cathédrale de Québec sous la présidence de Sbarretti, ainsi que le délégué l'avait proposé. ⁹⁶

Les documents conservés ne sont pas suffisants pour expliquer tous les aspects de cette affaire. Il est hors de doute que Sbarretti a joué toutes ses cartes, y compris ses liens personnels avec les membres les plus influents de la curie romaine. De plus, les réponses très prudentes de la Propagande auraient dû le décourager mais le délégué n'en a pas tenu compte et a cherché surtout la confrontation avec Bégin. En tout cela il semble avoir outrepassé les instructions de la Propagande. Derrière cela il y a très probablement des motifs de prestige personnel et peut-être l'espoir que, après avoir réglé l'organisation juridique de l'Église canadienne, on le rappelle à Rome. D'après les documents, il appert qu'il voulait affirmer la politique centralisatrice poursuivie par Pie X et Merry del Val. Il s'agissait donc d'unifier d'abord le Canada ecclésiastique et puis de le contrôler moyennant une Délégation plus forte, véritable expression outre-mer, de la voix de Rome. Les adversaires sont donc les archevêques et parmi eux Bégin, le plus important en prestige. Dans ce différend il est intéressant d'analyser le rôle de la Propagande qui n'a fait que soutenir Bégin et les évêques. Peut-être, n'est ce pas un hasard si la fin de l'opposition à Sbarretti sur le Concile, sur laquelle nous savons très peu, ait eu lieu à la veille de la fin de la juridiction

⁹⁵ ASV, DAC, 121.1/1-2.

⁹⁶ Sbarretti aurait voulu le siège à Ottawa, mais a dû céder sur ce point; ASV, DAC, 121.1/3.

de la Congrégation sur le Canada. Il est bien connu, en tout cas, que la Propagande avait des liens traditionnels et particuliers avec chaque évêque. Une perspective centralisatrice entraînait une perte de pouvoir de la part de la Congrégation. Cela fait surgir la question générale du rapport entre Propagande et la délégation canadienne dans la période de 1899 (début de la Délégation) à 1908/1910 (fin de la juridiction de la Propagande et de la période de transition). C'est une question que, *mutatis mutandis*, on pourrait se demander au même titre pour les Etats-Unis.

Est-ce qu'on peut considérer la création de la Délégation comme la démarche initiale de la fin de l'intervention de la Propagande dans les affaires nord-américaines?⁹⁷ Plusieurs éléments le font soupçonner. D'un côté, l'affaiblissement du pouvoir de la Propagande à l'intérieur de la curie, qui sera surtout marqué en 1908 par la perte de la juridiction sur de larges portions du monde (surtout anglophone, il est important de le souligner ici) et par une réduction sensible de son poids politique dans la curie après la mort du préfet Ledochowski en 1902. D'autre part, il y a le grand intérêt du Vatican pour l'Amérique du Nord, né au cours du XIX^e siècle et renforcé pendant le pontificat de Léon XIII et la période de Rampolla, mais qui se poursuit pendant la période de « l'absolutisme » centralisateur et conservateur de Merry del Val et De Lai comme une tendance désormais consolidée et irréversible.⁹⁸ Certes, le Canada du début du siècle n'est pas semblable aux Etats-Unis. Les évêques missionnaires de l'Ouest, comme Emile Legal, ne se croient pas mûrs pour abandonner le statut de « territoire de mission »,⁹⁹ mais Sbarretti est trop homme de curie pour s'embarasser de ces détails. Il est certain que l'action de Sbarretti a outrepassé les limites imposés au rapport traditionnel entre la Propagande et les évêques. Il reste à vérifier s'il l'a fait dans un but déterminé, c'est-à-dire, s'il avait reçu une

⁹⁷ Pierre Hurtubise a formulé l'hypothèse que les délégués avaient favorisé les processus de détachement de l'Eglise canadienne de la Propagande, Hurtubise, « Il Canada negli archivi della Congregazione De Propaganda Fide », *Il Veltro*, 29, 1-2 (1985), pp. 107-112.

⁹⁸ G. Pizzorusso - M. Sanfilippo, *La Santa Sede e la geografia del Nuovo Mondo, 1492-1908*, XVI Congresso Geografico Italiano « Storia della geografia, della cartografia e delle esplorazioni » (Gênes, 4-9 mai 1992), actes à paraître.

⁹⁹ APF, NS, vol. 483, 1910, *rubrica* 10, ff. 372 et 415.

direction spécifique, ou bien si sa conduite a été inspirée par des principes généraux qui font partie de sa formation curiale. Il faut rappeler que Sbarretti fait partie d'une génération de jeunes ecclésiastiques qui a reçu la même éducation à Rome et qui était destinée à constituer le gros des secrétaires de Congrégation, puis des membres du Sacré Collège.¹⁰⁰

Certes, il n'a pas toujours eu gain de cause. Plusieurs fois il a voulu intervenir et s'immiscer dans des affaires diocésaines mineures dans lesquelles il a trouvé, surtout auprès des évêques québécois, une forte résistance.¹⁰¹ Sur les grandes questions, à part le cas extrême de Langevin que nous avons déjà examiné, Bégin se révèle être sa bête noire. On peut considérer la tenue du Concile comme un succès du délégué,¹⁰² malgré les tentatives des évêques québécois de diminuer son rôle.¹⁰³ En d'autres occasions, il a dû céder à l'archevêque de Québec. Par exemple lors des célébrations de François de Laval en 1908, le délégué demande à Merry del Val d'être nommé représentant du Pape. Le secrétaire d'Etat lui refuse son consentement afin de ne pas réduire le rôle de protagoniste de Bégin.¹⁰⁴ Jusqu'à la fin de son mandat Sbarretti croit que l'archevêché de Québec est un centre antidélégation et en prévient son successeur Stagni: Bégin, Pâquet, Marois, Paul-Eugène Roy montrent « un certain esprit mal disposé envers les délégués apostoliques ». ¹⁰⁵ En 1911, après son retour en Italie, il prévient son successeur Stagni de se méfier de « certains milieux ». ¹⁰⁶ Certes, c'est une question de point de vue: évidemment pour les prélats québécois l'opposition à

¹⁰⁰ Lorenzo Bedeschi, *La curia romana durante la crisi modernista*, Parme, Guanda, 1968, p. 63 et *passim*, offre un encadrement du milieu curial au début du XX^e siècle.

¹⁰¹ Voir par exemple les innombrables questions sans fin entre les marguilliers des paroisses rurales de Sherbrooke et l'évêque Larocque avec son vicaire Chalifoux, ASV, DAC 86-87, *passim*.

¹⁰² A la fin des travaux, Alfred Archambeault, un évêque en très bons rapports avec Merry del Val, renseigne celui-ci sur les mérites de Sbarretti pour le Concile, ASV, SdE, 1910, *rubrica* 251, fascicule 12, f. 134.

¹⁰³ A la fin du Concile les prélats québécois adressent une lettre pastorale collective en excluant le délégué. Celui-ci proteste avec Merry del Val et obtient de faire écrire de nouveau la lettre avec sa signature; ASV, DAC, 120.1/4.

¹⁰⁴ Cf. APF, NS, vol. 463, 1908, *rubrica* 154, ff. 386-389; ASV, SdE, 1908, *rubrica* 251, fascicule 4.

¹⁰⁵ ASV, DAC, 52.27.

¹⁰⁶ ASV, DAC, 126.1.

Sbarretti découle d'une interprétation du rôle de celui-ci comme intermédiaire entre Rome, voire la Propagande, et les évêques. Au contraire le délégué prétend souvent diriger les affaires canadiennes, se conduisant comme le représentant d'une politique centralisatrice.

A la fin de la juridiction de la Propagande et de la période de transition subséquente — jusqu'en 1910 — la situation est donc simplifiée: le délégué relève de la Congrégation Consistoriale, relatant à la Secrétairerie d'Etat les affaires sociales et politiques.¹⁰⁷ Le Canada se trouve soumis aux deux puissances de la curie romaine au temps de Pie X, les cardinaux Gaetano De Lai et Rafael Merry del Val. Le nouveau délégué Stagni continuera la politique en faveur de l'anglicisation de l'Eglise canadienne de Falconio et Sbarretti mais dans une situation plus favorable.¹⁰⁸ Le Concile avait fixé des règles univoques sur la législation ecclésiastique. Les rapports avec la Consistoriale sont plus faciles et les évêques n'ont plus l'appui romain de la Propagande. En outre, Stagni, pour ses capacités personnelles, sut se faire apprécier aussi par les évêques québécois, malgré des positions très lointaines et souvent inconciliables entre eux. Les différends continueront mais dorénavant le délégué pourra trancher plus efficacement les questions et les évêques francophones poursuivront leur lutte, qui reste pourtant dure, sur une position plus défensive.¹⁰⁹

Le 9 avril 1910 Sbarretti part pour l'Italie pour remettre officiellement entre les mains du Pape les décrets approuvés par le Concile plénier. On ne sait pas encore qu'il ne reviendra pas. Il reste délégué jusqu'à la fin d'octobre résidant souvent au Collège canadien de Rome et exerçant son mandat par l'entremise de son secrétaire Sinnott tandis que, au Canada, les Canadiens français multiplient les critiques contre lui. Parmi les plus extrémistes, tel que le chanoine G. L. Dugas de St-Lin des Laurentides, l'impression s'était répandue que la désignation de l'archevêque Gauthier de Kingston au siège de Ottawa en 1910 avait été la der-

¹⁰⁷ Le 26 février 1910 Merry del Val transmet à Sbarretti, qui va partir dans quelques semaines, les instructions pour l'application de la *Sapienter Consilio* à la Délégation; ASV, DAC, 141.8.

¹⁰⁸ M. Sanfilippo, « L'image du Canada », p. 20.

¹⁰⁹ Donald Tremblay, *Monseigneur Francesco Pellegrino Stagni, o.s.m., et l'Eglise canadienne, 1910 à 1918*, thèse de doctorat, Université Laval, Québec, 1993.

nière trahison du délégué en faveur des Irlandais¹¹⁰. En effet, à la fin de son mandat, Sbarretti loin d'avoir apaisé les esprits, les avait au contraire exacerbés. Son attitude sévère, sa formation juridique, l'avaient poussé à des rapports froids et abstraits avec l'épiscopat et le clergé. En cela, il a suivi les traces de son prédécesseur Merry del Val, dont l'air détaché et les allures d'aristocrate étaient restés proverbiaux au Canada.

Au cours des dernières années de sa présence à Ottawa, Sbarretti avait fait la demande auprès de Merry del Val pour se faire transférer dans une congrégation romaine. Déjà en 1908 le secrétaire d'Etat lui avait fait des promesses.¹¹¹ Après quinze années passées en Amérique, il pensait sans doute que le temps était venu de retourner auprès de la curie où il ne cachait pas ses projets de carrière. En effet, après son retour en 1910 (il avait alors 56 ans), il occupa les plus hautes fonctions. Il devient d'abord secrétaire de la Congrégation des Religieux où le préfet est le cardinal Vives y Tuto, l'autre membre de la « troïka » au pouvoir avec Merry del Val et De Lai. Ensuite il est assesseur (secrétaire) du Saint-Office et est nommé cardinal le 4 décembre 1916. Trois ans après, il devient préfet de la Congrégation du Concile et, en 1930, il est secrétaire (charge équivalente à celle de préfet) du Saint Office. Il meurt le 1 avril 1939 après avoir participé à deux conclaves.¹¹² De Léon XIII à Pie XII sa carrière, malgré quelques insuccès, a connu un progrès constant, ce qui démontre son implication profonde dans le milieu du Vatican.

¹¹⁰ ASV, *Fondo Benigni*, boîte 23, ff. 364-367; d'autres dossiers sur le Canada recueillis par Mgr. Umberto Benigni, intégriste romain, accusent Sbarretti d'être « l'homme lige » des Irlandais: les Chevaliers de Colomb lui auraient donné 50.000 dollars comme récompense pour son appui à Gauthier; cf. ASV, *Fondo Benigni*, boîte 1, ff. 206-208; boîte 3, f. 71; boîte 8, ff. 204-206; boîte 23, ff. 361-363; voir G. Pizzorusso, « Le fonds Benigni aux Archives Secretes du Vatican », *Annali Accademici Canadesi*, 8 (1992), pp. 107-111.

¹¹¹ ASV, SdE, 1908, *rubrica* 251, f. 32.

¹¹² *Hierarchia Catholica*, *sub voce* *Ephesus* et *Annuario pontificio*, années 1911-39, *passim*.

NOTE SUR LA CONTROVERSE DU DÉCRET NE TEMERE AU CANADA

DONALD TREMBLAY

Au début du vingtième siècle le Canada est un pays en voie d'émergence. On y retrouve deux grands groupes linguistiques: les anglophones qui constituent la majorité de la population et qui sont en grande partie de religion protestante; et les Canadiens-français, minorité de confession catholique romaine. Si les relations qu'entretiennent ces deux groupes sont tendues depuis le dix-neuvième siècle, l'aube d'un nouveau siècle laisse planer l'espérance d'une meilleure entente. Sur le plan politique, le parti libéral de Wilfrid Laurier détient les rênes du pouvoir à Ottawa depuis 1896. La domination des libéraux se termine en octobre 1911, avec l'élection du Parti conservateur sous le leadership de Robert Borden. C'est dans ce contexte que naît au début des années dix la controverse entourant le décret *Ne temere*, qui fera rejaillir sur l'arène publique les divisions canadiennes.

En 1911, les catholiques forment une minorité au sein de la population canadienne.¹ Des neuf provinces de la confédération, le Québec se démarque par sa population constituée majoritairement de francophones catholiques. On retrouve dans le droit civil québécois une certaine convenance envers le catholicisme. Cet esprit d'accommodement envers l'Eglise romaine n'existe pas dans les provinces protestantes où les loges orangistes et maçonniques exercent une grande influence sur le pouvoir politique.

En 1907 l'Eglise catholique procède à la plus importante réforme de sa législation canonique sur le mariage depuis le sei-

¹ Ils constituent trente-neuf pour cent de la population, c'est-à-dire 2 833 041 fidèles, cf. *Fifth Census of Canada, 1911*, volume 2, Ottawa, C.H. Parmelee, 1913, pp. 146-147.

zième siècle. En publiant le décret *Ne temere*,² le Saint-Siège modifie en profondeur la discipline du décret tridentin *Tametsi*³ sur le mariage. Pour la validité d'un mariage, la législation du concile de Trente exigeait que l'échange des consentements se fasse devant le curé de la paroisse, avec la présence de deux ou trois témoins. Quelques années plus tard, une précision était apportée à cette loi ecclésiastique. Dorénavant, un mariage devait être célébré devant le curé de la paroisse où les contractants, ou au moins l'un d'entre eux, avaient domicile ou quasi-domicile. L'Église souhaitait, par cette réforme tridentine, l'élimination des mariages clandestins qui étaient courants durant le Moyen Âge.

Par disposition du Concile de Trente, le décret *Tametsi* avait force de loi seulement dans les paroisses où il avait été promulgué.⁴ Plusieurs pays protestants d'Europe et la plus grande partie des autres continents n'y étaient pas soumis. Trois cent cinquante ans après le Concile de Trente, la discipline ecclésiastique sur le mariage variait d'un pays à l'autre à travers le monde. C'est dans le but de remédier à cette situation que la Congrégation du Concile publie le décret *Ne temere* en 1907.⁵

La plus importante modification du décret *Ne temere* consiste à étendre la législation tridentine à tout l'univers. En même temps, *Ne temere* n'exige plus qu'un mariage soit contracté devant le propre curé de la paroisse des contractants. Dorénavant, tout « [...] curé, ou l'ordinaire du lieu, ou un prêtre délégué par l'un des deux [...] » peut recevoir validement l'échange des consentements sur le territoire de sa juridiction.⁶ Tout catholique

² Le décret a été publié par la Congrégation du Concile le 2 août 1907, et ses dispositions sont entrées en vigueur le 19 avril 1908, cf. *Acta Sanctae Sedis* (A.S.S.), vol. XL, 1907, *Ne temere* pp. 525-530.

³ Concile de Trente, Sess. XXIV, c. 1, *De reformatione matrimonii*.

⁴ Les modalités du décret ont été publiées en Nouvelle France en 1703, cf. Mgr Jean de Saint-Vallier, *Rituel du diocèse de Québec publié par l'ordre de Mgr de Saint-Vallier évêque de Québec*, Paris, Chez Simon Langlois, rue Saint-Etienne des Près, au bon Pasteur, 1703, pp. 292-294. Guy Arbour limite son application à la province civile de Québec, sauf pour les parties du territoire appartenant au diocèse d'Ottawa, cf. *Le droit canonique particulier au Canada*, Ottawa, les éditions de l'Université d'Ottawa, 1957, pp. 100-101.

⁵ Pour une étude approfondie de l'époque sur *Ne temere* cf. R. P. Duvic, *Législation civile du Canada concernant le mariage et le divorce en regard de la législation ecclésiastique et en particulier des règles du décret Ne temere*, Ottawa, Scolasticat Saint-Joseph, [1912].

⁶ A.S.S., vol. XL, 1907, *Ne temere* no. III, pp. 527-528 (original en latin).

est soumis à la discipline ecclésiastique de *Ne temere*. Cependant, contrairement aux dispositions du Concile de Trente, l'article XI.3° de *Ne temere* n'oblige plus les baptisés non-catholiques à cette discipline, sauf dans le cas d'un mariage mixte.⁷ Le Saint-Siège, quant à lui continue d'insister sur l'application du vieux principe *semel catholicus, semper catholicus* en ne reconnaissant pas, selon l'article XI.1°, que l'apostasie d'un catholique le libère de l'obligation à la forme canonique du mariage.⁸

Au Canada, la loi constitutionnelle de 1867 (antérieurement connue sous le nom de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique), prévoit que le mariage et le divorce relèvent de l'autorité législative exclusive du Parlement canadien, alors que la célébration du mariage est l'une des matières sur laquelle la législation de chaque province peut exclusivement légiférer. En somme, le fédéral légifère sur le fond tandis que le provincial ne peut le faire que sur la forme. Ce partage résulte d'un compromis, les pères de la Confédération voyaient là un moyen de protéger les minorités non catholiques de la province de Québec où le divorce n'était pas reconnu.

Depuis la promulgation du Code civil du Bas-Canada en 1866, il s'exerce au Québec deux juridictions exclusives et parallèles dans la célébration des mariages: celle de l'Église catholique sur les catholiques et celle des cultes non-catholiques sur leurs adeptes. L'article 129 du code civil accorde à tous prêtres, curés, ministres et autres fonctionnaires, autorisés par la loi à tenir les registres de l'état civil, la capacité de célébrer les mariages. Les empêchements dirimants au mariage des différentes croyances religieuses sont reconnus civilement par l'article 127.⁹ Or le droit canonique

⁷ A.S.S., vol. XL, 1907, *Ne temere* no. XI.3°, p. 530. *Tametsi* soumettait à ses prescriptions tous les sujets chrétiens, qu'ils aient été catholiques, anglicans ou protestants. Le pape Clément XIII, en 1764, en étendant au Canada l'application du décret *Matrimonia* de Benoît XIV, avait soustrait la nouvelle colonie anglaise à cette règle.

⁸ L'article XI.1° se lit comme suit: « Les lois établies ci-dessus obligent, chaque fois qu'ils contractent entre eux des fiançailles ou un mariage, tous ceux qui ont été baptisés dans l'Église catholique et tous ceux qui du schisme ou de l'hérésie se sont convertis à elle (même si les uns ou les autres par la suite avaient apostasié). », cf. A.S.S., vol. XL, 1907, *Ne temere* no. XI.1°, p. 530 (original en latin).

⁹ L'article 127 se lit comme suit: « ... les autres empêchements, admis d'après les différentes croyances religieuses, comme résultant de la parenté ou de l'affinité

se voit conférer un droit de regard limité sur le droit civil du Québec par cet article. La promulgation de *Ne temere* pose donc des doutes de droit sur l'interprétation de l'article 127. Depuis le 29 novembre 1764, un mariage au Canada entre un catholique et un protestant, devant un ministre protestant, était canoniquement valide à cause de la disposition de Clément XIII d'appliquer au Canada la constitution *Matrimonia* de Benoît XIV.¹⁰ *Ne temere* ne reconnaît plus cette exception. Donc le problème est de savoir si un tel mariage, qui est canoniquement nul d'après *Ne temere*, est aussi nul d'après le code civil du Québec à cause de l'article 127 qui reconnaît les empêchements au mariage de l'Église catholique? *Ne temere*, en obligeant deux catholiques à se marier devant un prêtre catholique, pose aussi un autre problème à savoir si un mariage ne suivant pas cette disposition est civilement valide.

La controverse entourant *Ne temere* éclate au Canada en 1911, après l'annulation civile du mariage d'un couple catholique contracté devant un ministre protestant. Le 14 juillet 1908, deux jeunes catholiques, Eugène Hébert et Marie-Emma Clouâtre, qui n'ont jamais apostasié leur foi, sont mariés à Montréal par William Timberlake, ministre du culte de l'église méthodiste du Centenaire à la Pointe Saint-Charles. Le jeune couple échoue dans sa tentative de vie conjugale. Au mois de novembre 1909, en réponse à la supplique d'Eugène Hébert devant le tribunal ecclésiastique de Montréal, Mgr Paul Bruchési décrète leur mariage nul et invalide, du point de vue canonique, parce qu'il a été célébré contrairement aux articles III et XI.1 du décret *Ne temere*.¹¹ Quelques mois plus tard, en juin 1910, Eugène Hébert entreprend des procédures judiciaires devant la Cour supérieure du Québec, afin de faire déclarer nul civilement son mariage. Il postule sa requête de la façon suivante:

« [que mon mariage] ayant été annulé par l'autorité religieuse, soit maintenant déclaré nul et annulé quant à ses effets civils, et

et d'autres causes, restent soumis aux règles suivies jusqu'ici dans les diverses églises et sociétés religieuses. In en est de même quant au droit de dispenser de ces empêchements, lequel appartiendra tel que ci-devant, à ceux qui en ont joui par le passé ».

¹⁰ Guy Arbour, *Le droit canonique particulier au Canada*, p. 101.

¹¹ Le décret de Mgr Bruchési est en date du 12 novembre 1909.

que le dit décret de l'autorité ecclésiastique, prononçant la nullité quand au lien, soit reconnu et confirmé à toutes fins que de droit, et qu'il soit donné pleine force et effet au point de vue civil ».¹²

Eugène Hébert demande à la cour de reconnaître civilement les effets du décret canonique de Mgr Bruchési. Le juge Charles Laurendeau,¹³ dans son jugement du 23 mars 1911, acquiesce à la requête d'Eugène Hébert et déclare son mariage avec Marie-Emma Clouâtre nul civilement.¹⁴ Le juge Laurendeau endosse la théorie voulant que les empêchements canoniques de *Ne temere* soient reconnus par l'article 127 du code civil du Bas-Canada. Au dire des protestants le tribunal civil, dans ce jugement, confirme les dispositions du décret canonique *Ne temere* et lui confère des effets civils.

La déclaration de nullité civile soulève la colère des protestants, puisqu'ils y voient une discrimination contre leurs ministres du culte. Les opposants à *Ne temere* ne voient aucune différence entre la loi ecclésiastique de l'Église catholique et la loi civile du Québec. Ils affirment donc que depuis sa promulgation, le décret *Ne temere* a force de loi dans la province de Québec. Ils dénoncent la position d'infériorité juridique face aux prêtres catholiques et à laquelle sont assujettis leurs ministres du culte dans la célébration de certains mariages. Une grande offensive contre l'Église catholique et le décret *Ne temere* est lancée dans la presse protestante.¹⁵ Ils accusent l'Église catholique d'imposer au Canada ses lois ecclésiastiques régissant le mariage. Ce sont de très sérieuses

¹² Cité in *Rapports judiciaires de Québec, Cour supérieure*, vol. XLII, 1912, pp. 252-253.

¹³ Avocat montréalais, il a été nommé juge en 1910, fonction qu'il occupa pour deux ans seulement puisqu'il a démissionné à l'automne 1912 pour devenir avocat en chef de la ville de Montréal, cf. Pierre-Georges Roy, *Les juges de la province de Québec*, Québec, Rédempti Paradis, 1933, p. 303.

¹⁴ Le jugement a été rendu par défaut, ce qui signifie que Marie-Emma Clouâtre ne s'est pas opposée devant la cour au recours de son mari. Par contre, Mme Clouâtre, dans son appel du jugement, maintiendra qu'elle a été empêchée de comparaître et de produire une défense à cause de fraude, d'influence indue et de menaces de la part de son mari et d'autres personnes. En outre, son mari lui aurait fait croire qu'elle perdrait la garde de leur enfant si elle s'opposait à son recours légal.

¹⁵ Sur ce thème cf. John Moir, « Canadian Protestant Reaction to the *Ne Temere Decree* », in *The Canadian Catholic Historical Association, Study Sessions*, 48 (1981), pp. 78-90.

accusations que portent les protestants, puisqu'elles supposent l'ingérence d'un pouvoir religieux dans les affaires internes d'un pouvoir civil indépendant.

A Toronto un comité est créé par l'*Evangelical Alliance* pour étudier les conséquences du jugement Hébert. Ses membres viennent de diverses confessions protestantes. Dans leur rapport, ils déplorent la portée du décret dans le droit civil du Québec:

« [...] it appears that in [...] Quebec the canon law of Rome, with reference to marriage has been made part of the civil law, [...], we declare this to be a condition not to be tolerated, as it is inconsistent with those principles of British freedom ».¹⁶

De plus, les différentes confessions protestantes profiteront de l'occasion pour dénoncer chacun le décret *Ne temere*. Les premiers à le faire ont été les méthodistes, suivit de la *Congregational Union*, et des presbytériens.¹⁷ De leur côté, les anglicans passent à l'offensive le troisième dimanche du mois de mai 1911, avec une déclaration conjointe de leur hiérarchie attaquant le jugement Laurendeau et *Ne temere*, qui est lue dans toutes leurs églises:

« we believe the said decision to be contrary to the Christian ideal of marriage, to involve grave civil injustice, [...] No marriage should be annulled because of the divergent religious convictions of the parties, nor because of the ecclesiastical connection of the one solemnizing the marriage [...] Nor should the State permit marriage to be annulled for an ecclesiastical offence, or because it is contrary to the laws, rules and regulations of any religious organisation whatsoever ».¹⁸

Au fur et à mesure que le temps passe la controverse s'élargit. Le Synode presbytérien de Montréal, réunit au mois de juin, en plus de dénoncer la situation, met en garde ses membres contre les mariages mixtes avec des catholiques:

¹⁶ « Uniform Canadian Marriage Law », *The Gazette*, 18 avril 1911.

¹⁷ Cf. John Moir, « Canadian Protestant Reaction to the *Ne Temere Decree* », pp. 83-84.

¹⁸ « Protest Against *Ne Temere Decree* », *The Gazette*, 22 mai 1911.

The Synod would earnestly and affectionately warn (its) members and adherents [...] against entangling alliances which might prove a snare to them, since mixed marriages though legal enough, are not in themselves commendable, and since such marriages, if the ceremony be performed by a Roman Catholic priest, can be contracted only at the cost of the sacrifice of their religious convictions ».¹⁹

Les protestants et les anglicans,²⁰ ainsi que le comité érigé par la *Toronto Ministerial Association* pour étudier les implications de *Ne Temere* au Canada, revendiquent la promulgation d'une loi fédérale uniforme sur le mariage à travers le Canada:

« We urge the Dominion and British governments to take what steps may be required to remedy this state of affairs, even though it be necessary to seek an amendment to the British North American Act, removing marriage from the jurisdiction of the provinces, and creating a uniform Canadian marriage law ».²¹

Au mois d'avril 1911, le gouvernement Laurier avait refusé de s'ingérer dans cette controverse en défendant la position qu'une loi fédérale serait *ultra vires* en matière de juridiction provinciale.²² Cependant, à l'automne 1911, les milieux protestants exercent de fortes pressions sur le gouvernement fédéral conservateur nouvellement élu du Premier ministre Borden, afin qu'il légifère sur le mariage. Les tensions montent en novembre 1911 après le

¹⁹ « The Vatican and Mixed Marriages », *The Times*, 13 juin 1911.

²⁰ « Protest Against Ne Temere Decree », *The Gazette*, 22 mai 1911.

²¹ « Uniform Canadian Marriage Law », *The Gazette*, 18 avril 1911.

²² En réponse à la question du député conservateur Samuel Hughes « Is it the intention of the government ... in short to enact a Dominion of Canada marriage law which will accept for every part of Canada, and make lawful in every province a marriage consummated under the law or form of any province? », le Ministre de la justice dans le cabinet Laurier, Sir Allen Bristol Aylesworth, déclare: « Legislation of the character indicated in the questions [...] would seem not competent for the parliament of Canada to enact », in Canada, House of Commons, *Debates*, 12 avril 1911, pp. 7354-7356. Le journal *La Vigie* écrit en décembre 1911 que « l'attitude énergique de Sir Allen B. Aylesworth a causé, il est vrai sa défaite et celle de plusieurs libéraux d'Ontario lors des dernières élections fédérales, mais elle n'en est pas moins à la gloire de l'administration Laurier. », cf. « Loi modifiant la loi du mariage », *La Vigie*, 9 décembre 1911.

dépôt devant la Chambre des communes d'un projet de loi privé du député A. E. Lancaster,²³ voulant uniformiser les lois sur le mariage à travers tout le Canada.

L'agitation protestante et les conséquences néfastes qui pourraient s'ensuivre amènent l'épiscopat catholique à agir. Les archevêques du Canada, en réunion à Québec les 6 et 7 novembre 1911, décident de commissionner un « canoniste compétent » pour préparer un mémoire qui pourra « être mis entre les mains de nos députés catholiques et leur servira de direction en cas où l'on tenterait d'obtenir une législation contraire aux dispositions de ce décret ».²⁴ Un mois plus tard Mgr Louis-Nazaire Bégin, archevêque de Québec adresse une lettre au Ministre de la justice Charles Doherty au sujet des dangers du bill Lancaster:

« Si le bill de M. Lancaster était adopté, cela constituerait pour notre Eglise un terrible affront, et affecterait d'une manière très fâcheuse la situation qu'Elle occupe au Canada et spécialement dans la province de Québec. Il serait bien douloureux pour nous de voir écrit partout, [...], que le Parlement canadien a donné une leçon au Pape, en inscrivant dans les statuts une législation ayant pour but de réprimer et de repousser les empiétements de l'Eglise sur le pouvoir civil en matière de mariage ».²⁵

Pour l'Eglise catholique du Canada la controverse prenait des dimensions trop dangereuses et le temps était dorénavant venu d'agir pour défendre ses intérêts.

Lors des premiers débats à la Chambre des communes sur le bill Lancaster au mois de novembre et décembre 1911, le gou-

²³ « Bill 3: An Act to Amend the Marriage Act », in *The House of Commons of Canada, 1st Session, 12th Parliament, 2 George V, 1911-12*. A.E. Lancaster était député du Parti conservateur, il représentait à Ottawa la circonscription électorale de Lincoln et Niagara dans le sud de l'Ontario.

²⁴ Procès-verbal de la réunion des archevêques du Canada tenu à Québec les 6 et 7 novembre 1911, *Archives de la chancellerie de l'archevêché de Montréal*, 229.003, 911-3. Un document d'une quarantaine de pages traitant du décret *Ne temere* et de la loi provinciale sur le mariage est préparé par l'abbé Joseph-Narcisse Gignac, professeur à l'Université Laval de Québec, cf. Le décret *Ne temere*, *Archivum Secretum Vaticanum* (A.S.V.), *Delegazione Apostolica del Canada* (D.A.C.), 127.2/2, [s.d.].

²⁵ Louis-Nazaire Bégin à Charles Doherty (copie), A.S.V., D.A.C., 127.2/2, 12 décembre 1911.

vernement conservateur s'oppose à son adoption, puisqu'il juge ne pas détenir le pouvoir constitutionnel de légiférer dans ce domaine. Dans l'entre-temps les journaux protestants intensifient leur campagne de pression publique pour forcer le gouvernement Borden à référer la question de la compétence fédérale en matière de mariage au Conseil privé de l'Empire britannique.²⁶ Le pasteur de la Stewarton Presbyterian Church, le révérend W. A. McIlroy, prêche dans son église que le premier ministre:

« R. L. Borden owes his election to the Protestant sentiment of Canada and he dare not turn a deaf ear to the people of Canada in their strong appeal for justice. It is his duty to stand by the Protestant fraction and see to it that the *Ne Temere* decree is settled on the right side. [...] The decree is a dark menace to our commonwealth, and it is because it is inhuman that I want to make a protest ».²⁷

En janvier 1912, le gouvernement Borden se doit d'agir afin d'apaiser les tensions montantes entourant la controverse du *Ne temere*. Pour arriver à ce but, il doit revoir sa position face au Bill Lancaster. Le dernier débat et vote sur le bill privé se tient le soir du 22 janvier 1912. Ce moment était attendu avec anticipation par plusieurs personnes, les galeries de la Chambre des communes sont remplies pour l'événement. Le Premier ministre Borden profite de l'occasion pour annoncer la nouvelle position de son gouvernement: « [...] le Gouvernement a résolu de demander l'opinion de la cour suprême du Canada sur la compétence législative du Parlement à adopter ce bill [...] la cause sera portée en appel au comité judiciaire du Conseil privé afin qu'il soit possible d'obtenir une décision autorisée et finale ».²⁸ La Chambre vote

²⁶ Cf. « Marriage Problem of Quebec Might Easily be Solved by Privy Council », *The Toronto Star*, 9 janvier 1912; « Judges Have No Right to Defer to Bishops in Questions of Marriage », *Ibid.*, 11 janvier 1912; « Plain Law of the Land Would Seem To Be Ignored By Judges of Quebec », *Ibid.*, 15 janvier 1912.

²⁷ « Pastor Scores Church Decree », *The Ottawa Evening Citizen*, 22 janvier 1912.

²⁸ *Débats des communes 1^e Session, 12^e Parlement*, vol. XLV, 22 janvier 1912, no 25, p. 1713. Le gouvernement fédéral pose trois questions au Conseil privé: la première porte sur la compétence du parlement fédéral de légiférer sur la forme du mariage, telle que le propose le bill Lancaster; la seconde demande

à 26 voies de majorité d'endosser la position du gouvernement Borden.²⁹ Devant l'aliénation de leur base électorale protestante les conservateurs n'avaient plus d'autre issue que d'adopter ce recours au Conseil privé, et cela en dépit du tort qu'une telle action lui causerait auprès des électeurs catholiques du Québec.

Originellement, le gouvernement Borden ne favorisait pas cette démarche et aurait préféré ne pas avoir recours au plus haut tribunal du Commonwealth pour résoudre cette question. Les démarches secrètes entreprises en décembre 1911 auprès de la curie romaine ont été faites dans le but d'éviter le recours judiciaire à Londres. A Ottawa, on espérait obtenir une solution « romaine » à la controverse *Ne temere*. Le gouvernement fédéral désirait que Rome use de son pouvoir afin d'influencer l'épiscopat québécois à accepter une modification du Code civil du Bas-Canada qui limiterait le droit de regard du droit canonique sur le mariage.

C'est l'abbé A. E. Burke, président de la *Catholic Church Extension Society*, qui est mandaté par le gouvernement Borden pour présenter les inquiétudes et les revendications du gouvernement canadien face à l'agitation entourant *Ne temere*.³⁰ L'émissaire du gouvernement fédéral rencontre le plus puissant prélat de la curie romaine de l'époque: le Cardinal Rafael Merry Del Val, secrétaire d'Etat de Pie X. L'abbé Burke lui expose les demandes du gouvernement canadien. Ottawa désire que le Saint-Siège

si la loi civile du Québec rend nul et invalide un mariage entre deux catholiques, ou un mariage mixte, célébré devant une personne autorisée à le faire par le code civil autre que le prêtre catholique; et la troisième demande, si le parlement fédéral, dans la mesure où le Conseil privé répond favorablement à la deuxième question, a le pouvoir de légiférer pour rectifier cette situation; cf. « *Re The Marriage Law of Canada* », 7 *Dominion Law Reports*, p. 629, et *In the Matter of a Reference to the Supreme Court of Canada of Certain Questions Concerning Marriage*, *Law Reports* 1912, p. 880.

²⁹ Le clergé protestant d'Ottawa a très bien accueilli la décision du gouvernement Borden, la qualifiant de « wise and judicious », cf. « *Clergy of City Discuss Action of Parliament on Marriage Law* », *The Ottawa Evening Citizen*, 23 janvier 1912.

³⁰ L'abbé Burke présente au Cardinal Merry Del Val des lettres de références du Duc de Norfolk; du gouverneur général du Canada: le Duc de Connaught; de l'ancien gouverneur général du Canada: Earl Grey, et du juge en chef de la Cour suprême du Canada: Charles Fitzpatrick. Dans une lettre à Mgr Arthur Alfred Sinnott, secrétaire de la délégation apostolique du Canada, l'abbé Burke écrit: « [The government] asked me and this is a terrible secret to try and get Rome to procure this change in Quebec through the Delegate and the Bishops », in A. E. Burke à Arthur Alfred Sinnott, A.S.V., D.A.C., 127.2/2, 8 décembre 1911.

accorde au Canada la dispense des dispositions du décret *Ne temere* concernant les mariages mixtes, comme cela a été fait en Allemagne et en Hongrie. Si cela s'avère impossible, que le Saint-Siège, par l'entremise du délégué apostolique, « puisse conférer avec les évêques de la province de Québec, afin qu'ils permettent la modification de la loi civile du Québec, de façon que soit (enlevée) [...] l'inégalité devant la loi civile entre prêtre catholique et ministre protestant [...] ». ³¹ Le gouvernement Borden estime que si le Saint-Siège n'accorde pas ces mesures au Canada, la discorde entre catholiques et protestants s'agrandira, les catholiques perdront certains avantages politiques au pays et la polémique entourant la question des écoles catholiques du Keewatin se corsera. ³²

A la fin de l'année 1911, le Cardinal Merry Del Val écrit au délégué apostolique pour l'informer des démarches de l'abbé Burke à Rome. ³³ Le secrétaire d'Etat s'étonne que le président de la *Catholic Church Extension Society* puisse demander à l'Eglise catholique de renoncer à un privilège que lui accorde le droit civil québécois. Le fait que toute cette question lui soit présentée par un prêtre de Toronto, très lié au parti politique au pouvoir, à l'insu des évêques québécois qui sont les plus directement concernés, déplaît énormément au Cardinal. Cependant, il demande à Mgr Francesco Pellegrino Stagni, délégué apostolique au Canada, de recueillir l'avis des évêques concernés par cette question.

Le délégué apostolique pour se conformer aux désirs du Cardinal Merry Del Val adresse une lettre à quelques évêques québécois. ³⁴ Il leur présente la situation de la façon suivante:

³¹ A. E. Burke à Merry Del Val (copie), A.S.V., D.A.C., 127.2/2, [décembre 1911]. Dans une lettre ultérieure, l'abbé Burke suggère au Cardinal secrétaire d'Etat que les démarches auprès du gouvernement de la province de Québec soient entreprises seulement par Mgr Stagni et Charles Fitzpatrick. En écartant l'épiscopat québécois de ces discussions, des complications seraient évitées, cf. A. E. Burke à Merry Del Val (copie), A.S.V., D.A.C., 127.2/2, 17 décembre 1911.

³² A l'époque les gouvernements d'Ottawa et de Winnipeg négociaient l'annexion d'une partie du territoire du Keewatin à la province du Manitoba. Les catholiques du Keewatin étaient inquiets pour la survie de leurs écoles confessionnelles, puisqu'au Manitoba ce type d'école était défendu depuis 1893 par une loi provinciale.

³³ Rafael Merry Del Val à Francesco Pellegrino Stagni, A.S.V., D.A.C., 127.2/2, 23 décembre 1911.

³⁴ Les évêques québécois consultés par Mgr Stagni sont Mgr Bégin de Québec, Mgr Bruchési de Montral, Mgr Archambault de Joliette, et Mgr Emard

« On me fait connaître [...] que le gouvernement fédéral est bien inquiet au [sujet de *Ne temere*] et a peur d'être forcé de passer une loi fédérale uniforme pour le mariage dans tout le Canada [...] Le gouvernement est d'avis qu'il convient aux catholiques de ne pas s'opposer à la modification de la loi du mariage de la province de Québec, puisque cela serait pratiquement inutile en face de l'agitation des protestants et pourrait mettre en danger d'autres intérêts de l'Eglise au Canada ».³⁵

Mgr Bégin de Québec répond en niant l'affirmation voulant que *Ne temere* ait changé les dispositions du code civil vis-à-vis le mariage. Il s'oppose obstinément à toute modification du code: « Convient-il de faire modifier ou laisser modifier notre code civil pour le mettre en harmonie avec les exigences des protestants? Je ne le pense pas, car il faudrait le modifier dans un sens anticatholique [...] »³⁶ Mgr de Québec demande le maintien du statu quo. De son côté, l'archevêque de Montréal, Mgr Paul Bruchési, s'oppose aussi à toute modification:

« Cette façon de tout céder pour acheter la paix ne me paraît ni raisonnable ni efficace. Nous prétendons avoir des droits garantis par les traités, la constitution du pays et nos lois: pourquoi viendrait-on nous demander de les sacrifier au fanatisme des protestants? [...] (L)e changement proposé à la loi civile de Québec sur la célébration des mariages ne peut être accepté, et si on tentait de le faire, il ne serait ni possible, ni opportun de garder une attitude passive ».³⁷

Mgr Bruchési est d'avis qu'aucun gouvernement de la province de Québec, encore moins le gouvernement libéral du Premier ministre Lomer Gouin, n'oserait modifier le code civil afin de satis-

de Valleyfield. Le délégué adresse aussi une lettre à Mgr Gauthier d'Ottawa et au dominicain Raymond Marie Rouleau. Cf. A.S.V., D.A.C., 127.2/2, 7 janvier 1912.

³⁵ Francesco Pellegrino Stagni à Louis-Nazaire Bégin, A.S.V., D.A.C., 127.2/2, 7 janvier 1912.

³⁶ Louis-Nazaire Bégin à Francesco Pellegrino Stagni, Archives de l'archidiocèse de Québec (A.A.Q.), 1 CN, Non. Apost., II:20, 11 janvier 1912.

³⁷ Paul Bruchési à Francesco Pellegrino Stagni, A.S.V., D.A.C., 127.2/2, 14 janvier 1912.

faire les demandes des protestants.³⁸ Pour sa part Mgr Joseph-Médard Emard, évêque de Valleyfield, croit que les évêques québécois devant une modification à la loi civile du Québec sur le mariage, ne pourraient garder le silence « sous peine de scandalisé (sic) gravement la population et de voir diminuer grandement leur autorité ».³⁹

Dans son rapport au Cardinal Merry Del Val, Mgr le délégué apostolique soutient que les empêchements au mariage qui se trouvent dans *Ne temere* ont force de loi au Québec, d'après l'article 127 du code civil. Il admet, cependant, qu'une telle conclusion reste incertaine et que Messieurs Bégin et Bruchési entretiennent une opinion contraire, particulièrement dans le cas d'un mariage mixte devant un ministre protestant. Le délégué apostolique recommande alors au Saint-Siège de ne pas intervenir. Cependant, si après le jugement du Conseil privé une nouvelle agitation naissait autour de *Ne temere*, le Saint-Siège devrait entretenir la possibilité de soustraire le Canada aux dispositions de ce décret.⁴⁰

Les catholiques expliquent la controverse contre *Ne temere* comme étant « le fruit de la mauvaise foi ou de l'ignorance », où les agitateurs ont trouvé « l'occasion de soulever les préjugés protestants contre les catholiques [...] »⁴¹ Pour Mgr Bégin,

« toute cette campagne repose sur une conception fausse que l'on s'est faite de la nature du décret *Ne temere*: l'on a supposé que ce décret avait changé notre droit civil; ce qui est complètement erroné ».⁴²

³⁸ Mgr Joseph-Alfred Archambault partage le même avis, cf. Joseph-Alfred Archambault à Francesco Pellegrino Stagni, A.S.V., D.A.C., 127.2/2, 19 janvier 1912; ainsi que le Père Raymond Marie Rouleau, « à la veille des élections provinciales, le gouvernement Gouin ne sera pas pressé de proposer un amendement, qui nécessairement sera attaqué par ses adversaires politiques, et qui sera très impopulaire parmi la grosse majorité des électeurs catholiques. La grande habileté du Ministre de Québec est de se montrer franchement catholique. », cf. Raymond Marie Rouleau à Francesco Pellegrino Stagni, A.S.V., D.A.C., 127.2/2, 18 janvier 1912.

³⁹ Joseph-Médard Emard à Francesco Pellegrino Stagni, A.S.V., D.A.C., 127.2/2, 15 janvier 1912.

⁴⁰ Francesco Pellegrino Stagni à Rafael Merry Del Val, A.S.V., *Segreteria di Stato*, Anno 1912, Fasc. 6, 63r-69r, 30 janvier 1912.

⁴¹ [Narcisse Gignac], *Le décret Ne temere*, [1911], A.S.V., D.A.C., 127.2/2.

⁴² Louis-Nazaire Bégin à Francesco Pellegrino Stagni, *Archives de l'archevêché de Québec*, 1 CN, Non. Apost. II:20, 11 janvier 1912.

Les catholiques estiment qu'en confondant la loi ecclésiastique l'Église catholique avec la loi civile du Québec, les protestants se sont attaqués injustement au décret, puisqu'il n'est absolument pas à la base du jugement Hébert. Ce sont les dispositions du droit civil québécois qui rendaient ce mariage nul.

Deux événements entourant la controverse de *Ne temere* viennent apaiser la colère des protestants. D'abord, la décision du gouvernement Borden en janvier 1912, après un long débat à la Chambre des communes,⁴³ de demander au Conseil privé de clarifier la question de juridiction entre le pouvoir fédéral et provincial sur le mariage. Ensuite, le 22 février 1912, le jugement de première instance de la cause du mariage d'Eugène Hébert et Marie-Emma Clouâtre est renversé en appel.⁴⁴ Dans sa décision, le juge Napoléon Charbonneau⁴⁵ déclare que « le décret [...] *Ne temere inirentur* n'a aucun effet civil », ce qui rassura les protestants.⁴⁶

Durant l'été 1912, le Conseil privé répond à la supplique du gouvernement canadien. Le plus haut tribunal de l'Empire britannique déclare *ultra vires* les dispositions d'une loi fédérale sur le

⁴³ Une transcription du débat se trouve in *Débats des Communes*, Première Session, Douzième Parlement, Vol. XLV, lundi 22 janvier 1912, No. 25, pp. 1681-1793.

⁴⁴ Hébert v. Clouâtre & Clouâtre, Oppte., *Rapports judiciaires de Québec, Cour supérieure*, vol. 41, p. 249.

⁴⁵ Ancien député libéral à la Chambre des communes, il a été nommé juge dans le district judiciaire de Richelieu en 1903. En 1907 il est transféré au district judiciaire de Montréal où il siégea jusqu'à sa mort en 1916, cf. Pierre-Georges Roy, *Les juges de la provinces de Québec*, Québec, Rédempti Paradis, 1933, p. 113.

⁴⁶ Cf. « Hebert Marriage Case Is Declared Valid, Judge Charbonneau Finds *Ne Temere* Decree Has No Civil Effect on Marriage », *The Ottawa Evening Citizen*, 22 février 1912; « *Ne Temere* Has No Civil Effect in Canada », *The Evening Journal*, 22 février 1912. La citation suivante résume bien l'attitude de la presse canadienne-française devant ce nouveau déroulement: « Le mariage Hébert-Clouâtre aura probablement fait couler plus d'encre et excité plus les passions qu'aucune autre question depuis la Confédération, parcequ'aux difficultés qu'il soulevait est venu se joindre le décret *Ne temere* dont nos concitoyens de religion différente de la notre rédoutent l'application. Il est vraiment étonnant de voir l'intérêt que la presse anglaise porte à cette affaire. On dirait qu'il n'y a plus autre chose à faire en ce pays que de s'occuper des difficultés matrimoniales sur lesquelles les tribunaux viennent de se prononcer. », in « Le jugement du juge Charbonneau », *La Patrie*, 23 février 1912. Deux ans plus tard, ce jugement est lui aussi annulé sur une question de procédure, cf. Hébert v. Clouâtre, R.J.Q., 45 C.S., 239.

mariage, autorisant une personne ayant autorité pour présider la cérémonie à le faire valablement quelle que soit la croyance religieuse des personnes dont elle scelle l'union. Le renvoi établit donc que seules les provinces ont la capacité exclusive de déterminer par qui la cérémonie du mariage peut être célébrée et de faire de la célébration par la personne habilitée une condition affectant la validité du mariage. Ainsi donc, seuls les parlements provinciaux peuvent légiférer sur la forme du mariage.⁴⁷ Les Lords anglais refusent de répondre à la seconde question, concernant la nullité d'un mariage entre deux catholiques, ou d'un mariage mixte, célébré devant une personne autorisée à le faire par le code civil et autre que le prêtre catholique, puisqu'ils jugent qu'elle ne s'applique plus, vu leur réponse donnée à la première question. La controverse canadienne entourant *Ne temere* se clôt avec ce jugement du Conseil privé. Son histoire nous démontre que les méfiances des deux solitudes étaient facilement susceptibles d'être ravivées aussitôt qu'une occasion se présentait. Avec *Ne temere* on aperçoit les premières tensions de la confédération canadienne au début des années dix. C'est le prélude des polémiques plus grandes qui secoueront le Canada durant les prochaines années: la question de écoles bilingues de l'Ontario et la Première Guerre mondiale.

⁴⁷ *In the Matter of a Reference to the Supreme Court of Canada of Certain Questions Concerning Marriage*, Law Reports 1912, p. 880.

TRADITION AND INNOVATION: OLD WAYS AND DEPARTING PATHS AMONG CANADIAN HUTTERITES

MASSIMO RUBBOLI
University of Florence

The Hutterites, or Hutterian Brethren, probably represent the preeminent example of ethnic survival in Canada today. Unlike so many other groups that settled in the western grasslands of North America, they have preserved their cultural identity and have resisted assimilation by the host society. They are not content with the prospect of a merely symbolic ethnic identification within the Canadian mosaic and strive « to retain something more of their cultural heritage than an occasional folklorama ».¹

In the ethnic studies literature, they are often treated as anachronistic vestiges of the sixteenth and seventeenth centuries, with little to teach us about the current meaning of ethnicity in Canada.

The Hutterites are indeed survivors, yet survival does not preclude change, and they have in fact changed a great deal throughout their history and particularly since their arrival in North America.

Today, I submit in this article, they are facing new and deeper changes that threaten their survival as a distinct ethnic group, and as such they represent an interesting potential case study of how this transformation occurs.

A Brief Historical Sketch

The approximately 1500 Hutterites who entered Canada in 1918 and settled in Alberta and Manitoba came as refugees from

¹ Edward D. Boldt, « The Hutterites: Current Developments and Future Prospects », in *Multiculturalism and Intergroup Relations*, ed. by James S. Frideres, Westport, Conn., Greenwood Press, 1989, p. 61.

the United States. Their origins, however, date back to the early period of the Protestant Reformation, as part of the Anabaptist movement in the 1520's. They were first brought together by Jakob Hutter, a hatmaker from Tyrol and an Anabaptist preacher, who was executed in Vienna in 1536. His followers — who practised, with occasional lapses, a Christian communal ownership² — subsequently migrated, under stress of persecution, to Moravia, Hungary, Wallachia, Russia and from 1874 some four hundred settled in communistic colonies in South Dakota.³

By 1915 they had established seventeen colonies in South Dakota and Montana, but with America's entry into the First World War hostility to their pacifism developed. Their young men were forcibly conscripted (two died in prisons) and Hutterite refusal to subscribe to liberty bonds provided an excuse for bands of patriots to rustle most of their cattle. Accordingly in 1918 the vast majority of the Hutterites moved to Canada, the Federal Government having granted them permission to establish their own schools, to settle communally and complete exemption from military service.⁴

Almost as soon as the Hutterites arrived in Alberta and Manitoba their German ancestry and language, coupled with their exemption from military service, generated bitter newspaper attacks which bracketed them with the far numerous Mennonites as « undesirables », « shirkers » and « German cattle ». As was the case with the Doukhobors,⁵ hostility to the Hutterites increased in 1919 as returning soldiers found that large blocks of land had, in their absence, been granted to pacifist immigrants. Intense pressure was exerted on the Federal Government which, in April of 1919, issued a special Order-in-Council (repealed in 1922) which prohibited further immigration of Hutterites remaining in South Dakota and, more important, revoked the exemption from military service which had earlier been granted to the sect. The government stated that there was a widespread desire to prohibit immigrants « deemed undesirable owing to their particular customs,

² *Gutergemeinschaft*: « community of goods ».

³ See Victor Peters, *All Things Common: The Hutterian Way of Life*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1965, pp. 20 ff.

⁴ *Ibid.*, p. 47.

⁵ See George Woodcock and Ivan Avakumovic, *The Doukhobors*, Toronto, McClelland and Stewart, 1977, p. 253.

habits, modes of living, and methods of holding property, and because of their probable inability to become properly assimilated ».⁶

During the 1920's as war time hysteria and resentments to some extent died away, the Hutterites developed reasonably cordial, but very restricted relationships with some of their neighbours and, as the agricultural depression of the nineteen thirties developed, some townships eagerly sought to attract Hutterite colonies, the prosperity of which would generate tax revenue. However, during and after the Second World War, when prairie agriculture generally prospered, earlier resentment against Hutterite land acquisition and its implications resurfaced in a particularly virulent form.

The proliferation of the Hutterite population and colonies caused intense popular concern in Alberta, Saskatchewan and Manitoba as soon as Canadian agriculture ceased to be depressed and each province passed legislative measures designed to limit Hutterite expansion and to prevent Hutterite dominance of townships.

In 1942, the Alberta Legislature passed the Land Sales Prohibition Act which forbade the sale or lease of land to Hutterites.⁷ This act remained in force for three years and was then replaced by the Communal Property Act the provisions of which forbade existing colonies to extend their acreage beyond the limits attained in 1944; it forbade sale of land to Hutterites unless this land was first offered for purchase under the Veterans' Land Act; it limited the land holdings of any colony to ten square miles (although many individually owned prairie farms exceed this size), and specified that new colonies could only be established at a minimum of forty miles from any existing colony.⁸

In Manitoba, the Religious Societies' Lands Act of 1954 limited the land that « a church, or congregation, of Christians or Jews » may hold to a maximum of three hundred acres.

⁶ Cited in David Flint, *The Hutterites: A Study in Prejudice*, Toronto, Oxford University Press, 1975, p. 94.

⁷ The Communal Property Act, *Statutes of Alberta*, 1947, c. 16. Cf. Willam Janzen, *Limits on Liberty: The Experience of Mennonite, Hutterite, and Doukhor Communities in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1990, p. 68.

⁸ Janzen, *Limits on Liberty*, pp. 70-73.

In spite of these enactments, local hostility to the Hutterites increased and in 1960 a Communal Property Control Board was established in Alberta. This Board held open hearings in any district in which the Hutterites wished to settle. When the Board decided to reduce the minimum distance between Hutterite colonies to fifteen miles, it was faced by violent demonstrations and threats of arson of Hutterite communities.⁹

In the sixties, oil-induced prosperity of the Albertan economy and the continuing decline of the non-Hutterite agricultural population generated a mood of greater liberality in the province, and the restrictive Communal Property Act was finally repealed in 1972.

Change and survival

Today, after over seventy years in Canada, they still maintain their cultural boundaries based upon language and religion, and their ethnicity manifests itself in a very conspicuous way. How have they managed to achieve this, while the predominant (if not overwhelming) trend in Canada has been toward a diminution of cultural differences and at least their behavioural consequences? How have they been able to survive, while many other groups have not?

One cannot answer to these questions without paying attention to the transformation of their ethnic identity, that is to say the changes within their cultural continuity. Also, one has to consider the different development of the three Hutterite clan-groups (or *Leut*), that are known as the Dariusleut, the Lehrerleut and the Schmiedeleut.¹⁰ Although they share a common body of doctrine, language, and social patterns and exhibit only relatively minor

⁹ *Ibid.*

¹⁰ After their arrival in the United States in 1874, the Hutterites divided into three branches (called *Leut*): the *Schmiedeleut*, led by blacksmith Michael Waldner, who settled in Bon Homme County, on the Missouri River; the *Dariusleut*, followers of Darius Walther, who bought a permanent site north of Silver Lake; and the *Lehrerleut*, named after the spiritual leader Jacob Wipf who was trained as a teacher, in German *Lehrer*. Today, the Dariusleut and Lehrerleut have colonies in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Montana, and Washington, while Schmiedeleut colonies are found in Manitoba, Minnesota, North Dakota, and South Dakota.

differences in lifestyle, the three groups have their own senior elder and *Ordnungen* (discipline).¹¹ Each *Leut* has its own periodic preacher assembly that ordains leaders and modifies or changes the discipline, and each is unified by the preferred endogamous marriage pattern. The *Leut* is the largest unit within which there is both a means and a moral obligation to settle disputes.

If the Hutterites have changed continuously and yet they remain conspicuously and ethnically different, the main question, then, becomes: How have they managed to change and survive at the same time? The answer, I believe, lies in the very significant role that religion has played in support of (and as legitimation for) the cultural and social structure that sets the Hutterites apart. Their religion — more than any other factors — has influenced their approach to and management of change. They believe that, through transgression of the divine order and the disobedience of man toward God, all nature became perverse. Human nature is corrupted and only by believing the word of God, by repentance, by receiving the grace of God through Jesus Christ and by living communally in continual submission of the self to the will of God can the individual be saved and attain eternal life. The fallen or carnal nature and the spiritual nature are inevitably antagonistic to each other and constitute two separate kingdoms, the kingdom of God and the kingdom of evil. The spiritual kingdom is ruled by the spirit of Christ and is known by the complete obedience experienced in sharing all material goods. Only in a divinely created fellowship, separated from the world, can men succeed in living communally, and only in this way can God be properly honored, worshipped, and obeyed. The centrality of the idea of community and the necessity to limit its size in order to control it better have led the Hutterites to develop a coping mechanism through which the demographic energy of the group has been channeled.¹² Whenever a colony reaches a threshold population

¹¹ On the differences among the *Leut*, see Paul S. Gross, *The Hutterite Way*, Saskatoon, Sask., Freeman Publishing Co., 1965, pp. 109-116; John A. Hostetler, *Hutterite Society*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1974, pp. 123-4, 174-5, 188-9. H. Scheer, « The Hutterian German dialect: a study in socio-linguistic assimilation and differentiation », *Mennonite Quarterly Review*, 54 (1980), pp. 229-43.

¹² S. M. Evans, « The spatial expression of cultural identity: the Hutterites in Alberta », *Occasional Papers in Geography*, BC Geographical Series, No. 18, Vancouver, Tantalus Research Ltd., 1974, pp. 9-20.

size, it is divided and a daughter colony is established. Half the colony members move to the new site, although care is taken to ensure that a balanced age structure is preserved in both communities, so that socialization processes are not disrupted.¹³ Thus, colonies have multiplied and spread, to the extent that there are now more than 300 of them distributed over the four western provinces of Canada and the adjoining American states.

Changes in diffusion behaviour and settlement patterns

Between 1918 and 1942 the expansion of all three Hutterite clan-groups was characterized by short moves that had the effect of maintaining a strongly clustered distribution of colonies in the two core areas of settlement in Alberta and Manitoba.¹⁴ Over the next 30 years, this behaviour was modified substantially. In the face of community hostility, longer moves for daughter colonies became the norm, especially in Alberta under the Communal Property Act. A clear difference in clan behaviour also emerged. The Lehrerleut, the most traditional and conservative of the clans, were less tolerant of external control than the Dariusleut. They were therefore more inclined to expand into adjacent areas of Montana and Saskatchewan. At first this strategy meant that they were able to move quite short distances across the border, but later, long-distance moves became part of the price they had to pay in order to avoid frequent contact with government agencies. The Dariusleut, meanwhile, were less constrained in their diffusion behaviour. They were able to find sites for most of their daughter colonies by moving northward within Alberta, which suggests that they had rather different priorities when it came to evaluating agricultural land.

Among the Schmiedeleut of Manitoba, for whom there was not the same pressure to diffuse away from the core area of

¹³ Hostetler, *Hutterite Society*, pp. 185-90; H. J. Peterson, « Hilldale: a Montana Hutterite colony in transition », *The Rocky Mountain Social Science Journal*, 7 (1970), pp. 3-5; and V. Peters, « The process of colony division among Hutterians: a case study », *International Review of Modern Sociology*, 6 (1976), pp. 57-64.

¹⁴ S. M. Evans, « Some developments in the diffusion patterns of Hutterite colonies », *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 29, no. 4 (1985), p. 329 f.

settlement, the only distant moves were back to the original North American homeland in South Dakota. Even so, within Manitoba the continued diffusion of daughter colonies worked to produce a more dispersed settlement pattern. The process was more gradual in Alberta, but the trend away from a clustered distribution of colonies, and toward uniform distribution, is none the less clear. This points to a continued dispersal of daughter colonies, and the effective expansion of Hutterite settlement throughout the agricultural districts of both Manitoba and Alberta.¹⁵

At the same time, the persistence of the general trend to dispersal does not mean that the circumstances of Hutterite diffusion were unchanged. After the Alberta Communal Property Act was repealed, the Dariusleut and the Lehrerleut could select colony sites in Alberta with the same freedom as their clan brethren in Saskatchewan and Montana, or as the Schmiedeleut in Manitoba and South Dakota. Concomitantly, however, the need to found daughter colonies was diminishing, chiefly for demographic reasons. Concern about the erosion of traditional Hutterite values was also growing, since it is impossible for the Hutterites to close themselves off completely from a changing social environment.

Socio-economic change

Perhaps the most dramatic change in the Hutterite colonies since the early sixties has been the installation of a series of « modern » (the Hutterite term) collective consumption items: complete interior plumbing, including private bathrooms for each nuclear family unit; central heating systems, with propane probably the most common fuel; the use of pre-cut and in some cases, fully prefabricated structures of all kinds, especially dwellings; more lawns, flower beds and other exterior adornments; and more interior adornments in the form of plastic flowers, coloured curtains, vinyl-covered floors and walls; and new or used factory-made furniture. The rapidity and universality of these improvements constitute a virtual revolution in Hutterian lifestyle toward a town or farmhouse middle-class standard.

At the same time, the improvements have not made important inroads into the remaining taboo against excessive *personal*

¹⁵ *Ibid.*, pp. 330-33.

possessions and consumption (with the partial exception of interior objects of adornment and, in some colonies, more factory-made toys and clothing for children and young people). The colonies continue to draw the line on what they see as the most important source of corruption by the « World System »: personal acquisitiveness. The consumption gains are mainly in the sphere of collective benefit — if one family gets an indoor toilet, so do all the rest. The configuration provides another example of the Hutterian strategy of allowing for rising expectations but holding the line on the basic rules.

This trend of innovation is more visible among the Schmiedeleut and the Dariusleut than the Lehrerleut; it is simply a continuation of a long-standing difference between the three Leut. However, the difference is increasing, as the Lehrerleut continued to resist liberalization in what appears, in some colonies, to be a last-ditch clinging to conservative definitions of individual autonomy and expressiveness. While no detailed figures are available, most Hutterian experts agree that the defection rate among the Lehrereleut has increased greatly in recent years, and may now be double that of the Dariusleut.

Travel has increased greatly, largely as a simple consequence of an increasing reliance on automobile. The habit of searching out bargains in large machinery and appliances, like refrigerator plants or bulldozers, has meant an increased proclivity to travel long distances. The intensified business visits to nearby service-centre towns has meant that a large number of women and young people have had greater opportunity to shop and visit. In a few colonies increased movement is becoming a problem for the colony and its neighbour colonies, but the relaxation is general. Hutterites are more verbal about travel, they are eager to discuss their travel and sightseeing with visitors, and they present a more cosmopolitan profile than two decades ago — and all these changes are showing up in the colony culture in the form of more magazines, souvenirs, maps, stories, and communication with other Hutterites.

The changing role of women

Many of these changes have influenced the role of women more than that of men. Since the female status in Hutterian

society has been constrained, there was room for change, and any alteration in consumption habits or personal movement is bound to have its effect. The Hutterian women are responsible for much of the consumption change: indoor plumbing, covered floors, electric floor — polishing and spray — painting equipment, better kitchen equipment, the right to do some cooking in the family domicile, more latitude in buying certain items of clothing for the children, more decoration inside and outside the houses, and in general, nearly all of the consumption changes previously described. It is not that men have been uninterested in these; many of them have joined the women in their campaigns for increased capital allocations to the domestic economy. But in many colonies the initial pressure came from the distaff side.

These changes also mean increased autonomy for the family. This is a trend of long standing; Hutterite life, in the context of a commune, has always recognized the integrity of the nuclear family unit. Hutterian society combines reverence for the sexual bond of husband and wife and their love and affection for their own children, with the communal socialization principle expressed as schooling for the children from pre-school age. The separate eating facilities for the adults and the children have also emphasized the principle of communal socialization. However, these institutional separations are « daytime »; all children have returned to their nuclear apartment for the evening and sleeping, and this experience has provided abundant opportunity for familial experiences and socialization.

The enhanced autonomy of the women, and the increasing integration of the nuclear family, has meant a growing awareness of the population situation. Hutterian families appear to be getting smaller; women are terminating their child-bearing earlier; and many men seem to accept, or at least not to oppose, this trend. The colonies are well aware of the increasing restrictions in colony expansion and land purchase; if they wish to remain in the West, and avoid new adventures in colonization in the world, or into the less well-endowed regions of the Americas, they will have to control their rate of increase. Their collective consumption gains may also be playing a role in this possible « demographic transition » in Hutterian society. Hutterites will deny that any change in attitudes or practices pertaining to family size have

taken place, but checks on the situation strongly suggest that a quiet program of controls has been developing.

The Lakeside colony case: a sign of worldliness?

Other signs of parting from the tradition have been bitter internal controversies and especially the way to settle them.

In early 1986, for example, a dispute arose between the elders of the Lakeside Hutterite community near Headingley, one of the 78 Schmiedeleut colonies in Manitoba, and one of the members, Daniel Hofer. On January 21, 1987 the colony decided to excommunicate and expell Hofer and some other members, including his wife and his sons. Hofer and his supporters, however, refused to leave, challenging the legal right of the colony to expel them. Therefore, the colony asked the Manitoba Court of Queen's Bench to enforce the expulsion order.¹⁶ According to Jacob Kleinsasser, senior elder for the conference of Schmiedeleut communities, the Hutterites need government protection to run their colonies according to their own rules: « If it is not given, we are finished ». ¹⁷ Hofer's excommunication came as the result of a lengthy dispute with community elders, in which Hofer claimed that Kleinsasser's brothers at the Crystal Springs colony had copied and sold Hofer's invention — a profitable hog feeder.¹⁸ Kleinsasser asserted that the feeder, which was patented through a Winnipeg patent agent in 1986, was invented at Crystal Springs in 1985, but Hofer said he had invented the feeder in 1984 and he continued to produce it even after the colony had ordered him to stop in August 1986. Moreover, according to his prosecutors, he and his sons deposited the proceeds on a private bank account.¹⁹ When the patent was sold, Crystal Springs retained the right to manufacture and sell feeds from the colony. As a result of Hofer's patent infringement, the Lakeside colony was forced to pay \$ 10,000 to the company in legal possession of the patent. Hofer,

¹⁶ « Colony rights attacked in court », *Winnipeg Free Press* (thereinafter, *WFP*), June 20, 1989, p. 1.

¹⁷ « Hutterite colony lost millions on sour U.S. oil deal, court told », *WFP*, June, 22, 1989, p. 4; « One word opens Hutterite society », *WFP*, July 8, 1989, p. 17.

¹⁸ « Hutterite Justice swift, court told », *WFP*, June 23, 1989, p. 3.

¹⁹ « Hutterite cleric admits changing testimony », *WFP*, June 28, 1989, p. 15.

however, somehow managed to convince the Bank of Montreal to stop payment on the \$ 10,000 cheque. This, according to Kleinsasser, was the final act of Hofer's rebellion that culminated in his excommunication.²⁰

Hofer's lawyer, Donald Douglas, attempted to prove a conspiracy against Hofer.²¹ Kleinsasser's Crystal Springs colony experienced financial difficulties after \$ 1.2 million of their money was misappropriated by two American businessmen, to whom the colony had granted power of attorney. Hutterite elders had also formed a limited partnership with an Atlanta lawyer to engage in petroleum exploration, which eventually cost the colony close to \$ 500,000.²² Meanwhile, the Springhill colony near Neepawa was losing millions on an hog abattoir. Michael Wollmann, minister of the Springhill colony, was accused to have stolen and patented Hofer's invention in conspiracy with Kleinsasser to remedy the financial problems within the colonies.²³ Wollmann, who was also an overseer of the Lakeside community and presided the meeting at which Daniel Hofer was excommunicated, said he never investigated Hofer's allegations that the patent was stolen. « As management », he said, « I didn't have to. He broke his baptismal vow by saying ' mine ' ».²⁴

²⁰ WFP, June 23, 1989, p. 3. A member disobedient to the teachings or the vows he has taken may be subject to three forms of discipline. One is *unfriede*, meaning « not in peace » with the church; it consists of extensive shunning by the other members of the colony with the object of causing the deviant to repent. Another form is *ausschluss*, which adds to the disabilities of the first form the further requirement that the person, after repentance, must go through a ceremony of reconfirmation in the church before he can be reinstated to his former position. Finally, there is the punishment called *abgefallen*, meaning expulsion. Cf. the Constitution of the Hutterian Brethren Church and Rules of Community of Property, art. 46.

²¹ « One word opens Hutterite society », WFP, July 8, 1989, pp. 17, 21.

²² WFP, June 22, 1989, p. 1.

²³ WFP, July 8, 1989, p. 21.

²⁴ « Abbatoir (sic!) called sect's last chance to keep position », WFP, June 30, 1989, p. 13. An express affirmation of the renunciation of private property is part of the adult baptismal service: « ... No one any longer owns anything, for each gives and surrenders himself to the Lord and His Church with all that he has and can do, as it was in the first Apostolic Church, in which no one said of his goods that they were his own, but they had all things in common (Acts 4:32) ». This tenet is confirmed in the Constitution of the Hutterian Brethren Church and Rules of Community of Property which provides as follows: (art. 45) « The act of becoming a member of a congregation or community shall be considered as a Grant, Release, Transfer, Assignment, and Conveyance to that

Hofer also contested his excommunication on the grounds that it ignored the history of the church. He claimed that Kleinsasser had introduced permanent excommunication, when he gained a position of power, where only temporary excommunication had been employed previously.²⁵ He also argued that the Hutterites had failed to give him « proper hearing and did not follow its own rules regarding legal expulsion of a member ». ²⁶ Finally, Hofer contends that the vote required to expel him never occurred.²⁷

The court decided the case in favour of the Lakeside colony, giving Hofer and his supporters 60 days to leave the colony. It found no truth in the allegations that colony leaders had been fraudulent in their business dealings.²⁸ Mr. Justice Patrick Ferg also found no evidence that the rules of the church had not been adhered to.²⁹ He stated:

This country has always allowed for complete freedom of religion, and our laws ... guarantee that no government, no court, no man or woman shall interfere with that freedom. The Hutterite colonies ... have survived and lived for centuries by adherence to their baptismal vows. Without adherence by members who voluntarily choose, as adults, to accept those vows, the colonies could not survive. The colonies have an absolute right to survival on their own terms ³⁰.

In response to the decision, Hofer said he would either appeal or simply ignore the court order.³¹ The Hofer group was ordered

congregation or community of all property, whether real or personal, owned by any person at the time of his or her becoming a member of the congregation or community, or acquired or inherited at any time subsequent thereto, such property to be owned, occupied, possessed and used by the congregation or community for the common use of all its members ».

²⁵ « Hutterite discipline shatters as member fights expulsion amid charges of swindling », *Globe and Mail* (hereinafter, GM), July 11, 1989, p. A1.

²⁶ « Hutterite decision reserved », *GM*, July 14, 1989, p. A12.

²⁷ « Judge reserves expulsion ruling », *WFP*, July 14, 1989, p. 12.

²⁸ « Hutterites' rule upheld », *WFP*, Nov. 1, 1989, p. 8.

²⁹ *Wollmann et al. v. Hofer et al.*, 63 D.L.R., (4th), 1990, pp. 473-488 (especially p. 487).

³⁰ *Ibid.*, p. 486.

³¹ « Hofer vows to defy order », *WFP*, Nov. 2, 1989, p. 8; « Dissident vows to defy ruling ordering him out of Hutterite colony », *GM*, Nov. 2, 1989, p. A6.

to leave by January 27, 1990, but on January 23 they received permission to stay in the colony until May, when an appeal would be heard.³²

The legal dispute ended on October 29, 1992. In a 6-1 decision, the Supreme Court of Canada ruled in favour of Daniel Hofer and his followers, holding that the Lakeside colony failed to follow rules of natural justice when ordering the group to leave.³³

During the course of the trial, the media stressed several times that the decision of the Hutterite colony to call on a « world court » to adjudicate the dispute had broken a long standing tradition of communal self-sufficiency in all spheres.³⁴ This is not exactly true, because in a few previous cases the Hutterites had already looked to the courts for help in their religious affairs.³⁵ The most notable one was the case of *Hofer v. Hofer* in 1966³⁶ concerning former members of a colony who had asked for an order winding up the colony and for an equitable division of its assets among the parties. The trial was a lengthy and contentious one. In a comprehensive judgment, the trial judge J. Dickson dismissed the claims of the plaintiffs and allowed the counter claim of the defendants for the return to the colony of every assets which may still be in the possession of the former members. The case was taken before the Court of Appeal for Manitoba, where J. A. Freedman affirmed the judgement of Dickson and dismissed the appeal.³⁷ The decision was finally upheld in the Supreme Court of Canada in 1970.³⁸

³² « Hutterites Use Courts Against Dissident », *Christianity Today*, 34 (March 19, 1990), p. 50.

³³ « Hutterite expulsion ruled unfair by court », *GM*, Oct. 30, 1992, p. A1.

³⁴ Cf. *WFP*, June 30, 1989, p. 13; *GM*, July 11, p. A2; *WFP*, July 13, 1989, p. 2; *WFP*, July 14, 1989, p. 12; *WFP*, Nov. 2, 1989, p. 8; *GM*, Nov. 2, 1989, p. A11.

³⁵ There were also cases involving non religious issues. In 1939, for example, the case of *Barickman Hutterian Mutual Corp. v. Nault et al.* (2 D.L.R. 225, 1939, S.C.R. 223) came before the Supreme Court of Canada on the issue whether the plaintiff Corporation could properly be regarded as a « farmer » within the meaning of the *Farmers' Creditors Arrangement Act* of 1934.

³⁶ *Hofer v. Hofer* (1966), 59 D.L.R. (2d) 723 (Man. G.B.).

³⁷ *Hofer v. Hofer* (1967), 65 D.L.R. (2d) 607 (Man. C.A.).

³⁸ *Hofer et al. v. Hofer et al.*, 13 D.L.R. (3d) 1, (1970) C.S.R. 958, 73 W.W.R. 644.

This latter case, however, was the first that involved the reliance on a secular court for the solution of an issue of church discipline and, as such, could have had a « profoundly unsettling effect » on Hutterites' future.³⁹ Political scientist John Redekop sees the use of secular courts as a « trend toward an apparent rigidity and an atypical preoccupation with material gain ». ⁴⁰ But, the reliance of the Hutterites on the Canadian justice system could also be an indication of the rising level of tolerance for minority rights, enhanced by the Canadian Charter of Rights and Freedoms, adopted in 1982. Today, the colonies seem to have more to fear from dissention within than from the pressure to conform on the outside.

Facing the future

No one can predict what will happen to Hutterian life in the next generation or so, but certain very general tendencies seem reasonable enough, given the processes previously described.

First, the Hutterites will continue to develop awareness and understanding of the structure of non-Hutterian society, and their own role in that larger world. Hutterites — at least most colonies during the past two decades — have ceased to view themselves as isolates, as a separate people existing alongside a vague outside world which they acknowledge minimally. Hutterites will continue to move into the larger world, and their personalities will become more accessible, more articulate as they do. But there is no good evidence at the present time that this will diminish their faith, nor that it will destroy the communal colony frame of their existence.

This movement into the world, or at least closer to it, involves a trade-off of a certain amount of freedom, or isolation, for greater security and greater acceptance by the non-Hutterian community. This will involve choices; it is not a simple matter of opening up the colonies to more outside involvement, or of merely spending more time in town, visiting friends, accepting

³⁹ « On freedom, a painful confrontation », *Western Report*, 4 (Nov. 20, 1989), p. 40.

⁴⁰ « Hutterites Use ... », p. 50.

social invitations, joining clubs, or becoming involved in agricultural politics. They have come to realize that the colonies can no longer remain aloof when in some communities they had become major producers.

There is also a growing tendency toward more variation between colonies. This is most obviously represented by the trend toward economic specialization. For instance, of the two clan-groups settled in Alberta, the Dariusleut colonies emphasize dairy and beef operations, as well as grain, chicken, and pigs. Many also run a flock of sheep. Few Dariusleut leaders would consider seriously a colony site that did not have access to a river or stream, and an extensive area of pasture, which helps explain their willingness to locate in the parkland zones of central Alberta and the Peace.⁴¹ The Lehrerleut, by contrast, tend to specialize in dry farming and grain production, within the general framework of a diversified operation. They have been quite prepared to search for and develop ground-water sources, and most of their colonies are associated with lighter, drier soils of the kind found in southern and southeastern Alberta. Hutterites are pragmatic farmers, whose ability is derived from experience rather than from theory. There are great advantages in finding a new colony site that mirrors the characteristics of the parent, for lessons learnt through the years can be used more readily. Thus, a preference for certain environmental conditions is likely to be maintained through several generations and will influence the leaders' perceptions of what constitutes an ideal colony site.

Colonies will also begin to differ in size. Variations in population policy, as well in consumption expenditures, are bound to result in varying population size. The colonies have been remarkably uniform: in recent decades 150 to 120 has been the size at fission; but this is dropping in a great many colonies, who feel that anything from 65 to 100 is an optimum size. The very large-acreage will probably continue to permit population to expand to over 100 and even larger before dividing. Here again the forces are the familiar ones affecting all producers,

⁴¹ J. Ryan, *The Agricultural Economy of Manitoba Hutterite Colonies*, Toronto, McClelland and Stewart, 1977, p. 92; Alberta, Select Committee of the Assembly, *Report on Communal Property 1972*, Edmonton, Queen's Printer, 1972, Appendix J.

individual or collective: increasing costs of production and rising standards of living mean that trade-offs need to be made between population and wants, with high-return specialized production becoming the means. Various solutions can be found; the differences in resources requires variation.

Colonies will also continue to differentiate in terms of personnel policy and relationships with the outside. Despite difficulties with their young people, Lehrerleut (considerably more conservative) colonies will try to hold the line, and these colonies will continued to be known as « old fashioned ». Hutterites — Dariusleut people generally, and the more liberal Lehrerleut individuals — are increasingly articulated about this, which is a change in itself, since two decades ago the Hutterites were extremely close-mouthed about colony and Leut differences, preferring to give the impression of an absolutely uniform sect and society. Against this differentiation, of course, are powerful forces for homogenization in Hutterian culture, such as the constant communication between colonies, and mutual surveillance to insure adherence to the rules. However, there is some evidence that communication has become more specialized; that the « liberal » colonies are less inclined to maintain ties with « conservative » colonies. If this trend continues, it will become the first decisive horizontal sectioning of Hutterian life. It will cut through the Leute, because inevitably, many Lehrerleut colonies will reject the strict regulations and begin to follow more liberal paths.

In the last analysis, no drastic changes can be foreseeable. So long as Hutterites retain control over children's education, and so long as family autonomy does not begin to seriously threaten the collective management of the colony economy, the Hutterian way will continue along its traditional path. Consumption is bound to continue to rise, but so long as the line is held on individual possessions, collective consumption can rise almost indefinitely before threatening basic beliefs and styles. Most of these investments are directed toward general comfort and convenience, not luxury. The increased consumption is usually for the benefit of the whole colony, and without any real effect on individual possessions or relevant lifeways.

Finally, one can foresee continued economic competence and relative prosperity. Economically, the collective management and impressive savings make Hutterites unbeatable competitors. Sooner

or later the individualized agrarian society of the Great Plains is going to have to emulate them, at least introduce more risk-spreading institutions — or else the Great Plains agriculture pass into the hands of impersonal, outside companies. In a sense, some colonies are becoming the « companies », but as many farmers have come to realize in recent years, Hutterites are preferable as neighbours, and as patrons of local business, to the outsiders.

REVIEW ARTICLES — NOTES CRITIQUES

TO MAKE AMERICA. HOW MANY, HOW FREE, AND WHY IN THE NEW WORLD?

A discussion of Herbert S. Klein, « Economic Aspects of the Eighteenth-century Atlantic Slave Trade », in James D. Tracy, ed., *The Rise of Merchant Empires. Long-Distance Trade in the Early Modern World*, New York, Cambridge University Press, 1990, pp. 287-310; William M. Denevan, ed., *The Native Population of the Americas in 1492*, Madison, Wisc., and London, The University of Wisconsin Press, 1992; Ida Altman and James P. P. Horn, eds., « *To Make America* ». *European Emigration in the Early Modern Period*, Berkeley, Los Angeles, and Oxford, University of California Press, 1991.

One thing we know. Native Americans were the only inhabitants of the Americas until 1492. By the middle of the nineteenth century they had been relegated to the margins of their former continent, as the Americas had become an enormous appendix of Europe and the Atlantic Ocean had been transformed into a European lake. Furthermore, Europeans had brought with them several million Africans. Of this whole process, however, we know much less than we usually think. In fact, there is too much we take for granted.

Population grows through natural increase and through immigration. But to the three great questions relating to the peopling of the Americas — how many people lived in the New World at a given time? how many of them had arrived through immigration? how many were born there? — we still have but very tentative answers. According to American economic historians John J. McCusker and Russell R. Menard (1985), « Given the paucity of evidence, scholars have proceeded indirectly, attempting to calculate the volume of migration as a residual, that is, the portion of a population not accounted for by reproduction. In ideal circumstances — if we knew birth and death

rates and the size of a colonial population — construction of reliable estimates of new migration would be a simple task ».¹ Yet, they add, these ideal circumstances are not extant, as even on the basic fact of total population we still rely on data that are incomplete at best (p. 214).

* * * * *

Of the three main groups that formed the population of the Americas in the early modern period — native Americans, Europeans, and Africans — the latter are by far the better known, although commonplaces and half-truths still abound. According to American historian Herbert S. Klein's «Economic Aspects of the Eighteenth-century Atlantic Slave Trade» (1990),² there seems to be a substantial agreement amongst historians only on the overall number of Africans forcibly transported to the Americas — some 10 million out of some 12 million who were taken from their country for the Atlantic slave trade. As for everything else, however, «a rather uncritical literature created a whole set of untested hypotheses» (p. 289).

Klein's article, that concentrates on those aspects of the slave trade «most directly related to its economic organization and impact on world trade and markets» (p. 288), makes a number of statements that in most cases contradict several commonplaces of the current historiography. He maintains that the Atlantic slave trade was an extension of traditional trading networks and that Africans played a very active role (pp. 289-290); that African merchants progressively increased their role in the trade, controlled the volume of slaves to be offered, made them a high-cost item, and selected the persons that were to be sold (pp. 293-295); that slave-trade profits were not extraordinary by European standards and that there is no evidence that gains from the trade were directly invested in the earliest industrial enterprises of Great Britain (pp. 299-300); that there is no direct correlation between mortality at sea and the excessive packing of slaves carried in ships (pp. 303-306); finally,

¹ John J. McCusker and Russell R. Menard, *The Economy of British America, 1607-1789*, Chapel Hill, NC, and London, The University of North Carolina Press, 1985, p. 223.

² Herbert S. Klein, «Economic Aspects of the Eighteenth-century Atlantic Slave Trade», in James D. Tracy, ed., *The Rise of Merchant Empires. Long-Distance Trade in the Early Modern World*, New York, Cambridge University Press, 1990, pp. 287-310.

that the triangular trade « is largely a myth » (p. 305), and that there is still much to know on the reproduction performance of the slaves once they had landed in the Americas (pp. 307-308).

Klein is convincing. He well shows how moral concerns — albeit of the right sort — for the odious nature of the slave trade have often blinded historians, who knew their answers even before their questions had been posed and their research accomplished. Sometimes, historians need to be told that they know much less than they think.

* * * * *

Historians know even less on native Americans. The perennial question of how many they were at the time of contact, and what is the precise rate of their demographic catastrophe after contact, still looms large in the background of any writer of textbooks on colonial America, south and north of the Rio Grande. Finally, here comes a book whose title promises to answer most of our questions. Indeed, there is a lot to be learnt from *The Native Population of the Americas in 1492*, edited by American geographer William M. Denevan, a specialist in tropical and sub-tropical America.³ Denevan's selection includes an introduction by Woodrow Borah, three articles on Central America by Angel Rosenblat (Hispaniola), David R. Radell (Nicaragua), and William T. Sanders (Mexico), three on South America by Daniel E. Shea (Central Andes), Jane Pyle (Argentina), and Denevan himself (Amazonia), besides one article on North America by Douglas H. Ubelaker, reviewing James Mooney's classic estimates.

Denevan's selection is not new. The book was published for the first time in 1976, reprinted in 1978, and revised for 1992. No changes were made in the selection of articles, in the articles themselves, in the tables, in the maps, in the figures, in the Acknowledgments, in the Glossary, in the Bibliography, and in the Index. What is new is the illustration on the cover (still from Theodor De Bry [1528-98]), a two-page foreword by W. George Lovell, a specialist in Guatemala demography (pp. xv-xvi), and Denevan's own assessment

³ William M. Denevan, ed., *The Native Population of the Americas in 1492*, Madison, Wisc., and London, The University of Wisconsin Press, 1992.

of the scholarship produced in the over fifteen years elapsed between the first (1976) and the second (1992) edition.⁴

As the articles selected by Denevan are well known and the book was widely reviewed when it first appeared,⁵ there is no need to comment further on them. Denevan's new assessment of the scholarship produced in the years 1976-92 is subdivided into geographical sub-headings (North America, Mexico, Central America, Hispaniola, Andes, Amazonia), and is capped by his new hemispheric estimate — 53,904,000 million, a reduction of 3,396,000 from his 1976 total (p. xxvii), with a self-calculated margin of error reduced from 25 to 20 percent (p. xxix). Readers of this journal, with a special interest in North America, will find the discussion on North America quite useful (pp. xviii-xxi). According to Denevan's new estimates, the entire native population of North America in 1492 was 3,790,000 — a major reduction (610,000) over his own 1976 estimate (4,400,000) (p. xxviii).

Deluged by the avalanche of numbers, percentages, raw data, estimates, educated guesses and sheer question marks, this reviewer was impressed, and cannot but recommend this selection of essays, and Denevan's updates, to all who are seriously interested in this intriguing numbers game. At the same time, his sense of duty imposes upon him to refer the reader to two *caveat*. First, to American ethnohistorian Francis Jennings' 1975 *The Invasion of America*, who well explains the ideological biases that cause the enormous gap between the highest (over 110 million) and the lowest (some 10 million) estimates of the native population at the time of contact. According to Jennings, had natives American been few, then they would have been savage and nomadic peoples, their land mostly empty, and European conquest would have been justified. The opposite would have been true, had they been numerous and civilized.⁶ Secondly, for those who discard Jennings' own very marked ideological stance, a recent article published in the *William and Mary Quarterly* by American

⁴ Denevan, «Native American Population in 1492: Recent Research and a Revised Hemispheric Estimate», in Denevan, ed., *Native Population*, pp. xvii-xxix. This is followed by the relating new bibliography, pp. xxxi-xxxviii.

⁵ See a list of the major reviews in Denevan, ed., *Native Population*, p. xvii.

⁶ Francis Jennings, *The Invasion of America. Indians, Colonialism, and the Cant of Conquest*, Chapel Hill, NC, The University of North Carolina Press, 1975.

ethnohistorian John D. Daniels,⁷ whose conclusions carry the weight of even more devastating implications. Daniels maintains that data on native population are still so limited and contradictory, that there is no way we can make any sort of statement, progressive or conservative, in that regard. Still, Denevan's selection is a useful guide to what amount in fact to a maze of contradictory data, and it helps the reader place the ignorance of the scholarly community (and his or her own) in the context and within the limits of the possible variables — as they are known today.

* * * * *

As for the the American population of European origin, research seems to follow two different paths. Some (demographers in particular) tend to concentrate on communities that were limited in numbers and easily recognizable in a given territory. McCusker and Menard, for example, openly acknowledged the pioneering role of the members of the Demography Department at the Université de Montréal on New France.⁸ Others (mainly historians) compare the American experiences and performances of different ethnic groups — the Portuguese, the Spanish, the Germans, the British, and the French. The latter is the approach of American historian Ida Altman and her British colleague James P. P. Horn, in their selection «*To Make America*».⁹ The book contains articles by Dutch historian Auke Pieter Jacobs and Altman on Spain, by American historian Marianne Wokeck and Horn on the British continental colonies, by Canadian historian Leslie P. Choquette on New France, and by French historian Christian Huetz de Lempis on the French Antilles.

Readers of Altman's 1989 book on the relationship between the south-western region of Extremadura and Spanish America in the sixteenth century¹⁰ will be familiar with the core of her article, which

⁷ John D. Daniels, «The Indian Population of North America in 1492», *William and Mary Quarterly*, XLIX, 2 (April 1992), pp. 299-320.

⁸ McCusker and Menard, *Economy of British America*, p. 211, n1.

⁹ Ida Altman and James P. P. Horn, «*To Make America*». *European Emigration in the Early Modern Period*, Berkeley, Los Angeles, and Oxford, University of California Press, 1991.

¹⁰ Altman, *Emigrants and Society. Extremadura and Spanish America in the Sixteenth Century*, Berkeley, Los Angeles, and Oxford, University of California Press, 1989.

discusses « the relationship between emigration to America and local society » in Cáceres and Trujillo, two neighboring cities in northeastern Extremadura, and with the documentary evidence she has collected in the Archivo General de Indias and the local archives in the two cities, including the Archivo del Conde de Canilleros in Cáceres.¹¹ According to Altman, emigration from Cáceres and Trujillo confirms what is generally known about Castilian emigration.¹² First, « the predominance of private over public initiative and organization, the presence of increasing numbers of women and children over time, and the participation of a range of socioeconomic and occupational groups that constituted the middle sectors of Castilian society » (p. 36). Secondly, « the maintenance of connections between people at home and in the Indies and among emigrants from the same locality who settled in the New World; the formation of networks that conveyed people to the same destinations ... and the movement of temporary and permanent returnees back to their hometowns » (pp. 36-37; also p. 47). This « maintenance of connections » between Spain and Spanish America, that Altman stresses and explains at length, makes for the most interesting and original part of her article. As for the reasons why Spanish emigrants had made their decision to leave, Altman only hints at a general perception of economic opportunity (pp. 45-46).

As the movement of people and commercial goods between Spain and Spanish America concentrated in Seville almost from the beginning, Jacobs' article on « Legal and Illegal Emigration from Seville » looks at how a prospective emigrant would get to Seville, what he would find there, and how she would eventually embark for the New World.¹³ As every student of Spanish America knows, the extent of illegal emigration was so high as to baffle any attempt to give a reasonable estimate of the volume of passengers. Jacobs confirms that any reasonable estimate of emigration must include 50 percent of illegal passengers. The count is further complicated by the fact that it

¹¹ Altman, « New World in the Old: Local Society and Spanish Emigration to the Indies », in Altman and Horn, eds., « *To Make America* », pp. 30-58, cit. at p. 33.

¹² See the now classic summary provided in Nicolas Sanchez-Albornoz, « The Population of Colonial Spanish America », in Leslie Bethell, ed., *The Cambridge History of Latin America* (5 vols. to date), II: *Colonial Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, pp. 3-35.

¹³ Jacobs, « Legal and Illegal Emigration from Seville, 1550-1650 », in Altman and Horn, eds., « *To Make America* », pp. 59-84.

is very difficult to separate settlers from short-term emigrants or returnees (pp. 80-81). Jacobs has not much that is new to say in this regard. What is original in Jacobs's article, however, is his step-by-step explanation of the logistics of prospective emigration, based on documents preserved in the Archivo General de Indias. He convincingly shows the importance of factors such as distance from the port of embarkment and financial restraints — money to be spent to travel to Seville and to stay there waiting for a ship, the cost of legal procedures for obtaining permissions and licenses of various kinds, and the cost of the voyage itself. As, he argues, «savings from wages alone would not suffice to finance emigration» (p. 69), emigrants could either sell their properties, profit from remittances sent by relatives overseas, or, more simply, emigrate illegally (pp. 60, 69). Evidently enough, most chose the latter.

With the following article we move from Spanish America to the core of British emigration, the Chesapeake region. In his «'To Parts Beyond the Seas'»,¹⁴ Horn, the author of several articles on the Chesapeake, suggests that recent scholarship concentrated on indentured servants, who constituted the vast majority of Chesapeake settlers, 70 to 85 percent (p. 91), whereas little «is known about the thousands [some 25,000] of petty traders and poor to middling settlers who composed the majority of free emigrants to Virginia and Maryland in the seventeenth century» (pp. 87, 89, 91). Most of them were young to middle-aged males from southern and central England, with a clear preponderance of men from gentry and mercantile backgrounds» (p. 101).

Horn's Chesapeake has at least three elements that make it similar to Altman's Extremadura. The first, is «the importance of kinship connections» (p. 109), that is, of a two-way relationship between the region of departure and the region of arrival, which included return migration, that appears to be stronger than previously thought (pp. 111-117). The second, is that the major motivation for emigrating was economic, although religious and political reasons also played a role (p. 111). The third, is the diversity of free emigration. According to Horn, free emigration was not «a single, concentrated outpouring of people united by a common vision of a new start in America, but

¹⁴ Horn, «'To Parts Beyond the Seas': Free Emigration to the Chesapeake in the Seventeenth Century», in Altmann and Horn, eds., «*To Make America*», pp. 85-130.

rather a multilayered, multifaceted phenomenon comprising wave upon wave of colonists who found their way to the tobacco coast from very different backgrounds and for very different reasons » (p. 89). They included, at the bottom, some labourers barely distinguishable from the indentured servants, and, at the top, big merchants, gentry, and high government officials (p. 87). Horn's article is a good state-of-the-art article. Although direct use of primary sources is limited, he shows a thorough command of the available literature on his topic. Free emigrants in the Chesapeake do not provide easy-to-read material for the historian willing to simplify and to generalize — but this is not Horn's fault.

In 1988, Choquette defended her doctoral dissertation on emigration to Canada throughout the French regime at Harvard University.¹⁵ To the Altman-Horn anthology, she contributes an article on one of the facets of her topic, « Recruitment of French Emigrants to Canada ».¹⁶ There is an important difference between Choquette's and two of the preceding articles. (Jacobs' description of the logistics of emigration is somewhat technical, and stands by itself). Altman and Horn deal with specific areas (Extremadura, the Chesapeake) and constantly stress both the diversity of the experiences they describe and the tentativeness of the results of their research. Choquette, on the contrary, seems to imply a good degree of certitudes and uncontroversial data that would make the Canadian case a relatively easy one. According to Choquette, responsibility for recruitment was shared by the seigneurs (either collectivities or individuals), the crown, and the merchants. The extent in which these three agencies took responsibility for encouraging and indeed taking French emigrants to the New World « helped to shape a distinctive French Canadian population » (p. 139, also p. 130). According to Choquette, Canada was a distinct society, first, because French people never ceased to need encouragement in order to emigrate (p. 130); secondly, because recruiting only targeted the young males of the French great Atlantic ports (p. 140, also p. 141), although seigneurial recruitment tended to be larger in scope (p. 149).

¹⁵ Choquette, *French Emigration to Canada in the 17th and 18th Centuries*, PhD Thesis, Harvard University (1988).

¹⁶ Choquette, « Recruitment of French Emigrants to Canada, 1600-1760 », in Altman and Horn, eds., « *To Make America* », pp. 131-171.

Had Choquette limited herself to recruitment per se, hers would have been a useful, albeit very dated, state-of-the-art article, based mostly on published French sources and on original documents from the Archives de la Marine. Her bibliography, in fact, does not go beyond the first half of the 1980s, except for American historian Bernard Bailyn's most unsatisfactory *Voyagers to the West*.¹⁷ The contribution of the Montréal *démographes* goes almost unacknowledged, except for Hubert Charbonneau's 1975 *Vie et mort de nos ancêtres*,¹⁸ and for a cursory reference to Québec historian Yves Landry's and Peruvian demographer Mario Boleda's 1977 and 1983 dissertations.¹⁹ Even more surprisingly, Canadian historian Peter Moogk's very important article, dealing with colonial recruitment, is not even mentioned. In fact, Choquette's bibliography is so dated, that one wonders whether she simply moved away from the topic of the Altman-Horn anthology right after the completion of research for her dissertation.²⁰

What is worse, however, is that in her conclusions Choquette introduces a number of statements that have nothing to do with recruitment, and that, on the contrary, open up the Pandora box of total French emigration — a perennial numbers game that is similar in substance, though much more limited in scope, to that relating to native Americans. There she offers, without any explanation or reference to the scholarly debate, a figure for total French emigration to Canada — 30,000 overall — that is new and that contradicts Québec historian Marcel Trudel's traditional 10,000 and agrees with Boleda's figures. Furthermore, she explains the French reluctance to migrate to New France in pure Ecclesian terms (although Canadian historian William John Eccles goes unacknowledged), and almost without reference to the French attitude towards migration elsewhere: « The French were not ... reluctant to emigrate to America in general but

¹⁷ Bernard Bailyn and Barbara DeWolfe, *Voyagers to the West. A Passage in the Peopling of America on the Eve of the Revolution*, New York, Alfred A. Knopf, 1986.

¹⁸ Hubert Charbonneau, *Vie et mort de nos ancêtres. Étude démographique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1975.

¹⁹ Yves Landry, *Quelques aspects du comportement démographique des troupes de terre envoyées au Canada pendant la Guerre des Sept Ans*, Thèse de maîtrise, Université de Montréal (1977); Mario Boleda, *Les migrations au Canada sous le régime français*, Thèse de doctorat, Université de Montréal (1983).

²⁰ Choquette, « 'Ces Amazones du Grand Dieu': Women and Mission in Seventeenth Century Canada », *French Historical Studies*, XVII, 3 (Spring 1992), pp. 627-655, for example, is very good.

merely to Canada in particular. The climate, with its harsh winter, mosquito-laden summer, and radically shortened growing season, and the continual wars with the Iroquois did little to boost the reputation of the colony » (p. 162). It is a pity that what is probably in Choquette's dissertation — which this reviewer has not read but knows is valued by most — was not passed on to her article. The latter is, unfortunately, the less satisfactory of the book under review.

As in the Chesapeake area indentured servants have been studied more than free settlers, so in the French Antilles blacks have been studied more than the French indentured servants, known as *engagés*. The notable exception is, of course, French historian Gabriel Debien. In his « Indentured Servants Bound for the French Antilles », Huetz de Lemps, a specialist in the economic history of Bordeaux in the early modern era, draws from his research in the Bordeaux archives and sketches a general picture of the *engagés* before they left France.²¹ According to Huetz de Lemps' estimate, based on research still in progress, some 13,000 left Bordeaux for America in the eighteenth century (p. 186). As one could easily guess, they were mostly young single men (p. 192). What would be more difficult to guess, « the coastal areas were virtually uninvolved in the popular wave of emigration to America ». In fact, their geographical provenance shows that most of them came from inland areas (p. 197).

It would have been very interesting to compare Huetz de Lemps' article with Choquette's, that is, the French experience in Canada with that in the Antilles. Unfortunately, the different focuses of the two articles (recruiting and indentured servants in general) leaves little room for a real comparison. Huetz de Lemps maintains that, at first, the Antilles « held a much greater attraction for settlers than did New France » (no explanation given) (p. 181). This, however, we knew well. He also maintains that in the seventeenth century there were less French *engagés* leaving France than indentured servants leaving England (p. 181). This we also knew, although less clearly. What we did not know — and we still do not know after Huetz de Lemps' article — is why they left France, and why they chose the Antilles instead of Canada, and what exactly happened to them once they landed in America. Sources are silent on the motives for the indentured

²¹ Huetz de Lemps, « Indentured Servants Bound for the French Antilles in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », in Altman and Horn, eds., « *To Make America* », pp. 172-203.

servants' departures (p. 198), and Huetz de Lempis cannot but remark that these poor emigrants were « drawn by the American mirage or, more specially, were driven away by poverty and the struggle to survive in France » (p. 173). In most cases, Huetz de Lempis cursorily remarks, the « mirage » was never fulfilled, as the « fate of most eighteenth-century indentured servants could not have been a very happy one » (p. 199). By and large, Huetz de Lempis' article is new and undoubtedly illuminating when it describes the emigrants before they embarked, but it is rather old and deceiving when it looks to the other side of the Atlantic Ocean. In fairness, however, this reviewer must add that Huetz de Lempis makes it very clear that he would not venture beyond the scope of his Bordeaux sources.

Still in the realm of a possible comparison between Canada and the French Antilles, it is interesting to note to what extent the crown's own initiative in the French Antilles often ran counter the « purely economic and social arguments advanced by the colonists and merchants » (p. 183). Huetz de Lempis remarks that, when black slaves had made the immigration of lower-class whites in the islands redundant, and the local *élites* vociferously protested against their arrival, the crown invoked national interest and continued to support their departures. They were needed, it was argued by royal officials, in order to offset the demographical imbalance of the blacks over the whites, and to provide the island with the human resources to defend them (pp. 173, 183). A similar process took place in New France from the 1660s onwards. The fur trade had become a net loss for the crown, but it had also become a necessary tool to secure the alliance of the native American nations. Hence the crown supported it, although it tried to regulate it and reduce its volume as much as possible.

Between 1683 and 1783, more than 100,000 German-speaking immigrants, popularly known as Dutch or Palatine foreigners (p. 231 n1), landed in British North America. Most of them settled in Pennsylvania, but their settlements ranged as far north as Nova Scotia and as far south as Georgia. They had favourably responded to official and private schemes that, in turn, found German emigrants more attractive than others (p. 204). Their story is convincingly told by Wokeck in her article entitled « Harnessing the Lure of the 'Best Poor Man's Country' ». ²² Wokeck defended her doctoral thesis on

²² Wokeck, « Harnessing the Lure of the 'Best Poor Man's Country': The Dynamics of German-Speaking Immigration to British North-America, 1683-1783 », in Altmann and Horn, eds., « *To Make America* », pp. 204-243.

German immigration to Pennsylvania at Temple University in 1982,²³ and then wrote a book on German and Irish emigration to colonial America that was listed as forthcoming when this review went to press²⁴. Her article is probably the best in the Altman-Horn selection. There is a thorough discussion of previous scholarship on the topic, the flow of emigrants is then described in a chronological fashion, and, eventually, differences in the German pattern, as opposed to other ethnic groups, are clearly outlined.

« *To Make America* », however, includes not only a collection of essays, but also a rather long introduction in which the two editors, Altman and Horn, try to show that patterns of emigration differed more often in degree rather than in kind.²⁵ First, to the question of the total number of emigrants, they answer that they were approximately 1,410,000 between 1500 and 1800 — a modest figure when compared to the scale of importations of African slaves in the same period or to nineteenth- and twentieth-century mass emigration (p. 3, also p. 24 n4). Within the flow of emigrants, they stress the role played by regions and ethnic groups within major nations (pp. 4-5).

Secondly, they clearly emphasize the importance of unfree emigration to the Americas — indentured servants, redemptioners, convicts, political prisoners. « Perhaps 60 percent of emigrants to all British colonies in America in the seventeenth century arrived under some form of labor contract », and, similarly, « most French- and German-speaking emigrants had their passage to America wholly or partially paid » (pp. 7-8). Indentured servants who went to the British and the French colonies were mostly young, single, male, and poor (pp. 11, 13). Spanish emigration, however, differed, in that emigrants were mostly free of labor contract of other restrictions of their personal freedom (p. 15). In Spanish America there was, in fact, little need for a immigrant labour force, given the productivity of Indian labour, in spite of their demographic catastrophe (pp. 13-14).

Where the introduction is weak, and indeed the book is weak, is in avoiding the crucial question of the relative relevance of « push » and « pull » factors — except for Wokeck's outstanding article. Altman

²³ Wokeck, *A Tide of Alien Tongues. The Flow and Ebb of German Immigration to Pennsylvania*, PhD thesis, Temple University (1982).

²⁴ Wokeck, *The Trade in Strangers. Transporting Germans and Irish to Colonial America. Precursors of Modern Atlantic Migrations*, forthcoming, 1993.

²⁵ Altman and Horn, « Introduction », in Altman and Horn, eds., « *To Make America* », pp. 1-29.

and Horn seem to be incapable of moving away from the vaguest generalizations, such as the following: « In most cases ... free emigrants were influenced by both push and pull factors in making the decision to settle in America. Perceived poverty at home offered a negative counterpoint to the prospect of better opportunities overseas » (p. 16). Or, in the same fashion, « perhaps the single most important determinant [for getting involved in the process of emigration] was simply the relative attractiveness of any given destination » (p. 18). Whenever they feel that something must be said about why Europeans went to the Americas and how they chose their destination, they refer the reader to « economic opportunities » and to the market: « Economic opportunity in the broadest sense constituted the single most important motivating factor for emigrants from all countries to all destinations throughout the period » (p. 15). Similarly, private enterprise in the field of recruitment, such as the one undertaken by merchants, mariners, and planters, is described and explained as a market-driven phenomenon (p. 20, also p. 22). Yet they do not go beyond the above generalizations, and are always careful to add that « there were many variations on this theme » (p. 17).

So, what do we know about the size of American population, the number of emigrants, the rate of natural reproduction in the New World, the reasons why people left Europe, and the motivations behind the choice of their American destinations? One thing is certain, historians and demographers are still trying to learn the basic factors of their trade. Still, as the books and articles that were reviewed here well show, they have travelled a long way from the times of sweeping generalizations and parochial commonplaces. Research in well-identified communities, and comparisons between experiences that took place in various parts of the New World and involved different ethnic groups, have made us move a step further from the time when the pursuit of individual freedom was always mentioned amongst the major « push » factors, emigrants were invariably considered free men and women, and the experience of the northern colonies of the United States was regarded as the touchstone of any emigrant's experience.

LUCA CODIGNOLA
Università di Genova

1992: LA STORIA DEL CANADA VISTA DALL'ITALIA

Il quinto centenario colombiano ha favorito una maggior attenzione per la storia canadese, grazie alla pubblicazione di numerosi volumi sui rapporti fra Vecchio e Nuovo Mondo. Nella maggior parte dei casi, in particolare nei saggi dedicati alla storia generale delle due Americhe, il Canada non ha avuto di certo la parte del leone, anche se alcuni autori gli hanno dedicato non poche pagine. In altre occasioni invece l'attività della Associazione Italiana di Studi Canadesi (AISC) ha favorito la pubblicazione di ricerche specificamente canadesi. Bisogna comunque notare che l'AISC non ha monopolizzato il settore, dato che alcune iniziative incentrate sulla storia del Canada non sono dovute alla penna di suoi membri. È il caso, ad esempio, del *Viaggio di Franklin al Nord-Ovest* (Genova, ECIG, 1992), apparso nella collana « Piccoli ritorni » diretta da Giuseppe Marcenaro.

Il volumetto in questione risulta privo di curatore e traduttore, si può quindi pensare che sia stato Marcenaro stesso a voler tradurre il resoconto del primo viaggio di John Franklin alla ricerca del passaggio a Nord-Ovest (l'ultimo, come è noto, portò alla morte nel 1845 il capitano inglese e i suoi uomini). Un esempio classico quindi di narrativa di viaggi, tornata di moda grazie alla ricorrenza colombiana.

Quest'ultima ha ispirato numerose pubblicazioni non prive di accenni alla storia canadese. Sempre a Genova è stato realizzato il catalogo della mostra 1492-1992 *Animali e piante dalle Americhe all'Europa* (a cura di Lilia Capocaccia Orsini, Giorgio e Giuliano Doria, Genova, SAGEP, 1991). È un bel testo, al tempo stesso scientifico e didattico, come d'altronde la mostra stessa, forse la più bella di quelle organizzate nel corso del 1992. Il catalogo è ricco di notizie sugli animali venuti in Europa dal Canada: il castoro è ovviamente un esempio scontato, ma pochi sanno che il cosiddetto cervo della Virginia è stato importato nel 1890 proprio dal Canada. L'anatra canadese era stata invece in-

trodotta già nel XVII secolo nei parchi aristocratici dell'Inghilterra e della Francia.

Sempre nell'ambito « colombiano » il Canada ritorna, sia pure un po' di straforo, in *Scoperta e conquista dell'America*, a cura di Stefano Andretta, Giuliana Di Febo e Luisa Pranzetti, numero monografico di « Dimensioni e problemi della ricerca storica », rivista del Dipartimento di studi storici dal medioevo all'età contemporanea della Sapienza di Roma, nonché nel numero 2 del 1992 di « Piemonte vivo », pubblicato dalla Cassa di Risparmio di Torino, e nel fascicolo del « Calendario del Popolo » (n. 556, luglio 1992) dedicato a 1492-1992 *La conquista delle Americhe*. Grazie a Luca Codignola il Canada e le colonie francesi sono meglio rappresentate in *Lo specchio della merce. L'Europa incontra il mondo XV-XVIII secolo* (a cura di Giorgio Taborelli, Milano, Amilcare Pizzi, 1992) e in *Europa tra Oriente e Occidente* (a cura di Gabriella Airaldi, Genova, ECIG, 1992). Infine i saggi di Giovanni Pizzorusso e Francis Catalano in *Viaggiatori italiani nelle Americhe*, numero monografico de *Il Veltro* (XXXVI, 1-2, 1992) coordinato dallo stesso Pizzorusso e da Matteo Sanfilippo, trattano esaurientemente della Nuova Francia.

Un settore particolare delle ricerche sull'interscambio tra Vecchio e Nuovo Mondo è dato dagli interventi sull'attività missionaria. Per un quadro di insieme di quest'ultima, rimando a Luca Codignola e Giovanni Pizzorusso, *Luoghi, metodi e fonti dell'espansione missionaria tra medioevo ed età moderna. L'affermarsi della centralità romana* (« Columbeis », V, 1993, pp. 1-19). I temi accennati in tale articolo sono stati articolati, anche in relazione al Canada, nel convegno « Les frontières de la mission » (Roma, 3-5 dicembre 1992), organizzato dall'École Française in collaborazione con il Centro Accademico Canadese, l'Istituto di storia del medioevo e dell'espansione europea dell'Università di Genova e la Pontificia Università Urbaniana.

La produzione apologetica o critica dedicata al cinquecentario colombiano è stata estremamente ricca. Oltre a *L'altro volto della conquista* (a cura di Fausta Bizzozzero, Tiziana Ferrero Regis ed Elena Petrassi, Milano, Libreria L'Utopia, 1992), ricordo ancora l'importante ricerca bibliografica di Maria Luisa Fagioli e Camilla Cattarulla, *Antichi libri d'America. Censimento romano: 1493-1701* (Roma, Edizioni Associate, 1992). Questo volume non soltanto costituisce un repertorio di grande utilità per chi si interessi

della prima letteratura sulle Americhe, ivi compreso il Canada, ma ha addirittura fatto scoprire opere delle quali si era persa ogni notizia.

Due filoni in qualche modo legati al tema colombiano sono quelli dei rapporti con gli indiani e dell'emigrazione. Nel numero 8 (1992) di questa rivista è già stata recensita l'ottima sintesi di Daniele Fiorentino *L'America indigena. Popoli e società prima dell'invasione europea* (Firenze, Giunti, 1992), che non è rimasta sola. Pierluigi D'Oro ha curato per esempio *Una donna bianca tra gli indiani. La vita di Mary Jemison scritta da James E. Seaver* (Bergamo, Lubrina Editore, 1991): diario della cattività di una donna inglese rapita da un gruppo di indiani, alleati dei Francesi nella Guerra dei Sette Anni. Si tratta di un testo rilevante sia dal punto di vista narrativo, che da quello antropologico, e meritava da tempo di essere tradotto. Chi voglia studiare la zona di confine (e di conflitto) tra Nuova Francia e Nuova Inghilterra può oggi leggere in italiano William Cronon, *La terra trasformata. Indiani e coloni nell'ecosistema americano* (Milano, Edizioni dell'Arco, 1992). Un accenno di analisi comparata dei rapporti con gli autoctoni dei coloni francesi e inglesi si trova in Clara Bartocci, *Gli inglesi e l'indiano. Racconto di un'invenzione* (Alessandria, Edizioni dell'Orso, 1992).

Al filone dell'emigrazione è stata dedicata una mostra della Biblioteca Casanatense di Roma. Il catalogo, *Una valigia piena di America. Antiche immagini fotografiche dell'emigrazione italiana nelle Americhe* (Roma, Ministero per i Beni Culturali e Ambientali, 1992) — introdotto da Gianfausto Rosoli, che ha anche progettato l'esposizione — raccoglie alcune fotografie sui lavoratori italiani a Toronto e lungo i binari ferroviari delle province occidentali. Agli italiani in Canada accenna anche Emilio Franzina in *L'immaginario degli emigranti. Miti e raffigurazioni dell'esperienza italiana all'estero fra i due secoli* (Treviso, Pagus Edizioni, 1992), mentre il saggio di Massimo Rubboli, *Immigrant Workers, Labour and Politics in Canada (1896-1914)* (in *L'esilio nella storia del movimento operaio e l'emigrazione economica*, a cura di Maurizio degli Innocenti, Manduria, Lacaita, 1992) è più attento all'emigrazione dall'Europa orientale.

Sempre sul fronte dell'emigrazione bisogna segnalare l'attività di *Altreitalie*, la rivista della Fondazione Agnelli, che segue sempre con attenzione il dibattito sulla comunità italiana in Canada,

nonché gli sviluppi più recenti degli *ethnic studies* canadesi. Allo stesso modo anche *Studi emigrazione* si distingue per la puntualità delle sue schede: la bibliografia pubblicata nel numero 108 è per esempio ricca di voci canadesi. Inoltre nei numeri 103 e 106 sono apparsi saggi relativi alla genesi delle comunità etniche canadesi.

La presenza italiana in Canada è infine alla base di *Venezia e i Caboto. Le relazioni italo-canadesi* (a cura di Rosella Mamoli Zorzi e Ugo Tucci, Venezia, Università degli Studi di Venezia, 1992), mentre ai Caboto è dedicato ampio spazio in *Nuovo Mondo. Gli italiani 1492-1565* (a cura di Piero Collo e Pier Luigi Crovetto, Torino, Einaudi, 1992), ma di entrambi i volumi si è già scritto nel numero 8 di questi « Annali ».

Nello stesso numero è stato recensito anche Massimo Rubboli, *Il Canada. Un federalismo imperfetto (1864-1990)* (Firenze, Giunti, 1992), un libro comunque da ricordare, perché è l'unica sintesi generale sulla storia contemporanea canadese a disposizione delle nostre università. Per quanto riguarda il solo Ovest (soprattutto per ciò che concerne i movimenti agrari e quelli femminili) sono stati di recente raccolti i saggi di Valeria Gennaro Lerda (*La frontiera del grano (1896-1918). L'ovest nella storia canadese*, Roma, Bulzoni, 1992).

Per chi voglia sapere di più sulle pubblicazioni italiane relative al Canada, si rimanda infine alla seconda edizione del *Repertorio degli studi canadesi in Italia*, a cura di Mirko Herberg (Fasano, Schena, 1991). Un'opera benemerita che, assieme al contributo storiografico di Matteo Sanfilippo in *Canada ieri e oggi 3*, volume II, *Sezione storica, geografica ed economica* (a cura di Luigi Bruti Liberati e Fabrizio Ghilardi, Fasano, Schena, 1992), permette di fare il punto della produzione degli storici italiani (e naturalmente anche degli altri canadesisti) sul Canada. Lo stesso volume di *Canada ieri e oggi* contiene anche un saggio di Ghilardi, legato al filone di storia diplomatica cui lo stesso autore ha poi dedicato *Le relazioni italo-canadesi 1944-1947* (Pisa, ETS, 1991). Altri contributi di storia canadese si possono infine trovare nel quinto numero della « Rivista di studi canadesi » pubblicata dall'AISC.

VINCENZO MATERA
Università di Roma II

UN ANNO DIFFICILE: CRISI POLITICO-ECONOMICA E DIBATTITO CULTURALE IN CANADA

In una recente raccolta di saggi curata da Linda Hutcheon (*Double-Talking. Essays on Verbal and Visual Ironies in Contemporary Canadian Art and Literature*, Toronto, ECW Press, 1992) gli autori sono invitati a rispondere alla domanda se la tendenza all'ironia, sempre più frequente nella letteratura e nelle arti canadesi,¹ sia la risposta alla difficoltà di ri-negoziare un'identità nazionale in qualche modo unitaria. I vari saggi tentano di rispondere al quesito, costruendo varie genealogie dell'identità canadese (nazionali, regionali, etniche, razziali e sessuali) e delle loro espressioni artistiche. Alcuni autori sono abbastanza ottimisti da affermare, per esempio: « In the renewed emphasis on ethnicity in Canadian politics there exists a ... potential to fashion a future that will be not the reduced sum of our differences but a sum larger than the figures that the anglo-Canadian elites offer us today » (Dellamora, p. 199). Altri sono perplessi. Nessuno sembra comunque disposto ad affrontare una ricerca quale quella descritta in *Giving Canada A Literary History. A Memory by Carl F. Klinck*, a cura di Sandra Djwa (Ottawa, Carleton University Press for the University of Western Ontario, 1991). Lo sforzo di Klinck si basava infatti sull'assunto, suggerito da Frye, che « for present and future writers in Canada and their readers, what is important in Canadian literature, beyond the merits of individual works in it, is the inheritance of the entire enterprise » (p. 129). Uno dei saggi più interessanti del libro curato da Hutcheon è quello di Arun P. Mukherjee che mette in rilievo proprio l'impossibilità per un

¹ A tal proposito si veda anche Martin Kuester, *Framing Truths. Parodic Structures in Contemporary English-Canadian Historical Novels* (Toronto, University of Toronto Press, 1992), il quale, però, sostiene che la parodia è un genere inscritto nel codice genetico di una lettura comunque marginale rispetto ai modelli suggeriti dalla Gran Bretagna e dagli Stati Uniti.

Canadese di colore di riconoscersi nella cultura bianca epitomizzata da Frye.²

Il tema di un nuovo negoziato — politico, economico, culturale — è posto con particolare vigore in *Negotiating with a Sovereign Quebec*, a cura di Daniel Drache e Roberto Perin (Toronto, James Lorimer & Company, 1992). I due curatori non si rivolgono, però, a tutto lo spettro delle identità canadesi, ma a « Three Nationalisms in Search of a Future », riducendo quindi lo scontro attuale al confronto tra i tre blocchi anglofono, francofono e autoctono — con qualche dubbio da parte di Perin rispetto alla legittimità del terzo. La proposta dei due curatori — che per altro non hanno una posizione univoca, se non per quel che riguarda la necessità di mantenere aperto il confronto tra le varie posizioni — è tutto sommato encomiabile, ma pare destinata a fallire. Da un lato infatti non tiene conto che i partecipanti a un eventuale tavolo delle trattative sono ormai più di tre. Dall'altro è troppo ottimista nel ritenere che un essere umano scelga sempre la soluzione più razionale. Drache e Perin non sono comunque troppo sicuri al riguardo di questo secondo punto e hanno incluso nel loro libro due contributi di Philip Resnick e Reg Whitaker, che propendono per scenari più pericolosi nel caso di una separazione, sia pure consensuale.

Whitaker articola meglio il suo pessimismo in *A Sovereign Idea. Essays on Canada as a Democratic Community* (Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992). A suo parere lo scontro politico-istituzionale sull'accordo di Meech Lake e sul Free Trade con gli Stati Uniti ha avuto effetti fortemente negativi: « A generous liberal nationalism, frustrated as the basis for a

² Bisogna aggiungere che i Canadesi di colore non sono i soli a non amare la tradizione creata da Frye: « Unfortunately the dominant influence of Northrop Frye on English-Canadian academic criticism in recent years has been hardly less negative than the diffused authority of the New Critics in previous decades. Frye, indeed, abandoned the evaluative preoccupations of the American academic critics in favour of a pretentious structuralism that in practice led to a descriptive kind of criticism, mainly generic and thematic » (George Woodcock, « Desiderata Without Accomplishment: Biographical Criticism in Canada », in *100 Years of Critical Solitudes. Canadian and Québécois Criticism from the 1880s to the 1980s*, a cura di Caroline Bayard, Toronto, ECW Press, 1992, p. 57). Tutto il versante anglofono del volume curato da Bayard lamenta i danni provocati da Frye (e da McLuhan, Jones e Atwood), per riparare ai quali si consiglia di ripartire da Frank Davey e Robertson Davies.

national vision, has been eroded and dismantled by egregious babbly. Frustrated liberal nationalism has in too many cases turned inward and become narrow and divisive » (p. 324).

Le paure di Whitaker sembrano molto ragionevoli. Neanche sette anni fa l'inglese Anthony D. Smith (*Le origini etniche delle nazioni*, Bologna, Il Mulino, 1992), si domandava se non stavamo entrando in una nuova epoca di guerra delle « nazioni ». Un'epoca nella quale ogni etnia vorrebbe corrispondere a una singola nazione. L'interrogativo di Smith forse non si adatta completamente alla realtà canadese, ma torna in mente di continuo, quando si vede come la tendenza a una frammentazione di modelli culturali appaia dominante nella produzione storiografica canadese. Se leggiamo i saggi pubblicati in Canada nel 1992, ci accorgiamo infatti che la maggior parte di essi promuove una visione particolaristica, incentrata sulla preminenza della propria regione, del proprio sesso, della propria etnia o, ma molto raramente, della propria classe.

Gli studi di storia provinciale o sezionale sono ovviamente il caso più noto. Senza inoltrarmi nella storiografia del Québec, la cui autonomia non ha bisogno di essere accertata, vorrei soltanto ricordare la crescita impetuosa della ricerca nelle province atlantiche e in quelle occidentali. Sul versante dell'Atlantico il gruppo legato alla rivista « Acadiensis » sta lavorando intensamente a costruire un *corpus* storiografico, le cui conclusioni sono oggi riassunte in *The Atlantic Provinces in Confederation*, a cura di E. R. Forbes e D. A. Muisse (Fredericton, NB, Acadiensis Press, 1993). Il grosso dei saggi di questo volume copre il periodo 1860-1980, ma il prologo di Muisse e l'epilogo di Forbes estendono l'analisi al periodo pre-confederazione e agli anni '80 del nostro secolo, tracciando così una sorta di storia « nazionale » delle province atlantiche. Contemporaneamente si sta provvedendo a ristampare i classici della nuova letteratura storica delle Maritimes. Si veda per esempio la riedizione di T. W. Acheson, David Frank e James D. Frost, *Industrialization and Underdevelopment in the Maritimes, 1880-1930* (Toronto, Garamond Press - A Network Basic Publication, 1992): tre saggi, apparsi su « Acadiensis » tra il 1972 e il 1982 e già raccolti in volume nel 1985.

La stessa tendenza autonomistica è evidente nell'Ovest. L'Università dell'Alberta ha patrocinato un ponderoso volume, *The Prairie West. Historical Readings*, a cura di R. Douglas Francis e Howard Palmer (Edmonton, Pica Pica Press, 1992) che costituisce

la *summa* dello studio sulle province delle Praterie. Le origini di tale letteratura sono studiate da Doug Owrarn, *Promise of Eden. The Canadian Expansionist Movement and the Idea of the West 1856-1900*, originariamente pubblicato nel 1980 e oggi riedito (Toronto, University of Toronto Press, 1992). Quest'ultimo libro è stato scritto, come ricorda l'autore, nella tradizione degli anni '70, cioè accentuando il ruolo e le responsabilità del nazionalismo canadese nell'espansione canadese. Tuttavia Owrarn non difetta di sensibilità nel riguardo delle aspirazioni regionali. Queste sono ovviamente meglio approfondite nel volume di Francis e Palmer, in cui Gerald Friesen analizza la storiografia delle Praterie sino al 1990, mentre altri 34 saggi spaziano dai nativi e i Métis alla colonizzazione dell'Ovest, la società rurale, i movimenti di protesta, lo sviluppo dei centri urbani e la nascita del movimento operaio, l'emigrazione, le donne, la grande crisi, lo sviluppo di oggi.

Il problema delle responsabilità e dello sviluppo dei gruppi regionali o etnici è molto sentito anche negli studi sulle relazioni con gli indiani: la grettezza dei funzionari governativi incaricati di trattare con questi ultimi è criticata in E. Brian Titley, *A Narrow Vision. Duncan Campbell Scott and the Administration of Indian Affairs in Canada* (Vancouver, University of British Columbia Press, 1992), già apparso nel 1986. A Scott fa riferimento anche *The Imaginary Indian. The Image of the Indian in Canadian Culture* di Daniel Francis (Vancouver, Arsenal Pulp Press, 1992). L'autore descrive l'evoluzione dell'immagine dei nativi, dai Mohawks dipinti nella *Morte di Wolfe* di Benjamin West all'odierna pubblicità, passando per i romanzi, il cinema, i manuali scolastici. Quindi nota come si tratti sempre di astrazioni, sulle quali, però, il governo canadese ha costruito la sua politica nei riguardi degli autoctoni: quello che oggi può sconvolgere nei commenti di Campbell Scott era il prodotto dell'immaginario del Canada nell'età edoardiana.

Ovviamente tale immaginario non può che offendere le culture autoctone. Olive Patricia Dickason (*Canada's First Nations. A History of the Founding Peoples from Earliest Time*, Toronto, McClelland & Stewart, 1992) si fa portavoce di questa protesta, sottolineando come attribuire il rango di popoli fondatori ai francofoni e agli anglofoni tenda a far dimenticare che prima dell'arrivo degli europei il territorio dell'attuale Canada era occupato da 55 nazioni aborigene. Per restaurare il ricordo di queste ultime

Dickason, ora docente all'Università dell'Alberta, ma in precedenza quotata giornalista, ha saputo scrivere una sintesi massiccia, ma godibile, che segue la vicenda degli autoctoni canadesi dalla preistoria ai giorni nostri.

La mancanza di comprensione non permea soltanto le relazioni tra autoctoni e canadesi di origine europea. Anche all'interno di questi ultimi esistono fossati invalicabili. Il più ampio è forse quello che circonda i canadesi di origine ebraica. Poco più di un anno fa Mordecai Richler ha additato al pubblico l'antisemitismo dei nazionalisti del Québec (*Oh Canada! Oh Quebec! Requiem for a Divided Country*, Toronto, Penguin Books Canada, 1992). Il suo libro non tratta soltanto di questo, ma era stato anticipato da un estratto, un po' sensazionalistico, sul *New Yorker* e i critici di lingua francese si sono concentrati dapprima e soprattutto su quell'articolo.³ In breve il dibattito è infuriato in tutto il Canada,⁴ rinfocolato da successivi interventi dello stesso autore.⁵

La reazione dei recensori quebecchesi era prevedibile, ma nello stesso Canada inglese Richler è stato accusato di « lazy journalism »,⁶ di boicottare il dialogo con il Québec⁷ e infine di razzismo.⁸ Quest'ultima accusa gli è stata mossa dal giornale dei trotskisti canadese, l'unica rivista tra l'altro a pubblicare una lettera di un gruppo di studiosi di lingua inglese, tra cui i già citati Drache, Perin e Smart, nella quale si lamentava che « emotional and unreasoned attacks », quali quello di Richler, potevano rompere qualsiasi dialogo fra i due Canada.⁹

Il libro di Richler è indubbiamente mal scritto, ma ciò non di meno evidenzia due punti importanti: la rabbia degli anglofoni che risiedono nel Québec da generazioni (un elemento da valutare, se si pensa che una separazione possa essere indolore); le paure

³ Daniel Latouche, « Le grand silence », *Le Devoir*, 28.3.1992, p. A-8; Jean-François Lisée, « Mordecai Richler rides again! » *L'Actualité*, 1.4.1992, pp. 11-12.

⁴ Anthony Wilson Smith, « The Gadfly of Quebec », *MacLean's*, 30.3.1992, pp. 66-67.

⁵ Richler, « In the Eye of the Storm », *MacLean's*, 13.4.1992, pp. 28-30; « The New Yorker, Quebec, and Me », *Saturday Night*, maggio 1992, pp. 17-20.

⁶ Ron Graham, « Less requiem than rant », *The Globe and Mail*, inserto libri, 28.3.1992.

⁷ Patricia Smart, « Daring to Disagree with Mordecai », *Canadian Forum*, maggio 1992, pp. 8-9.

⁸ « Oh Richler! Oh racism », *Socialist Worker*, aprile 1992, p. 3.

⁹ *Ibid.*, maggio 1992, p. 9.

degli ebrei rispetto al risorgere dell'antisemitismo. Un fenomeno quest'ultimo non certo esclusivamente canadese, visto che si è palesato in tutti i paesi con problemi di unità nazionale (dall'Italia agli stati una volta appartenenti all'Unione Sovietica). Molti studiosi hanno criticato Richler per la drastica identificazione di nazionalismo e antisemitismo e tuttavia le esperienze europee mostrano come vi sia molto di vero in questa tesi.

Non è casuale quindi che essa abbia sollevato un pandemonio, ora eguagliato da *Le Traître et le Juif* di Esther Delisle (Montréal, L'étincelle, 1992). Già causa di grandi imbarazzi al momento della sua discussione quale tesi di dottorato all'Università Laval, questo saggio analizza i testi di Lionel Groulx (il fondatore della *Revue d'histoire de l'Amérique française* e del dipartimento di storia dell'Università di Montréal), del quotidiano *Le Devoir* e di alcuni nazionalisti franco-canadesi degli anni '30 e ne sottolinea l'antisemitismo, equiparandolo a una versione nordamericana del nazismo tedesco.

L'antisemitismo nel Québec degli anni '30 non è ignoto agli storici,¹⁰ anche se alcuni hanno cercato allo stesso tempo di spiegarlo e di sminuirne l'importanza.¹¹ Tuttavia Delisle va probabilmente troppo oltre nella sua analisi, specularmente opposta a quella di Ancil e tuttavia basata sullo stesso principio, l'analisi decontestualizzata di articoli di giornali. Inoltre Delisle confonde l'antisemitismo del cattolicesimo tradizionalista — spesso virulento, ma non sempre pronto al genocidio vero e proprio — e quello nazista. Tutto ciò naturalmente non diminuisce le responsabilità di Groulx nel promuovere la paranoia antisemita dei suoi seguaci, ben descritta da Jaques Langlais e David Rome in *Jews & French Quebecers. Two Hundred years of Shared History*, (Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1991; già apparso in francese nel 1986). Mette, però, in evidenza come si debba cercare di scrivere la storia di questo argomento con una maggiore capacità di analisi.

¹⁰ Lita-Rose Betcherman, *The Swastika and the Maple-Leaf*, Toronto, Fitzhenry and Whiteside, 1975; David Rome, *Clouds in the Thirties*, Montréal, Congrès Juif Canadien, 1982; Irving Abella e Harold Troper, *None is too Many*, Toronto, Lester and Orpen Dennys, 1982.

¹¹ Gary Caldwell, *L'antisémitisme au Québec*, in Pierre Ancil e Gary Caldwell, *Juifs et réalités juives au Québec*, Québec, IQRC, 1984; Ancil, *Le Devoir, les Juifs et l'immigration*, IQRC 1988, e *Le rendez-vous manqué*, IQRC, 1988..

Un tentativo di questo genere è portato avanti da *Antisemitism in Canada. History and Interpretation* a cura di Alan Davies (Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1992), che allarga il fuoco della ricerca nel tempo e nello spazio. Un bellissimo saggio di Richard Menks ricostruisce la genesi dell'antisemitismo nel Canada pre-confederazione, mentre Davies stesso, Manuel Prutschi, Harold Troper e Morton Weinfield studiano i fatti più recenti, affrontando i processi a James Keegstra e Ernst Zündel, nonché il problema dei criminali di guerra in Canada. Nel mezzo, una serie di interventi mette a fuoco i casi regionali, con molta attenzione non soltanto al Québec, ma anche alle province di lingua inglese. L'unico difetto del libro è la mancanza di uno studio sulla chiesa cattolica e l'antisemitismo — mentre ci sono due contributi sulle chiese protestanti e il nazismo e su religione e politica in Alberta. Tra l'altro una maggior comprensione delle strategie internazionali della chiesa cattolica avrebbe permesso a Michael Brown una miglior analisi delle proteste nel Québec contro Ernesto Nathan, sindaco ebreo e massone di Roma.¹²

Per chi voglia interessarsi di questi problemi, ma da un'altra prospettiva, uno studio molto efficace è quello di Ruth A. Froger, *Sweatshop Strife. Class Ethnicity and Gender in the Jewish Labour Movement of Toronto 1900-1939* (Toronto, University of Toronto Press, 1992) che inquadra l'antisemitismo nel contesto dell'evoluzione economica di una città. Per alcune note sullo sviluppo dei movimenti antisemiti a Montréal, si veda infine il saggio di Jean-Claude Robert in *Montréal 1642-1992* a cura di Jean-Pierre Duquette (Ville LaSalle, Hurtubise HMH, 1992).

La rinascita dell'antisemitismo è la cartina di tornasole delle traversie che attraversa il Canada. La difficoltà di interpretare storicamente questo fenomeno è indice del coinvolgimento personale di molti autori. Dietro all'apparente imperturbabilità degli storici si nasconde infatti il turbamento davanti a un'epoca che richiede scelte decise. Uno studioso che non tenta di celare le proprie scelte è invece Bryan Palmer, che anzi le esplicita chiaramente nella se-

¹² Per tale questione rimando ai miei « Una lettera dal Manitoba sulle elezioni romane del 1907 » *Archivio della Società Romana di Storia Patria*, 109 (1986), pp. 239-250, e « La Santa Sede, Ernesto Nathan e le ripercussioni internazionali delle celebrazioni per il 20 settembre 1910 », *ibid.*, 113 (1990), pp. 347-360.

conda edizione di *Working Class Experience. Rethinking the History of Canadian Labour, 1800-1991* (Toronto, McClelland & Stewart, 1992).

Il volume in questione non è una normale ristampa. Rispetto al testo originale, pubblicato nel 1983, le pagine sono raddoppiate. Inoltre Palmer ha cercato di tener conto di tutti gli studi recenti sulle diversità del movimento operaio da regione a regione, nonché delle ricerche di « gender ». Tuttavia non ha rinunciato a ricordare che, in qualsiasi intervista a un membro della classe operaia, le differenze etniche, provinciali, sessuali e religiose lasciano infine spazio a « an unmistakable divide separating 'them' and 'us' ». La classe operaia potrebbe quindi essere l'unico fondamento per riaprire un discorso pancanadese contro una cultura politica anglo-canadese che, al di sotto delle differenze affermate ad alta voce, pratica sempre la stessa sorta di consociativismo perverso, cui ormai hanno aderito anche il New Democratic Party, il partito comunista e tutta la dirigenza sindacale.

La proposta di Palmer è tagliata con l'accetta ed egli stesso la riassume con le parole di un operaio in sciopero nell'Ontario: « We had nothing... We really had to take it ». È tuttavia, o forse proprio per questo, l'unica che indichi un collante (la lotta contro l'ingiustizia sociale) da contrapporre alla frammentazione della cultura e della storiografia canadese. Sulla stessa scia sono apparsi altri due volumi, che tentano di coniugare la *labour history* con un approccio comparativo e i *gender studies*. *Class, Community and the Labour Movement: Wales and Canada 1850-1930*, a cura di Deaian R. Hopkin e Gregory S. Kealey (s.l., LLAFPR-CCLH, 1989 — ma diffuso in Canada soltanto nel 1992) è stato messo in circolazione solo di recente e con un titolo dimesso. In realtà, oltre allo studio del movimento operaio nel Galles e in Canada, tenta anche un approccio al mercato del lavoro nordamericano (si veda il saggio di Bruno Ramirez, poi rifiuto in *On the Move. French-Canadian and Italian Migrants in the North Atlantic Economy*, Toronto, McClelland & Stewart, 1991), nonché un'analisi comparata dell'economia nordatlantica (Babcock), che viene riecheggiata dal saggio conclusivo di Gregory S. Kealey sulle caratteristiche degli scioperi canadesi.

In *Class, Community and the Labour Movement*, Linda Kealey esplora il contributo femminile all'ondata di proteste del 1919; analogamente alcuni contributi a *Gender Conflicts. New Essays*

in *Women's History*, a cura di Franca Iacovetta e Marianna Valverde (Toronto, University of Toronto Press, 1992), si collocano al punto di intersezione fra *gender studies*, *women history*, *ethnic studies* and *labour history*, offrendo un nuovo punto di aggregazione per una nuova storia unitaria del Canada inglese. Tuttavia è interessante notare come il libro sia scritto da un gruppo di storiche che lavorano a Toronto e come la maggior parte dei loro contributi riguardi la sola storia dell'Ontario, anche se il loro approccio è facilmente estendibile allo studio delle altre province canadesi.

In conclusione, agli storici e alle storiche canadesi appare sempre più difficile, anche se in teoria non impossibile, scrivere una sintesi di storia di tutto il Canada, a meno che non si ricorra comunque a un taglio particolare, quale la prospettiva operaistica di Palmer. Lo stesso problema angustia anche la critica letteraria. *A Few Acres of Snow. Literary and Artistic Images of Canada*, a cura di Paul Simpson-Housley e Glen Norcliffe (Toronto & Oxford, Dundurn Press, 1992) aspira, per esempio, a proporre un approccio generale, ma poi si accontenta dell'analisi di singoli autori, che di fatto descrivono la propria regione. Leggendo i vari saggi, appare evidente che il solo Hugh McLennan avrebbe veramente tentato di divenire il « geografo » letterario del suo paese.

Un altro esempio interessante è offerto da W. J. Keith, *Literary Images of Ontario* (Toronto, University of Toronto Press, 1992). L'autore infatti ripiega immediatamente sullo studio di una sola provincia, ma poi restringere ulteriormente il raggio di analisi alla Toronto degli immigrati di origine britannica. E in una pagina autobiografica i nuovi arrivati (dagli italiani agli asiatici) sono visti, assai significativamente, come uccelli esotici che hanno scacciato la fauna locale. Keith conclude, dando voce alle incertezze che ispirano molti dei libri commentati in questa rassegna: « I make no apology for my unique, necessary limited viewpoint. This can only be my book, selective, imperfect; but no one can write a comprehensively adequate book about Ontario » (pp. 254-255). Se ad « Ontario » si sostituisce la parola « Canada », si ha un'idea abbastanza netta delle difficoltà in cui si dibattono oggi gli intellettuali canadesi.

MATTEO SANFILIPPO

Dipartimento di Studi Americani - Università di Roma III

BOOK NOTES - NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Sheila Watson, *Il doppio amo*, « Prefazione » di Gemma Persico, traduzione e « Postfazione » di Francesca Romana Paci, Marina di Patti, Il Pungitopo, 1993.

La splendida traduzione italiana di *The Double Hook*, a cura di Francesca Romana Paci, rappresenta un doppio e felice evento. Inaugura — e la cosa è di per sé rilevante — una collana, « I Canadesi », che Il Pungitopo, in collaborazione con l'Associazione Italiana di Studi Canadesi, ha ideato per proporre le opere più significative, in ambito anglofono e francofono, della letteratura del Canada, contribuendo, si spera, a risolvere quella che Agostino Lombardo, nella « Prefazione » ad una recente raccolta di racconti canadesi contemporanei, giustamente individua come « la grave contraddizione che pesa sull'attuale stato della letteratura canadese in Italia ». E la inaugura — il merito va a Gemma Persico che ci consegna anche una appassionata e competente « Prefazione » — con questo romanzo di Sheila Watson che, apparso nel 1959, può essere considerato « il primo... autenticamente moderno della letteratura canadese ». Un romanzo che, pure continuando ad occuparsi (come potrebbe essere altrimenti?) della *specificità* canadese, delle difficili condizioni di vita nella *wilderness*, nelle desolate e sconfinite praterie dove la solitudine e l'angoscia sono le principali categorie con cui i *westerners* si devono, quotidianamente, misurare, riesce, con successo, a svincolarla dal « localismo », a trasformarla, attraverso un processo mitopoietico, in qualcosa di universale. A ben guardare, infatti, nel vissuto dei protagonisti, di queste « figures in a ground » ridotte a mere voci nel deserto, eppure profondamente radicate nel contesto in cui, volenti o nolenti, si trovano ad agire, si consuma l'eterno dramma dell'esistenza umana, lo stesso che ritroviamo nei capolavori del « modernismo ». Un dramma, la cui forza d'impatto eversiva risiede non tanto nei contenuti, quanto nell'aspetto formale e nel registro linguistico, o meglio metalinguistico. Nel risultato, insomma, di un esperimento condotto, per dirla con Gemma

Persico, « anche nella dimensione di un 'primitivismo' letterario me-
more, per certi aspetti, sia di quello dai toni animistici di Lawrence,
sia di quello di E. S. Eliot e di Joyce », che fonde e stravolge la materia
narrativa, la prosciuga e la essenzializza, la libera dell'ingombrante voce
autoriale, rendendola una polifonia di voci che raccontano, trascendendo
lo spazio e il tempo, la *quest* mai risolta dell'uomo e dell'artista.

ALESSANDRO GEBBIA

Adriana Trozzi, *Fairy-Tale Criticism Within Fiction. The Feminist
Elements*, Marina di Patti, Pungitopo, 1993.

In questo interessante saggio, Adriana Trozzi analizza le raccolte
di racconti della scrittrice canadese Audrey Thomas — da *Ten Green
Bottles* a *Munchmeyer and Prospero on the Island*, da *Ladies & Escorts*
a *Real Mothers*, a *Goodbye Harold, Good Luck* — individuandovi, alla
luce della critica femminista, tutti quegli elementi, propri della *fairy-
tale*, che le connotano e le rendono un qualcosa di unico nella produ-
zione canadese contemporanea. Partendo dalle fiabe dei fratelli Grimm,
le quali, per il loro evidente simbolismo sessuale e per l'implicita tra-
sgressione, rappresentano, ancora oggi, un punto di riferimento preciso,
Trozzi si insinua all'interno dell'opera della Thomas e dimostra come
esse siano funzionali alla costruzione dei personaggi femminili nella
loro « personal quest di self-discovery e self-fulfillment ». Un processo
che si realizza attraverso l'adozione di tre metodi: l'*imitativo*, il
reinterpreativo e il *creativo*. Nel primo, la Thomas si limita a richia-
mare, o meglio a *evocare*, attraverso paralleli e paragoni, alcuni elementi
o credenze che appartengono alla tradizione popolare e suscitano una
« naturale » reazione emotiva. Nel secondo, riscrive, attualizzandole,
le fiabe del passato, ma ne conserva intatte le connotazioni simboliche
originarie; nel terzo, infine, il mondo del mito e della fiaba così assi-
milato produce una materia narrativa nuova ed originale, « subversive »
al pari, ad esempio, di quella di Angela Carter e Margaret Atwood, dove
dominano l'ironia e la parodia e dove « her own interpretation of fairy
tales can be considered as one of the many attempts within a feminist
context to provide a constructive criticism of fairy tales ». Ecco allora
che l'elemento creativo e quello critico si intersecano e coincidono

nel creare una psicologia femminile, soltanto all'apparenza in contrasto con le precedenti e consolidate prospettive femministe.

ALESSANDRO GEBBIA

Eva-Marie Kröller, *George Bowering: Bright Circles of Colour*, « The New Canadian Criticism Series », Vancouver, Talonbooks, 1992.

Scrittore creativo, eclettico, il più rappresentativo tra gli esponenti della West Coast canadese, George Bowering appare totalmente coinvolto dalla creazione verbale, dalla fascinazione, cioè, della parola in quanto tale, in quanto capace di evocare immagini immediate, visive. A ripercorrere la sua opera, in prosa e in poesia (da *Burning Water* a *Allophanes* a *Kerrisdale Elegies*, al recente *Harry's Fragments*) appare subito evidente, al di là di certo sperimentalismo esasperato, del volere a tutti i costi *épater le bourgeois*, che la sua ricerca si fonda su di una strategia visuale che si trasforma in una visione globale in cui le arti figurative e quelle legate alla scrittura si confrontano, si sovrappongono e, talvolta, si unificano. In altri termini, Bowering fa propria quella che è l'essenza stessa del *Postmoderno*, l'uso paradossale dell'« art-as-art focus » per affrontare e ridiscutere la storia, la politica, la società, e lo applica alla propria esperienza personale, al confronto diretto non soltanto con le categorie del romanzo o della poesia, quelle dell'estetica e quelle delle arti pittoriche, ma anche e soprattutto con i movimenti artistici, con le avanguardie, le più diverse e lontane le une dalle altre, apparse, negli ultimi trenta anni, sulla scena di Vancouver come di Londra.

Ecco allora che, in tale prospettiva, lo stimolante studio della Kröller, il primo di grande respiro a lui dedicato, si trasforma in una analisi comparata della storia più recente della letteratura e dell'arte canadesi, così come appaiono dalla prospettiva, tutta particolare, dello scrittore. Particolare, appunto, perché fondata su di una serie di evidenti quanto apparenti contraddizioni, le stesse che spingono buona parte della critica a vederle in termini di « insincerity which disqualifies Bowering as a socially relevant critic ». In realtà, esse sono, a detta della Kröller, il segno di una ricerca incessante (« the unrest »), di un viaggio continuo, reale e metaforico, (« a procession of mind and heart »), che lo porta ad esplorare ogni forma di genere artistico e di teoria estetica, nella convinzione che come frammenti di un *collage*,

paradossalmente finiscano per comporsi in « a new and unexpected configuration, but each of which also contains powerful elements of its traditional origins », nella rappresentazione, insomma, al contempo innovativa e provocatoria, di un mondo, quello attuale e « postmoderno », che esalta l'essere diverso, in nome di un senso che però è continuamente differito, spostato in avanti.

ALESSANDRO GEBBIA

Ildikó de Papp Carrington, *Controlling the Uncontrollable: The Fiction of Alice Munroe*, DeKalb, Ill., Northern Illinois University Press, 1989.

Fiona Sparrow, *Into Africa with Margaret Laurence*, Toronto, ECW Press, 1992.

Dagli Stati Uniti arriva il primo studio esauriente di tutta l'opera di Alice Munroe. Ci ha pensato Ildikó de Papp Carrington della Northern Illinois University, a cui già si devono una monografia su Margaret Atwood e numerosi saggi sulla narrativa canadese contemporanea. Come è suggerito l'ossimoro del titolo — *Controlling the Uncontrollable* — Carrington individua nella narrativa della Munroe un fondamentale paradosso: la trasformazione del frammento esistenziale in un insieme coerente e controllato. Questa tesi pare in contraddizione con il punto di vista della stessa Munroe, la quale ha sottolineato più volte la natura discontinua della sua scrittura. Di qui anche la forma privilegiata del racconto, fondato su istantanee agnizioni, fugaci epifanie, ritagli di percezione e, eventualmente, di verità: « I want to write the story that will zero in and give you intense, but not connected, moments of experience. I guess that's the way I see life », essa stessa ha dichiarato nel 1986 a Beverly Slopen, e nel 1982, in un'altra intervista a Geoff Hancock, ha insistito: « I see everything separate ».

Nonostante questi commenti, nel suo libro Carrington tende a dimostrare come la Munroe riesca a controllare nella scrittura i suoi labili frammenti di mondo, di realtà esistenziali e psicologiche. La grande coerenza metaforica, ad esempio, o la dialogicità o contraddittorietà dei punti di vista, o ancora la ricorrenza di alcune parole e immagini (« shame », « humiliation », « abdication », « power », « control », « lighting », e così via) contribuiscono alla complessiva

organicità delle sue raccolte di racconti. In altre parole è la tecnica a tenere sotto controllo quel che altrimenti resterebbe inafferrabile e « incontrollabile » (si veda, ad esempio, il capitolo quinto su « Controlling Memory: Mothers and Daughters, Fathers and Daughters »).

Il libro di Carrington è un libro ricco e stimolante, uno strumento, forse anche una mappa, utile a orientarsi in quello che può essere definito il sofisticato e monocromatico « labirinto » dei racconti di Alice Munroe.

Lo stesso essenziale giudizio, benché per ragioni diverse, può essere conferito a *Into Africa with Margaret Laurence*, pubblicato da Fiona Sparrow per i tipi della ECW Press di Toronto.

Se in *Controlling the Uncontrollable* Carrington si occupa per la prima volta di tutta la narrativa di Alice Munroe, con *Into Africa* la Sparrow ha finalmente colmato un vuoto negli studi su Margaret Laurence. Dell'esperienza africana di quest'ultima si è spesso parlato, senza tuttavia mai approfondirne la storia. Fino a oggi le uniche fonti restavano le varie interviste rilasciate dalla Laurence (ad esempio in *A Place to Stand On*, 1983), i suoi saggi critici sulla letteratura africana (*Long Drums and Cannons*, 1968) e la sua autobiografia (*Dance on the Earth*, 1989).

Particolarmente curata dalla Sparrow è la sezione sulla Somalia, sia perché è in quella terra che s'inaugura anche la vita artistica della Laurence — una vera e propria iniziazione al raccontare —, sia perché le due opere che ne sono scaturite — *The Prophet's Camel Bell* (1963, un diario del suo soggiorno in Somalia nei primi anni Cinquanta) e *A Tree for Poverty* (1954, una raccolta di racconti e poesie somale in traduzione) —, non hanno mai avuto vasta circolazione. Ed è forse per questo — ma anche evidentemente per gli ultimi tragici storici eventi —, che la ECW Press annuncia proprio in questi giorni la ristampa di *A Tree for Poverty*, cosa che ci auguriamo accada presto anche per *The Prophet's Camel Bell*. Quest'ultimo, come suggerisce la Sparrow, è un libro essenziale a comprendere sia l'intensità dell'esperienza somala della Laurence sia, e soprattutto, la nascita stessa della sua vocazione artistica. Basti soltanto la seguente citazione:

Whenever we think of Somaliland, we think of the line of watering places that stretches out across the Haud, and we think of the songs and tales that have been for generations a shelter to nomads on the dry red plateau and on the burnt plains of the coast, for these were the things through which we briefly touched the country and it, too, touched our lives, altering them in some way for ever.

In quel lieve « tocco » restano le origini dell'arte di Margaret Laurence: in quel lieve e breve contatto con una terra povera d'acqua e di ogni altra cosa ma ricca di canti e storie. E anche per la Laurence — come in tanti racconti della Munroe — da un frammento d'esperienza inizierà pian piano a schiudersi, in Canada, tutto un mondo da narrare e una nuova vita.

CATERINA RICCIARDI

Michael Harris, *New & Selected Poems*, Montreal, Signal Editions of Véhicule Press, 1992.

Elizabeth Havor, *Fortress of Chairs*, Montreal, Signal Editions of Véhicule Press, 1992.

Erin Mouré, *Sheepish Beauty, Civilian Love*, Montreal, Véhicule Press, 1992.

Dennis Cooley (ed.), *Inscriptions, a Prairie Poetry Anthology*, Winnipeg, Turnstone Press, 1992.

Forse anche grazie alla promozione della Véhicule Press di Montreal, come pure delle numerose iniziative collettive delle province dell'ovest, la poesia in Canada continua la sua stagione di piena fioritura. Al già ricco, decennale catalogo della casa montrealese — che vanta la presenza di D. Solway, S. Glickman, M. C. Blais, S. Scobie, M. Garneau e altri — nel 1992 si aggiunge — nella collana « Signal » — il nome di Elizabeth Harvor, apprezzata narratrice, che esordisce sulla scena poetica con *Fortress of Chairs*. Il lungo poemetto *Afterbirth* e le liriche brevi qui raccolti mostrano un dettato lirico in cui si alternano contenuti della memoria e registrazioni del quotidiano, un dettato regolato da un ritmo agile, talvolta conversazionale e narrativo, talaltra più lirico, ma sempre incisivo ed essenziale.

Con la Harvor, la Véhicule Press propone anche nuovi versi di Michael Harris e Erin Mouré. Più volte antologizzati, entrambi questi poeti appartengono alla generazione che è andata maturando negli anni ottanta.

I *New & Selected Poems* di Harris sono il frutto di un lavoro quindicennale, parzialmente selezionato da tre raccolte precedenti: *Sparks* (1976), *Grace* (1977) e *In Transit* (1985). Harris è poeta aperto a esperienze diverse, e non esclusivamente canadesi. I suoi versi, dalle precise strutture formali, lo mostrano attento a voci colte,

sensibile al fascino di personalità prorompenti (si veda l'omaggio a Emily Dickinson in *Death and Miss Emily*), interessato al mondo delle arti figurative (si veda ancora la sezione *A Visit to the Galleries*). Infine Harris ama viaggiare e di questa esperienza fa poesia (si vedano, per concludere, le numerose poesie sulla Grecia e il Mediterraneo). Egli sembra infine inserirsi in una certa tradizione americana, anche contemporanea: quella che, al di là degli sperimentalismi più estremi, adotta un tono meditativo-confessionale, oggi ancora in piena fioritura (ad esempio con Anthony Hecht).

Con *Sheepish Beauty, Civilian Love* Erin Mouré — nata a Calgary nel 1955 — è alla sua sesta raccolta. Molta strada essa ha dunque percorso dal 1979 quando, con *Empire, York Street*, il suo primo libro, vinse il suo primo Governor-General's Award (il secondo le sarà conferito nel 1984 per *Furious*, il suo quarto volume). In questo spazio di tempo essa ha certamente maturato un'evoluzione coerente da piccole a sempre più chiare (anche graficamente) rotture, o sovversioni, rispetto a una versificazione tradizionale. A differenza della poesia di Harris, quella della Mouré è una poesia che procede come flusso istintivo, come scrittura in continuo accadimento: « There is no syntax in poetry... / ...Anything can happen on the page & you can't/forsee it. No one even wants to ». Una dichiarazione metapoe-tica che spiega l'idea della poesia come evento, controllata apparentemente solo dalla pagina, ma che tuttavia resta sotto la cura di sicure capacità tecniche e retoriche. Poesia molto diversa, dunque da quella di Elizabeth Harvor e di Michael Harris. E non è un caso che la Mouré arrivi a Montreal dalle praterie.

E infatti, come ci conferma *Inscriptions*, l'antologia curata da Dennis Cooley, è nelle province della prateria e sulla costa occidentale che operano i poeti canadesi più sperimentali. Da lungo tempo ormai l'Ovest è sinonimo del nuovo, della « ricerca », come suggerisce in queste stesse pagine Robert Kroetsch, quando gioca funambolicamente con « (*ouest/or quest or*) ».

In poco più di 300 pagine qui si rappresentano ben 18 poeti, « who have long been committed to poetry and to the prairies »: da George Amabile a Douglas Barbour, da Lorna Crozier a Kristjanna Gunnars, da Robert Kroetsch a Eli Mandel, da John Newlove a Anne Szumigalski e così via, incluso lo stesso curatore. È qui, nelle praterie, che la poesia, a differenza di quella prodotta a Montreal e a Toronto, diventa quasi sinonimo di « spazio », « paesaggio », « terra », « Canada », senza dipendere in modo esclusivo o essenziale dalle coordinate del

tempo e della memoria, o del quotidiano. E non è un caso che *Inscriptions* esordisca con una lirica di George Amabile, intitolata « Prairie » che vale la pena citare almeno in parte: « a light word/.../an earth word/.../a watery word/.../a flame-shaped word/.../a word with air/ in its belly that howls/for hours or days and dries/the memory of soft conversation/to wheatdust under the tongue/like the distances we' ve come/to stand here in the sky at the top of the world ». In queste regioni, dunque, più che altrove in Canada, la poesia diviene letteralmente « topografia »: una scrittura del luogo, che è al contempo geografia della mente e spazio del discorso.

CATERINA RICCIARDI

The New Story Writers, a cura di John Metcalf, Kingston, Quarry Press, 1992.

Nella postfazione John Metcalf spiega piuttosto chiaramente che cosa ha guidato la sua scelta, del resto già anticipata nel titolo: non gli interessava raccogliere i migliori racconti dei migliori scrittori canadesi, né i più significativi dello sviluppo di tale genere in Canada, bensì voleva fornire al lettore un assaggio di ciò che, a suo parere, vi è di nuovo in questo campo. E altrettanto chiaramente dice che ciò che sancisce la novità di queste 18 *short-stories*, due per ogni autore, è la forma; ma per forma non intende solo la tecnica narrativa: « the shape of a story is the story. There is no division between form and content. New shapes allow us to see and feel in new ways; they also allow us to feel old problems and old situations with new intensity ». Naturalmente per evidenziare la novità di questi scrittori (per inciso, tre abitano in British Columbia, cinque in Ontario e uno nello stato di New York: possibile che solo queste provincie siano in grado di promuovere l'innovazione formale tanto acclamata dal curatore? E possibile che ben sei, come lui stesso afferma, « have endured [his] editorial hand »?) Metcalf traccia una veloce storia del racconto in Canada, a partire dalla stagione particolarmente fruttuosa a fine anni '60 — inizio anni '70, fino a giungere ai nostri magnifici nove. Parla delle difficoltà della sua generazione da un lato ad allontanarsi dai grandi narratori di quella precedente, dall'altro a farsi accettare da un pubblico canadese che non aveva ancora compreso proprio quegli scrittori dai quali volevano distanziarsi. Afferma che ora il pubblico

è meno prevenuto, più sofisticato (è vero? il successo di certi *trash-books* estremamente tradizionalisti e per temi e per forma non lo farebbe di certo pensare. Forse Metcalf si riferisce solo all'*audience* degli « addetti ai lavori ») e che autori già affermati e quindi « mainstream » si sono il più delle volte dimostrati disponibili a leggere, invogliare e raccomandare per la pubblicazione questi nuovi scrittori emergenti. A questo punto viene da pensare: ammesso che tutto ciò sia vero, dove è allora la rottura, dove è il cambiamento, dove sono i padri e dove i figli? Ma forse questo è solo un pregiudizio culturale che mi fa cercare in ogni processo di crescita la lacerazione e la solitudine del rito di passaggio.

GRAZIA TRABATTONI

Yasmin Ladha, *Lion's Graddaughter and Other Stories*, Edmonton, NeWest Press, 1992.

Caterina Edwards, *A Whiter Shade of Pale. Becoming Emma. Two Novellas*, Edmonton, NeWest Press, 1992.

Il primo racconto di Yasmin Ladha inizia con « I » e ci sommerge poi di parole, frasi, suoni indiani: l'impatto è netto, forte, voluto, come quando un bianco incontra una persona di colore e la prima cosa che registra, anche non volendo, è la diversità dei tratti somatici. Questo può essere un modo per affermare ad alta voce la propria particolarità di Indiana musulmana emigrata in Canada e per cercare di non perdere il patrimonio della propria eredità culturale. Così facendo rischia di allontanare il lettore, che si può smarrire nel labirinto di parole a lui oscure. Allora Ladha lo intriga, chiamandolo postmodernamente in causa: « I shan't call you reader. One who reads, hah! That's so undeclared. Blank as a daft blue form: 'Resident of?' 'In the Dominion of?' 'Port of Embarkation/Disembarkation?' 'Destitute-Festitute?' Blue muscle of power. Generic. Between you and me, there is no glint of a badge. Badges are razor sharp. Between you and me, the ink quivers. » Lo blandisce, promettendogli di eliminare ogni imbarazzante segno di esoticità, pur continuando a chiamarlo *Readerji*: « Wait, I will even wipe off my red-*bindi*, this moon-dot between my eyebrows, my *shakti*-power. And the vermilion from my hair parting. » Lo attira dalla propria parte, contrapponendolo all'odiato critico: « *Readerji*, I ask you, will the critic's privilege, his Brahmin privilege,

will it never cease? You are content to drink the incantations from his *soma* drink? He works on formulas while I, my precious reader, create. » Lo inorgoglisce, dichiarandolo indispensabile: « Without you *Readerji*, my *shakti*-power is swollen but my text is a widow, *gum-sum*/quiet-quiet/sawdust. So. So. So. Fill my arms with green, green bangles, *Readerji*. From you, my hefty fertility. And the critic/Brahmin/camel/colonizer is out, out of text! » E alla fine lo invita a cena: « Do you know *Readerji*, I make lovely kababs, full of garlic and wet coriander? You would lick your fingers dry. Now this is religion. » Il lettore è ora completamente conquistato al racconto e nessun critico lo potrà distogliere. A meno che il critico non sia il testo stesso, come in questo caso. Infatti presto l'incanto promesso si rivela illusorio: il racconto stenta, la storia langue e la voce troppo consapevole e presente della narratrice diventa quasi insopportabile. Il gioco postmoderno si rincorre di riga in riga e Ladha è sempre lì a ricordarcelo, così l'unico rimpianto è per quel kabab, promesso come saporito d'aglio e di spezie e invece cartaceo e finto come le ossa di un critico.

Un altro libro che sarebbe stato senz'altro migliore se non fosse stato appesantito e soffocato dai riferimenti critico-letterari è quello di Caterina Edwards. In « *A Whiter Shade of Pale* », per esempio, il protagonista, ascoltando la radio, torna indietro nel tempo alle estati romane della sua giovinezza da archeologo. E tutto funzionerebbe meglio se già a pagina tre, appena sotto « *We skipped the light fandango/turned cartwheels, 'cross the floor'* », Edwards non ci ricordasse, con la pedanteria di una maestra ben istruita, che già Proust era partito alla ricerca del tempo perduto: « Yet, at first, it was not the modest voice, but the song itself, George's cup of Proustian tea, that unleashed the sense of elsewhere and other. » Anche in « *Becoming Emma* » la capacità narrativa e l'acutezza di visione dell'autrice risalterebbero molto di più se non si perdesse a cercare le antenate letterarie della protagonista in Emma Bovary di Flaubert e Emma Woodhouse di Jane Austen.

Gli scrittori hanno spesso detto che i critici sono degli scrittori falliti per mancanza di capacità creativa che si vendicano sezionando e aassassinando i libri che altri sono stati capaci di scrivere. È triste constatare allora che al critico resta ben poco da uccidere dato che ci ha già pensato l'autore.

GRAZIA TRABATTONI

Richard M. Merelman, *Partial Visions. Culture and Politics in Britain, Canada and the United States*, Madison, University of Wisconsin Press, 1991.

Con una certa regolarità sociologi e politologi statunitensi tentano di tracciare paralleli tra il loro paese e il Canada. In genere quei tentativi non producono risultati molto favorevoli ai canadesi, visti molto spesso come una copia attardata degli Stati Uniti. Merelman invece non mira a diminuire l'importanza e l'autonomia del Canada, anzi spesso ne amplifica i caratteri nazionali, e sfrutta il parallelo tra le due nazioni, cui accompagna la Gran Bretagna, per rispondere a tre quesiti: è possibile capire e descrivere la cultura di una nazione?; vi sono rapporti e di quale natura tra le rappresentazioni collettive e le istituzioni sociali?; la cultura contribuisce in qualche modo alla politica?

La risposta alla prima domanda è naturalmente positiva, altrimenti il libro sarebbe stato inutile. Per quanto riguarda la seconda Merelman rifiuta la tesi di Foucault (e l'applicazione agli Stati Uniti in *The Engineering of Consent* di William Graebner) che le istituzioni manipolino le rappresentazioni collettive, intese principalmente come quelle veicolate dai mass-media. Afferma, al contrario, che tali rappresentazioni possono essere frutto, come nel caso di quella che portò alla « Rivoluzione tranquilla » nel Québec, di movimenti nati ai margini o addirittura fuori del quadro istituzionale. Infine Merelman ritiene che la cultura possa avere un suo peso nell'arena politica e che lo possa avere proprio ora. Il massimo sviluppo del consumismo post-industriale ha reso infatti disponibili gli strumenti (dai computer alle video-camere) per creare e riprodurre una produzione culturale indipendente da quella dai centri di potere istituzionali.

Le conclusioni di Merelman sono consolatorie e rifiutano il negativismo ad oltranza degli eredi di Marcuse. Tuttavia la sua analisi storica, come spesso accade ai politologi, è troppo povera e unidimensionale. Le sue previsioni appaiono quindi delle speranze più che delle proiezioni sostenute dai fatti: basti pensare alla sua idea che la suddetta Rivoluzione tranquilla ha ingenerato un meccanismo che ha portato e porterà a una maggiore integrazione nel Canada dei cittadini di lingua francese. Tuttavia sono interessanti alcune analisi specifiche, per esempio la comparazione delle modalità e delle strutture degli avvisi pubblicitari nelle riviste canadesi e in quelle statunitensi.

MATTEO SANFILIPPO

- Gilles Havard, *La grand paix de Montréal de 1701*, Montréal, Recherches Amérindiennes au Québec, 1992.
- Thierry Berthet, *Seigneurs et colons de Nouvelle France*, Cachan, Les Editions de l'Ecole Normale Supérieure, 1992.
- James G. Moseley, *John Winthrop's World. History as a Story, the Story as History*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1992.
- Lorraine Gadoury, *La noblesse de la Nouvelle-France. Familles et alliances*, Ville La Salle, Hurtubise HMH, 1992.
- Françoise Noël, *The Christie Seigneuries. Estate Management and Settlement in the Upper Richelieu Valley, 1760-1854*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992.

Negli anni '90 lo studio del periodo coloniale sembra essere in Canada decisamente fuori moda. Sui quattro studi relativi alla Nuova Francia e al Basso Canada qui recensiti (Havard, Berthet, Gadoury e Noël) ben due sono opera di non canadesi: i francesi Havard e Berthet. Inoltre in Canada non sembra aver attecchito l'ultima moda negli studi di storia coloniale, il *New Historicism*, qui rappresentato dal libro di Moseley, che invece ha profondamente trasformato negli Stati Uniti la ricerca sul periodo pre-rivoluzionario. Infine è importante ricordare che i due testi di autrici canadesi (Gadoury e Noël) — i quali, per inciso, sono comunque i migliori tra i lavori qui presi in esame — sono il frutto di tesi di dottorato completate negli anni '80 sulla scia di un dibattito che ormai non interessa più la storiografia canadese, tutta protesa verso il Novecento.

Eppure Gadoury e Noël mostrano quanto vi sia ancora da fare per approfondire problemi, quali la struttura sociale della Nuova Francia e la gestione delle signorie dopo la Conquista inglese, che pure sono già stati sviscerati in mezzo a polemiche furibonde. In particolare la prima si riallaccia al dibattito sulla natura della Nuova Francia (colonia borghese o colonia feudale?) ed evidenzia come in essa sia esistita una nobiltà vera, che ha gestito gran parte delle ricchezze e del potere locale. Gadoury ha inoltre studiato i comportamenti demografici di quella nobiltà e mostra come le sue strategie familiari siano molto prossime a quelle della madrepatria, almeno nel campo della nuzialità e in quello della natalità. Noël ha invece analizzato la gestione della proprietà di William Christie nel Basso Canada ed evidenzia come il

monopolio signorile abbia permesso il controllo di risorse economiche di primaria importanza per lo sviluppo della colonia. I signori e i loro amministratori hanno così sfruttato il retaggio feudale francese, senza per questo rifiutare i vantaggi che il primo sviluppo delle industrie coloniali poteva loro offrire. In entrambi i saggi le conclusioni e la narrazione storica sono sostenute da un'accurata e originale indagine archivistica, riassunta in meticolose appendici di documenti e statistiche.

I due volumi di autore francese sono meno innovativi. Havard ha riletto la documentazione coloniale alla luce degli studi più recenti di Delâge, Jennings e Trigger e ha ricostruito il quadro diplomatico dell'accordo raggiunto nel 1701 tra Irochesi e Francesi. Lo studio non aggiunge molto a quanto già si sapeva, ma illustra meglio l'azione dei singoli attori di quella pace. Il volume di Berthet è curioso, o meglio è curiosamente formulato. Si rivolge a un pubblico francese, cui vuole presentare un quadro organico della società canadese di antico regime. A tal scopo parte dagli assunti più retrivi degli storici tradizionalisti del Canada francese e poi lentamente li svuota dall'interno, facendo emergere che la Nuova Francia era sì una società differente dalla madrepatria (la tesi chiave del libro), ma non era per questo meno di *ancien régime* o comunque più democratica. Il libro avrebbe guadagnato a essere scritto in modo più diretto, arrivando prima al punto. È comunque, come anche quello di Havard, uno studio di indubbia solidità e mostra una buona conoscenza della documentazione e della storiografia.

Moseley affronta un tema simile a quello studiato da Berthet: la nascita di una società coloniale che si differenzia da quella della madrepatria. Suggestisce tuttavia una pratica letteraria, l'analisi dei testi, utilizzata anche da Havard per affrontare gli accordi franco-indiani, ma in genere poco sfruttata dagli storici. Lavorando sul diario del suo personaggio, Moseley mostra come Winthrop abbia cambiato di atteggiamento durante la sua esperienza coloniale e traccia le tappe della sua evoluzione: in questo quindi corrisponde a suggerimenti formulati anche da Berthet e Gadoury. La vita nella colonia era infatti per questi storici un continuo mutamento: i protagonisti della vicende coloniali dovevano adattarsi con rapidità a continui cambiamenti.

A differenza degli altri autori Moseley è più che attento alla tradizione storiografica relativa al suo campo di studi: non soltanto ricostruisce l'evoluzione di Winthrop, ma a partire da essa affronta l'evoluzione degli studi sulla Nuova Inghilterra dal Seicento a oggi. Le trasformazioni del pensiero di Winthrop gli servono infatti per capire

perché i coloni puritani abbiano avuto tanto fascino per gli storici degli Stati Uniti. A suo parere Winthrop, al tempo stesso uomo d'azione e di pensiero, seppe creare, come storico, una tradizione di studio che ancora oggi permette agli studiosi di comprendere quello che lo stesso Winthrop mise in piedi come governatore di una piccola colonia.

È questa continuità tra passato e presente che oggi sembra mancare, forse per un gigantesco meccanismo di rimozione, nell'ambito della modernistica canadese e che impedisce di continuare a prestare attenzione alla storia della Nuova Francia e del Basso Canada. Non è detto però che tagliare o ignorare le proprie radici storiche possa essere il modo migliore per costruire il proprio avvenire.

MATTEO SANFILIPPO

François Dollier de Casson, *Histoire du Montréal*, edizione critica a cura di Marcel Trudel e Marie Baboyant, Ville LaSalle, Hurtubise HMH, 1992.

Dollier de Casson (1636-1701), superiore del Séminaire de St-Sulpice di Montréal, redasse questa relazione nel 1672 con lo scopo di fornire una storia della fondazione e dello sviluppo *del* Montréal, cioè dell'area dell'intera colonia montrealese. Secondo un'interessante e originale ipotesi avanzata dai curatori — ma non sufficientemente argomentata — Dollier non pubblicò mai la sua opera a causa dell'interdetto papale del 1673 sulla pubblicazione delle relazioni missionarie (*Credite nobis caelitus*, 6 aprile 1673). La relazione è sotto forma di lettera e gli avvenimenti sono narrati secondo una disposizione annalistica, con l'aggiunta di alcuni documenti correlati facenti parte del *corpus* documentario conservato alla Bibliothèque Mazarine di Parigi. Le edizioni precedenti, ormai introvabili, non mancavano di errori. Trudel e Baboyant ci offrono dunque la possibilità di accedere con un adeguato supporto critico a questo testo di primaria importanza per la storia di Montréal dal 1640 al 1672. Questo libro dà anche modo di conoscere la singolare figura dell'autore, il bretone Dollier de Casson, soldato, poi religioso legato alla corrente spirituale di Olier e dei Sulpiziani, quindi, trasferitosi in Canada, ancora soldato e religioso (« officier-prêtre ») nelle spedizioni contro gli Irochesi. Uomo d'azione dal fisico imponente, dedicatosi anche all'esplorazione della regione del lago Ontario, Dollier è storico semplice e non molto scrupoloso nell'utilizzo

delle fonti, risultando però scrittore arguto dai toni moraleggianti. Inoltre, la sua visione « montréaliste » è senz'altro partigiana, ma la sua relazione ha il merito di costituire una base di conoscenza insostituibile sugli specifici tratti dei primi trent'anni dell'esperienza coloniale di Montréal.

GIOVANNI PIZZORUSSO

La Redécouverte de l'Amérique, numero monografico de « L'Homme. Revue française d'Anthropologie », XXXII (122-124), 1992.

Il Nuovo Mondo nella coscienza italiana e tedesca del Cinquecento, a cura di Adriano Prosperi e Wolfgang Reinhard (Annali dell'Istituto storico italo-germanico di Trento, 33), Bologna, Il Mulino, 1992.

L'importante rivista antropologica francese dedica un numero monografico all'America in occasione del cinquecentenario della scoperta. Lo spirito dell'impresa è quello di offrire ai lettori nuovi stimoli allo studio della Conquista e della colonizzazione. Come mettono in evidenza Serge Gruzinski e Carmen Bernand nel saggio introduttivo, è il fenomeno dell'occidentalizzazione del continente americano la nuova frontiera che l'antropologia deve varcare uscendo dal campo delle analisi dei gruppi indigeni preesistenti e affrontando anche lo studio dei colonizzatori e della nuova società che viene formandosi. Tutto il volume è dunque orientato a tematiche inerenti il contatto di popolazioni, lo scambio biologico e culturale, il sincretismo religioso, il *métissage*. Queste parole-chiave della ricerca prevedono il contributo della storia e delle sue fonti tradizionali. Ricordiamo, ad esempio, che Gruzinski ha coordinato una ricerca su *Ethnohistoire et archives romaines* che ha prodotto una corposa sezione dei *Mélanges de l'École française de Rome* (recensita nel volume 7, 1991, di questa rivista) coinvolgendo anche la storica canadese Dominique Deslandres. Malgrado il fatto che i saggi si occupino dell'America iberica, essi possono interessare in prospettiva metodologica anche gli studiosi del Canada proprio a causa dello sviluppo della ricerca etnostorica nello studio della colonizzazione di quel paese. Passando, con la raccolta curata da Prosperi e Reinhard, dall'antropologia e dall'etnostoria alla storia della cultura e delle idee, dalle ricerche sul campo nelle regioni tropicali americane a quelle nelle biblioteche italiane e tedesche, l'impostazione generale non muta. Anche da questo punto di vista europeo, la visione dominante è quella dello

scambio culturale. Le notizie di natura geografica, scientifica, antropologica, religiosa, sul Nuovo Mondo traversano all'indietro l'Atlantico, trasformandosi in un portentoso contributo alla conoscenza e all'immaginario delle varie aree culturali dall'Europa del Cinquecento, in questo caso quella italiana e quella tedesca nelle loro varie componenti. Da allora in avanti l'America risveglierà nella cultura europea immagini a un tempo familiari e inquietanti, frutto del compromesso in atto tra le due culture. Richiamando nel titolo il pioneristico saggio di Rosario Romeo (*Le scoperte americane nella coscienza italiana del Cinquecento*, Bari, 1954), la raccolta vuol mostrare quanto siano mutati rispetto a quasi quarant'anni fa i parametri di valutazione di tale coscienza sulla quale l'immagine dell'America non si è impressa una volta per tutte, ma si è continuamente evoluta in un costante interscambio culturale. Nuovi studi su precise fonti testuali, quali quelli offerti dai vari contributi a questo libro, possono fornire dei riferimenti puntuali all'interno del *continuum* di tale fenomeno.

Entrambe le raccolte mettono in evidenza uno dei punti centrali della produzione scientifica di qualità originata dal pretesto della ricorrenza del Cinquecentenario, cioè l'esigenza dell'Occidente europeo e americano di mettere a fuoco gli esiti del fenomeno del compromesso culturale realizzatosi in cinque secoli tra le due sponde dell'Atlantico, evitando schemi troppo stretti e predeterminati.

GIOVANNI PIZZORUSSO

Carlos Teixeira & Gilles Lavigne, *The Portuguese in Canada: A Bibliography / Les Portugais au Canada: une bibliographie*, Toronto, Institute for Social Research, 1992.

Teixeira e Lavigne, già noti per le numerose ed originali ricerche condotte su questo tema, si propongono con questo lavoro come gli studiosi attualmente più attenti ed aggiornati relativamente alla recente immigrazione portoghese in Canada.

Questa bibliografia, nell'intento degli autori un « research tool », conferma la sua utilità attraverso l'agile e ben studiata struttura sulla quale è imperniata. Il corpo delle informazioni è costituito da 761 titoli, suddivisi in due sezioni, a loro volta articolate in diverse voci.

La prima sezione, relativa a materiale bibliografico « standard », raccoglie 407 *entries* riguardanti volumi, articoli su riviste e periodici, tesi, articoli di giornali, *reports*, *papers*, manoscritti, lavori in prepara-

zione, per il periodo 1953-1991; la seconda sezione riporta 354 titoli di articoli pubblicati dalla stampa lusofona in Canada (suddivisa per provincia: Ontario, Quebec e Western Provinces) dal 1958 alla fine del 1990. Entrambe le sezioni sono completate dai relativi indici per autore e per parole chiave.

Il volume è introdotto da un breve bilancio sull'immigrazione portoghese in Canada. In questa parte viene evidenziato come l'analisi del gruppo etnico portoghese in Canada possa offrire un'opportunità alquanto unica di condurre studi *in vivo*: trattandosi di immigrazione relativamente recente, si ha la possibilità di analizzare le comunità portoghesi, costitutesi con la prima ondata migratoria tra la fine degli anni '50 e l'inizio degli anni '60, nel loro pieno sviluppo ed inserimento nella società d'accoglienza.

Le cifre delle statistiche relative alla presenza, provincia per provincia, degli immigrati portoghesi risalgono purtroppo al Census Record del 1981 (il volume infatti è andato in stampa prima della pubblicazione del Census del 1991), ma i dati sono ugualmente significativi e probanti delle tendenze del flusso migratorio.

Nonostante si trovino comunità portoghesi in tutte le province canadesi, la concentrazione maggiore si riscontra in Ontario ed in Québec, con particolare riguardo alle loro due maggiori città: Toronto e Montréal.

È interessante osservare come gli autori si soffermino sull'aspetto legato alla formazione dei quartieri etnici: oltre a brevi profili informativi relativi all'urbanizzazione dei portoghesi a Toronto, Montréal, Vancouver e Winnipeg, vengono riprodotte le mappe delle quattro città; estrapolando i quartieri ove gli immigrati lusofoni si sono inizialmente insediati; sono quindi proposte le successive evoluzioni, i mutamenti e le tendenze di spostamento.

L'organizzazione del lavoro è spiegata minuziosamente, così da fornire a sua volta uno strumento nello strumento.

Complessivamente il volume, la cui stesura nella parte di commento a supporto delle *entries* è bilingue (inglese e francese), risulta pur nella sua « compattezza » (V+79 pagg.) un interessante ed utile strumento di ricerca; e ciò non solo per coloro che seguono lo sviluppo degli studi sull'immigrazione e l'insediamento dei portoghesi insulari e continentali in Canada, ma anche, come traccia ed esempio, per chi fosse interessato alla stesura di « research tool » analoghi.

PIERO TREU

SHORT NOTICES — EN BREF

Nora Stovel, *Rachel's Children: Margaret Laurence's A Jest of God*, Toronto, ECW Press, 1992.

Patricia Monk, *Mud and Magic Shows: Robertson Davies's Fifth Business*, Toronto, ECW Press, 1992.

Questi due volumi appartengono alla collezione « Canadian Fiction Studies » che si propone di rispondere alle necessità degli studenti. Ogni volume è lungo un'ottantina di pagine e contiene un saggio che analizza l'opera di un autore canadese e alcuni supporti bibliografici. Il testo è in genere molto chiaro e i due saggi di Stovel e Monk non fanno eccezione.

(G. T.)

S. F. Wise, *God's Peculiar Peoples. Essays on Political Culture in Nineteenth Century Canada*, a cura di A. B. Mckillopp e Paul Romney, Ottawa, Carleton University Press, 1993.

Il volume raccoglie dodici saggi, scritti fra il 1965 e il 1991 e incentrati principalmente sulla storia dell'Ontario. I contributi possono essere suddivisi secondo alcuni temi principali: la formazione della cultura politica del Canada inglese, la contrapposizione fra le colonie britanniche del Nordamerica e gli Stati Uniti, la storia militare — che poi riguarda nuovamente il contrasto fra i due vicini. In molti saggi Wise esplora i confini della querelle tra Hartz e Horowitz sulle origini delle culture coloniali e in particolare di quella del Canada, portando il suo contributo a sostegno del secondo.

(M. S.)

Canadian Writers and Their Work, Poetry Series, volumi VIII e X, a cura di Robert Lecker, Jack David, Ellen Quigley, introduzione di George Woodcock, Toronto, ECW Press, 1991.

I due volumi sono dedicati rispettivamente a George Bowering, Daphne Marlatt, bpNichol, Michael Ondaatje e bill bissett, il primo, e John Newlove, Eli Mandel, Robert Kroetsch, Joe Roseblatt e Leonard Cohen, il secondo. Come sempre la presentazione di ogni poeta è affidata a uno studioso diverso e corredata da una dettagliata bibliografia. Woodcock provvede a dare il senso generale dell'opera del gruppo di autori presentati insieme e non perde occasione per far valere il suo punto di vista. È il caso, per esempio, della sua ennesima condanna di Cohen, cui viene rimproverata la trita convenzionalità dei versi. Ora Linda Hutcheon nel suo saggio sembra dire esattamente il contrario. In ogni caso, al di là di queste discrepanze, i due volumi costituiscono un'opera di riferimento di prima scelta.

(G. T.)

Robyn Sarah, *A Nice Gazebo*, Montréal, Véhicule Press, 1992.

Se si volesse sposare la teoria dell'arte del Dedalus joyciano, i racconti di *A Nice Gazebo* di Robyn Sarah, conosciuta poetessa montrealese, non rientrerebbero nella categoria della narrativa. Qui infatti l'emozione, l'anima, lo sguardo proprio del poeta sono potentemente presenti: non vi è il distacco del narrare; vi è invece la capacità di esplorare i sentimenti umani e gli episodi della vita quotidiana con una freschezza e una naturalezza per nulla *naïf* e con una verità e coerenza di tono che possono far perdonare i difetti di impianto.

(G. T.)

Caterina Ricciardi, *Northrop Frye o delle finzioni supreme*, Roma, Empirìa, 1992.

Caterina Ricciardi si propone con questa raccolta di tre saggi, uno dei quali inedito, di fare il punto sulla validità attuale di Frye. Il lavoro mira soprattutto a sondare la dimensione internazionale del critico canadese, la sua posizione tra il New Criticism, che egli contribuì

ad abbattere, e la svolta post-strutturalista, sulla quale egli ha continuato a pesare, sia pure da distante. Il lato canadese della critica fryeana resta invece in ombra, a parte un accenno nell'introduzione e due pagine all'inizio del secondo capitolo. Tale fatto riveste un suo interesse, anche se a prima vista non raccomanda la lettura di questo studio a chi si interessa soltanto di letteratura canadese. Offre infatti una spiegazione del perché la tradizione fryeana, sviluppatasi in Canada negli anni '60-'70, sia oggi completamente riusata dai più importanti critici canadesi. In realtà Ricciardi conferma con la sua attenta analisi che Frye non era veramente interessato a e non è veramente interessante per quanto riguarda la dimensione canadese. La sua problematica aveva infatti referenti critici e letterari che poco avevano a che fare con la situazione concreta della letteratura canadese.

(M. S.)

Raging Like A Fire. A Celebration of Irving Layton, a cura di Henry Beissel e Joy Bennett, Montreal, Véhicule Press, 1993.

Gabriella Morisco, *I profeti della terza solitudine. Saggi su scrittori ebrei canadesi*, Albano Terme, Piovan Editore, 1992.

I due volumi documentano l'attenzione degli studiosi italiani per la letteratura ebraica americana. Nella raccolta in onore di Layton (interessante non soltanto per le numerose testimonianze raccolte, ma anche per il profilo critico firmato da Mervin Butovsky) Valerio Bruni e Alfredo Rizzardi contribuiscono con alcuni ricordi sulle visite in Italia del poeta e con una valutazione della sua opera. Gabriella Morisco, specialista della letteratura di origine ebraica negli Stati Uniti, ha invece collegato con una premessa aggiornata alcuni saggi e interviste della prima metà degli anni '80 su A. M. Klein, Adele Wiseman e Mordecai Richler. Purtroppo i singoli testi sono datati e la premessa è troppo breve per dar conto del dibattito degli ultimi dieci anni: l'evoluzione storico-letteraria del Canada dopo il 1984 è invece stata tale da cambiare completamente non soltanto la percezione culturale, ma anche la realtà quotidiana delle comunità etniche maggiori. Le comunità ebraiche in particolare, e specialmente quella di Montréal, sono state messe sotto pressione (si pensi alle polemiche tra nazionalisti e Richler) e questo ha fatto risaltare meglio i temi relativi al razzismo.

smo implicito e all'antisionismo, già presenti nell'opera degli scrittori ebrei.

(M. S.)

Catholics at the « Gathering Place ». Historical Essays on the Archdiocese of Toronto 1841-1991, a cura di Mark George McGowan e Brian P. Clarke, Toronto, The Canadian Catholic Historical Association (English Section), 1993.

McGowan e Clark hanno curato l'edizione di 17 comunicazioni presentate nel giugno 1990 al convegno sul centocinquantesimo della diocesi di Toronto. I saggi sono divisi in cinque sezioni. La prima è dedicata alla trasformazione della diocesi grazie all'arrivo degli irlandesi verso la metà del secolo scorso (Smyth e Houston, Nicolson, Clarke, Cottrell). La seconda segue l'evoluzione del clero diocesano (Stortz, Cooper, Bouchard, Power), mentre la terza analizza l'attenzione di questo allo svilupparsi delle Toronto etniche e i problemi ingenerati dalla prima guerra mondiale (Shahrodi, Cumbo, McGowan). La quarta affronta le difficoltà economiche e politiche fronteggiate dalla diocesi dagli anni '30 ad oggi: la grande depressione, il confronto sul fascismo nelle comunità etniche, l'azione sociale, la formazione del Metropolitan Separate School Board (Beck, Pennacchio, Hogan, Brown). La quinta infine presenta le riflessioni di Robert Choquette sull'influenza della diocesi nell'insieme dell'Ontario e di John S. Moir sulla percezione protestante dello sviluppo cattolico a Toronto. Il cast degli intervenuti è di notevole rilievo, riunisce infatti tutti i migliori, nonché anche i più giovani e promettenti specialisti, della storia della chiesa cattolica nell'Ontario. E i risultati sono pari alle aspettative, che nascono dalla lettura dell'indice.

(M. S.)

Liz Bryan, *The Buffalo People. Prehistoric Archaeology on the Canadian Plains*, Edmonton, The University of Alberta Press, 1991.

L'archeologia degli indiani delle grandi praterie è, come nota l'autrice, di tipo particolare. La storia, ovvero l'impatto con la civiltà occidentale, iniziò per molte tribù soltanto nel Settecento; inoltre le

conseguenze di tale incontro divennero evidenti soltanto nel secolo seguente. Per gli autoctoni delle praterie la preistoria durò quindi quasi 12.000 anni e si concluse nel secolo passato. Naturalmente gli effetti della conquista europea si erano allora già fatti sentire: nel 1730 gli Shoshone, che avevano spadroneggiato a lungo sui loro vicini grazie al possesso di alcuni cavalli, ma che in battaglia usavano ancora mazze di pietra, furono sconfitti dai Peigan, che erano riusciti a ottenere dai Cree dieci moschetti. In ogni caso gli archeologi che scavano oggi nelle praterie possono verificare i dati del loro lavoro confrontandoli alle testimonianze riportate nelle memorie e nelle lettere degli esploratori e dei mercanti di pelli dei secoli passati. Grazie a questi racconti, che raccolgono spesso leggende e racconti indiani, l'autrice può far parlare molte testimonianze archeologiche.

(M. S.)

Silence Made Visible. Howard O'Hagan and Tay John, a cura di Margery Fee, Toronto, ECW Press, 1992.

Tay John, pubblicato nel 1939, rimase virtualmente sconosciuto sino alla riedizione nel 1974, quando fu apprezzato da George Woodcock, Michael Ondaatje e Margaret Atwood. Tuttavia anche in tale occasione l'impatto sulla critica fu minimo: il lavoro di Margery Fee si propone di ovviare questo silenzio e di trasformare *Tay John* in un « underground classic ». A tal scopo Fee raccoglie interviste, bibliografie e saggi su O'Hagan e il suo libro e utilizza questi materiali non soltanto per rivalutare lo scrittore, ma anche per proporre una diversa lettura del realismo nella letteratura anglo-canadese.

(G. T.)

Gilles Gallichan, *Livres et politiques au Bas-Canada 1791-1849*, Sillery, Les Editions du Septentrion, 1991.

Coronando più di un decennio di studi sulle biblioteche e sulla circolazione del libro nel Québec, Gallichan propone di studiare la cultura politica del Bas-Canada (1791-1849) alla luce delle grandi biblioteche (pubbliche e private) di Québec e di Montréal, formatesi in quei decenni. I volumi, raccolti in quelle biblioteche, servirono a im-

portare le idee rivoluzionarie dall'Europa — e quindi furono in qualche modo responsabili delle sommosse del 1836-1837. Inoltre le imprese di stampa locali permisero di polarizzare il dibattito « bas-canadien » e di esplicitarlo in una larga messe di libri, giornali, riviste, opuscoli. Studiare le biblioteche in contrappunto alla storia politica permette quindi di vedere come l'elemento locale e quello internazionale si siano bilanciati e come e quanto abbiano circolato le nuove idee.

(V. M.)

Marcel Bellavance, *Le Québec et la Confederation: Un choix libre? Le clergé et la constitution de 1867*, Sillery, Les Editions du Septentrion, 1992.

L'influenza del clero quebecchese sul comportamento elettorale dei cattolici nella seconda metà dell'Ottocento è un elemento noto agli storici. La valutazione di tale fenomeno è rimasta fino ad oggi su un piano qualitativo, basata ad esempio sullo studio dell'ideologia ultramontana (Nadia F. Eid) o dei rapporti tra il Québec e la Santa Sede (Roberto Perin). L'approccio di Bellavance riesce invece a spiegare in quale modo e in quale misura tale influenza fu preparata dal clero e venne corrisposta dagli elettori dell'elezione che portò alla vittoria il partito conservatore fautore, al pari della Chiesa cattolica, dell'entrata del Québec nella Confederazione. Rifacendosi alla metodologia della sociologia religiosa e politica francese, l'autore opera — con l'aiuto della statistica informatizzata — una ricostruzione quantitativa del *pays légal*, la ristretta cerchia di proprietari con diritto di voto che ha costituito l'obiettivo specifico dell'abile pressione del clero per far pendere l'ago della bilancia in favore del partito conservatore. Le cause generali di natura ideologica e socio-economica evidenziate dagli studi precedenti sono insufficienti in quanto afferiscono al *pays réel* che tuttavia non poteva esprimersi attraverso il voto censitario e dunque non era il destinatario della propaganda dei parroci. Ciò non significa che Bellavance neghi il valore della propaganda ideologica attraverso i *mandements* dei vescovi e l'azione della stampa. Confermando le motivazioni generali che spingevano il clero ad appoggiare l'entrata del Québec nella Confederazione, egli mostra il peso decisivo dell'azione capillare dei parroci, spesso parenti o legati in vario modo ai cattolici votanti, e del controllo che

essi potevano esercitare sulle coscienze considerando peccato mortale il voto ai *Rouges* liberali.

(G. P.)

Massimo Firpo, *Inquisizione romana e controriforma. Studi sul cardinale Giovanni Morone e il suo processo d'eresia*, Bologna, Il Mulino, 1992.

Antonio Menniti Ippolito, *Politica e carriere ecclesiastiche nel secolo XVII. I vescovi veneti tra Roma e Venezia*, Bologna, Il Mulino, 1993.

Il nostro progetto di ricerca sulle relazioni tra la Curia romana e la neonata chiesa cattolica canadese ha da tempo rivelato come sia necessario conoscere non soltanto la storia di quest'ultima, ma anche la genesi e lo sviluppo della prima. I due libri qui presi in esame sono a tal proposito guide essenziali per il periodo tra il 1540 e il 1690.

Firpo ha raccolto in volume alcuni saggi nati dalla monumentale fatica, sua e di Dario Marcatto, per la pubblicazione de *Il processo inquisitoriale del cardinal Giovanni Morone. Edizione critica* (5 voll., Roma, Istituto Storico Italiano per l'Età Moderna e Contemporanea, 1981-1989). Egli parte quindi dall'enorme documentazione raccolta in un decennio di ricerche per tracciare i nuovi confini del dibattito su Riforma e Controriforma in Italia, sui movimenti evangelici e sulle battaglie all'interno della stessa Curia romana. In particolare Firpo ribalta la tradizionale visione jediniana sui modi e i tempi della controriforma tridentina ed evidenzia come a Roma si siano scontrate per decenni due opposte tendenze: una interessata al rinnovamento delle istituzioni in chiave anti-eretica e l'altra toccata personalmente dalle implicazioni del dibattito teologico originato dalla Riforma protestante. Questo scontro si protrasse per alcuni decenni determinando quello che a molti storici è apparso soltanto un andamento ondeggiante, mentre era invece la spia di un profondo conflitto intestino.

Menniti Ippolito parte da un proposito apparentemente più modesto, la carriera curiale del veneziano Pietro Ottoboni, asceso al Soglio pontificio come Alessandro VIII, per inquadrare la lotta tra Venezia e la Santa Sede nel Seicento. Questo procedimento lo spinge a riflettere e a scrivere pagine molto innovative sulla Curia romana, di cui svela i meccanismi e le dinamiche interne. Allo stesso tempo mette in

evidenza come lo scontro tra Roma e Venezia non sia una partita a due, ma veda in campo tre squadre. Al conflitto partecipano infatti le diplomazie dei due stati, ma anche le famiglie che godono dei privilegi ecclesiastici contesi e che spesso perseguono fini e strategie indipendenti, se non contrastanti, da quelli del governo veneziano e dei funzionari romani.

(M. S.)

La peinture au Québec 1820-1850. Nouveaux regards, nouvelles perspectives, Québec, Musée du Québec - Les Publications du Québec, 1991.

Ann Davis, *The Logic of Ecstasy. Canadian Mystical Painting 1920-1940*, Toronto, University of Toronto Pres, 1992.

Il primo volume è il catalogo della mostra omonima che ha girato il Canada tra l'ottobre 1991 e il gennaio 1993 e ha attirato numerosi visitatori a Québec, Montréal, Halifax, Ottawa e Vancouver. Al catalogo vero e proprio sono premessi quattro saggi tematici sul mercato pittorico (Porter), il ritratto (Bourassa), i paesaggisti britannici (Prioul) e l'estetica (Lacroix) nel Basso Canada. Le 450 pagine del catalogo sono invece suddivise in tre sezioni cronologiche: 1790-1820, 1820-1850, 1850-1860. Ogni sezione raccoglie le schede sulle opere esposte, nonché notizie critico-biografiche sugli autori. Nel complesso si tratta di un lavoro fondamentale per comprendere la genesi della pittura canadese.

Ann Davis analizza invece i richiami mistici nelle opere di artisti quali Emily Carr, Fred Varley e Lawren Harris. Di fatto il suo libro studia quindi la pittura maggiore del Canada inglese tra le due guerre e ne evidenzia la tradizione religiosa. Infatti, secondo l'autrice, la forte attenzione di questi artisti al problema della rappresentazione della natura fu la logica conclusione di una peculiare formazione mistico-religiosa. Grazie ad essa quei pittori raggiunsero risultati eccezionali, perseguendo una linea completamente estranea alla coeva tradizione pittorica occidentale. La prospettiva di Davis è stimolante, anche se a volte un po' forzata.

(P. P.)

Canadian Literature Index 1988. A Guide to Periodicals and Newspapers, a cura di Janet Fraser e Allan Weiss, Toronto, ECW Press, 1992.

Ruth Panofsky, *Adele Wiseman. An Annotated Bibliography*, ECW Press, 1992.

Irene Niechoda, *A Sorcery for Books 1 and 2 of bpNichol's 'The Martyrology'*, Toronto, ECW Press, 1992.

The Letters of Conrad Aiken and Malcom Lowry 1929-1954, a cura di Cynthia C. Sugars, Toronto, ECW Press, 1992.

The Letter of John Sutherland, a cura di Bruce Whiteman, Toronto, ECW Press, 1992.

Nell'arco di pochi mesi la ECW Press ha pubblicato un numero impressionante di strumenti di consultazione e di documenti utili a comprendere lo sviluppo della letteratura canadese di lingua inglese. L'*Index* (quarto volume di una serie disponibile dal 1985) raccoglie gli articoli apparsi su giornali e riviste canadesi e internazionali. Il lavoro non è onnicomprensivo e purtroppo appare con un certo ritardo rispetto alla data di pubblicazione dei singoli articoli. Tuttavia è molto utile per la ricostruzione della bibliografia di o su un singolo autore o una singola corrente. Allo stesso scopo — la ricerca su un singolo autore — risponde anche la bibliografia di Adele Wiseman, curata con grande attenzione da Ruth Panofsky, che ha schedato persino gli articoli apparsi in Europa.

Il libro di Niechoda è di natura alquanto diversa. Nasce infatti dallo studio dei manoscritti di Nichol nella collezione dell'Università Simon Fraser e mira a svelare alcuni passi misteriosi delle composizioni di quest'ultimo, L'autrice ricostruisce le scelte volute da Nichol e il significato dei suoi componimenti, partendo dalle varianti originali. L'epistolario di Aitken e Lowry illustra invece la genesi di *Under the Volcano* e raccoglie i commenti di Lowry sulla sua permanenza in Canada. Le *Letters* di John Sutherland sono infine un sussidio importantissimo, antologizzando non soltanto le considerazioni letterarie dell'autore (particolarmente interessanti i suoi scambi con Desmond Pacey), ma anche documentando la sua attività come curatore di riviste e pubblicazioni.

(P. P.)

R.C.M.P. *Security Bulletins. The War Series, 1939-1941*, a cura di Gregory S. Kealey e Reg Whitaker, St. John's, Committee on Canadian Labour History, 1989.

The Persistence of Technology, numero monografico di *Material History Review* (36, autunno 1992).

Sono due pubblicazioni secondarie, ma ricche di spunti. Il volume curato da Kealey e Whitaker raccoglie i notiziari della Royal Canadian Mounted Police durante i primi anni della Seconda Guerra Mondiale e documenta il modo spesso superficiale e i pregiudizi in base ai quali venivano schedati i gruppi politici e quelli etnici. Vi sono molte informazioni sugli italiani: sui fascisti, in quanto alleati dei nazisti, e sugli antifascisti, perché si temeva che l'influenza comunista li spingesse a sostenere l'Unione Sovietica. Un indice dei nomi e delle organizzazioni schedate facilita la consultazione.

Material History Review è pubblicata dal National Museum of Science and Technology, fondato a Ottawa nel 1967. La rivista è nata nel 1986 come un semplice bollettino di collegamento tra i ricercatori, ma oggi non si limita a presentare i rapporti delle ricerche organizzate dal museo e offre anche dei numeri monografici. Gli articoli di quello qui recensito non riguardano soltanto il Canada, ma anche gli Stati Uniti e la Gran Bretagna. I saggi di argomento canadese spaziano dallo studio degli autobus e dei filobus prima della Seconda Guerra Mondiale alla produzione di chiodi nella Montréal del secolo scorso e a quella del ferro in tutta la provincia del Québec.

(A. C.)

The Thinking Heart. Best Canadian Essays, a cura di George Galt, Kingston, Quarry Press, 1991.

Nella prefazione Galt rivela che oggi non si leggono più i saggi di media lunghezza, che sono soffocati tra la dimensione breve e superficiale dell'articolo su quotidiani e periodici e quella più lunga, ma in genere meno brillante, del libro. Per rilanciare il genere letterario da lui amato, Galt ha quindi raccolto una serie di interventi di scrittori e giornalisti in una antologia non monotematica. I singoli componenti vanno quindi da un argomento all'altro, quasi senza continuità.

anche se alcuni si richiamano tra loro: per esempio il pezzo, molto bello e molto sentito, sulla crisi del femminismo in Canada (Atwood) e quello, altrettanto sentito, sulla difficoltà di viaggiare per una donna sola (Farr); oppure il saggio, più manierato, sul ruolo delle frontiere nella letteratura nordamericana (Blaise) e quello sulle mitologie canadesi (Thorsell). Alla fine del libro si ha l'impressione che Galt sia riuscito a suffragare il proprio punto di vista.

(M. S.)

Michael Howlett & M. Ramesh, *The Political Economy of Canada. An Introduction*, Toronto, McClelland and Stewart, 1992.

Crossing the Line. Canada and Free Trade with Mexico, a cura di Jim Sinclair, Vancouver, New Star Books, 1992.

Il libro di Howlett e Ramesh si propone come il nuovo manuale di economia politica canadese e procede lungo un duplice binario. Da un lato la teoria: il primo capitolo metodologico e i tre successivi sullo studio rispettivamente dell'approccio liberale, di quello socialista e della Staple Thesis. Dall'altro la pratica: struttura e organizzazione dell'economia, dello stato, della forza lavoro e del capitale canadesi. In mezzo un capitolo sull'economia politica internazionale, dedicato quasi esclusivamente all'accordo sul Free Trade con gli Stati Uniti e infine due capitoli sulla macro- e sulla micro-economia politica. La breve conclusione delinea uno scenario di scontro fra un capitalismo neo-conservatore e anti-statalista e un neo-keynesismo statalista.

Howlett e Ramesh si mantengono formalmente molto neutri, anche se è evidente il loro disdegno per l'anti-americanismo dei neo-innisiiani. Non dovrebbero quindi aver gradito l'impegno anti-Free Trade degli autori di *Crossing the Line*. Una serie di saggi-inchiesta sull'economia canadese, statunitense e messicana mostrano quali saranno i prezzi da pagare a breve termine per il North American Free Trade Agreement. Inoltre Marjorie Griffin Cohen segnala quali saranno i peggioramenti strutturali che tale politica commerciale produrrà in un'economia già indebolita.

(V. M.)

Canada on the Threshold of the 21st Century, a cura di C. H. W. Remie e J.-M. Lacroix, Amsterdam, John Benjamin Publishing Co., 1991.

La francophonie et le Canada, a cura di André Bernard e Jean Tournon, Talence, Association Française d'Etudes Canadiennes, 1992.

Negli ultimi 15 anni gli studi canadesi hanno attirato molti studiosi europei. In un primo tempo il Canada è infatti apparso come un'isola felice, nella quale molti problemi europei erano stati infine risolti. Poi è diventato una sorta di mega-laboratorio nel quale verificare il risorgere delle tendenze alla frammentazione etnica, regionale e religiosa. Questi due aspetti sono presenti nelle pubblicazioni qui presentate, che assumono così un valore quasi paradigmatico.

Il volume curato da Remie e Lacroix raccoglie gli interventi alla prima Conferenza europea di studi canadesi (Amsterdam, 24-27 ottobre 1990). I testi sono suddivisi in otto sezioni, in genere create attorno alla nozione di sfida: sfida demografica, ambientale, economica e diplomatica. Altre sezioni sono più descrittive, ma evidenziano aspetti egualmente problematici: l'evoluzione dei modelli di popolamento, l'emergere di una cultura canadese, le trasformazioni delle strutture politiche e le relazioni con gli autoctoni. Un buon terzo degli oratori era di nazionalità canadese, così che il libro è allo stesso tempo una riflessione europea sul Canada e una presentazione di quest'ultimo da parte di studiosi canadesi.

Il volume sulla francofonia raccoglie gli atti del convegno della Associazione francese di studi canadesi, tenutosi a Grenoble il 2 e 3 maggio 1990. Il tema è perseguito con rigore, grazie anche alla compattezza di un libro di dimensioni ridotte, e molti testi sono di qualità notevole. In particolare merita di essere segnalato il lungo saggio di Jean-Philippe Thérien sul ruolo della francofonia nella politica esterna del Québec.

(P. P.)

L'âge de la prose. Romans et récits québécois des années 80, cura di Lise Gauvin e Franca Marcato-Falzone, Roma-Montréal, Bulzoni-VLB, 1992.

Questo piccolo, ma interessante volume apre una discussione paritetica tra critici quebecchesi e italiani sulla letteratura del Québec. L'ope-

ra è divisa in due sezioni: la prima più generale, raccoglie saggi tematici scritti dai quebecchesi. L'altra, più analitica, è redatta dagli italiani, che studiano singole opere dell'ultimo decennio. Complessivamente l'integrazione tra i due approcci riesce bene e gli studiosi italiani fanno un'ottima figura. Tuttavia viene da chiedersi come mai continuano a preferire il metodo analitico e non tentino, seguendo, per altro, la stessa critica canadese (di lingua francese e di lingua inglese), saggi di più grande respiro, abbandonando lo studio di singole opere o di singoli autori a favore della discussione di generi, canoni, correnti e generazioni. Il livello raggiunto mi sembra ormai tale da poter, anzi da dover, compiere questo ulteriore salto qualitativo.

(M. S.)

Piero Bevilacqua, *Breve storia dell'Italia meridionale dall'Ottocento a oggi*, Roma, Donzelli, 1993.

Numerosi studiosi italo-canadesi hanno analizzato negli ultimi anni l'emigrazione dall'Italia meridionale al Canada. Spesso le loro opere sono, però, alquanto deboli sul versante della storia delle regioni di partenza e la stessa debolezza è avvertibile anche in molti contributi statunitensi. Questo saggio di Bevilacqua dovrebbe quindi essere tradotto al più presto in inglese, perché è il più agile profilo sintetico della storia dell'Italia meridionale oggi disponibile, concede ai flussi migratori il loro giusto spazio, mette sacrosantamente in discussione concetti quali « modernizzazione », « arretratezza » e « sottosviluppo », è dotato di una bibliografia (anche in inglese) ragionata che sarebbe estremamente utile per gli studiosi nordamericani. Merita infine di essere segnalato che questo lavoro — frutto non soltanto di anni di ricerche, ma anche di una lunga esperienza di docente universitario e di conferenziere nelle scuole superiori — inaugura una nuova collana di un nuovo editore: un vero atto di coraggio nel panorama del mercato librario italiano.

(M. S.)

P. B. Waite, *The Loner. Three Sketches of the Personal Life and Ideas of R. B. Bennett, 1870-1947*, Toronto, University of Toronto Press, 1992.

Nelle tre Joanne Goodman Lectures (1991) che compongono questo volumetto Waite ha cercato di rivalutare, politicamente e umana-

mente, R. B. Bennett, il primo ministro conservatore, generalmente identificato con la crisi degli anni '30. Il testo è ben scritto, i documenti analizzati con finezza e il caso è quindi ben presentato. Chissà se i suggerimenti di Waite saranno ripresi in qualche studio di maggior ampiezza?

(M. S.)

Kenneth Radu, *Home Fires*, Montréal, Véhicule Press, 1992.

Ontariano di nascita e di primi studi, spostatosi poi nelle Marittime e infine ritornato verso ovest, ma arrestandosi nel Québec, dove insegna letteratura inglese al John Abbott College di Ste-Anne-de-Bellevue, Radu ha avuto una vita sufficientemente tranquilla da spingerlo a scrivere romanzi « rischiosi ». Non tanto, però, sul piano dello sperimentalismo, che anzi la sua scrittura è assai tradizionale, quanto su quello dei contenuti, della passione di giocare con soggetti di cattivo gusto. Di qui la sua galleria — troppe volte noiosa — di sexy shops, stalloni a pagamento, piromani, ubriacconi, partouzes. Un libro ben scritto, ma forse troppo mirato a « épater le bourgeois ».

(M. S.)

Adeene Karasick, *The Empress Has No Closure*, Vancouver, Talonbooks, 1992.

Ann Diamond, *Terrorist Letters*, Montréal, Véhicule Press, 1992.

Due raccolte di poesia vicine nel loro tentativo di scardinare l'ortodossia poetica, la predominanza maschile e il conservatorismo politico. Karasick ricorre alla decostruzione e al pluralismo: « ' jew i jewish ' Je, i / jouissance, jew / essence en jeu, am / ' jew-ich ' juden i » (« Alefbet », p. 55). Diamond all'humour nero e alla provocazione politica, raccontando le storie della moglie di un immaginario dittatore, oppure ricordando: « That year I lived in a suburb of Hell » (« Fin de siècle », p. 51). In entrambi i casi il gioco diviene a volte troppo scoperto e scontato. Tuttavia entrambe le autrici hanno una forte personalità, che permette loro di cavarsela anche quando si affidano troppo spesso alla sorpresa programmata.

(M. S.)

LIFE OF THE CENTRE - VIE DU CENTRE

The last year at the Centre has been shaped by events and developments in Canada, which despite a distance of thousands of kilometres and the buffer of an ocean have directly affected activities in Rome. In particular, the institutional restructuring that was triggered by Government announcements early in 1992 has had ramifications which even at the time of writing, more than a year later, have not been completely clarified. Planning for the long, or even the medium term has been difficult.

The year's uncertainties have been mirrored in the Centre's activities and in the circle of people associated with it. Dr. Marzia Basile, who since 1988 has been indispensable as Assistant to the Director, as of September, 1992, manages to concentrate the most essential aspects of her responsibilities in the mornings of a working day. In the afternoons, the office is staffed by a second part-time employee who has responsibilities in specific programs. From September 1992 through April 1993, this position was held by Giuliana Capasso, and since then by Dr. Sabrina Cacci, who is quickly and cheerfully becoming familiar with the complexities and frustrations of computerized databases.

David Gentilcore returned to Cambridge and to the fellowship he suspended in order to serve as CACI's Director from 1991 to 1992. His leadership and his balanced and shrewd judgment have contributed much to the Centre's effectiveness and continued development. They also have earned him the respect and continued appreciation of all those associated with the Centre. The uncertainties of the current year precluded the appointment of a long-term resident director for a term beginning in 1992. Responding to the Centre's needs, the University of Calgary generously permitted me to accept the position for 1992-93, during a period of sabbatical leave.

The Centre's ongoing work on behalf of the Canadian University community continued unabated throughout the year. Replies to requests for information, letters of presentation, applications for admission to museums and monuments on behalf of individuals and groups, and,

increasingly, assistance in rapid communications by fax and electronic mail are among the basic services the Centre provides for its Canadian constituents. In addition, a growing number of Italian academics, and an even larger number of advanced students in the flourishing programs of Canadian Studies at Italian universities, have come to use the Centre's services. The Library at Palazzo Cardelli, despite its notable lacunae, is among the largest collections in Italy of publications on Canada, and of Canadian scholarly books and periodicals. It has become an important source of information for Italian students who are preparing theses, particularly on literary and historical subjects. Readers come from as far away as Genoa, Bologna and Naples. In exceptional cases, where particularly important material is not held by the Centre, we have been able to secure Inter-Library loans for our readers, thanks to the generosity of the National Library of Canada.

Canadian scholars in Rome for various periods of time during the year included a number of sabbaticands who spent all or part of their leave here, and for whom the Centre has been a point of reference and support. Other visitors came for shorter periods, often en route to other venues, and some of our guests were advanced students. The persons in Rome for more than passing visits included Kenneth Bartlett (University of Toronto), Peter Blackman (University of British Columbia), Joseph Bryant (University of New Brunswick), John Burbidge (Trent University), Josephine Castagna (University of Windsor), Ken Cavalier (University of Manitoba), Luba Eleen, Roberta Frank, Walter Goffart (all University of Toronto), Trevor Hilton, Pierre Larochelle (Université Laval), John Osborne (University of Victoria), John Porter (University of Saskatchewan), Luisa Quarta (University of Toronto), Rose Marie San Juan (University of British Columbia), Valeria Sestieri Lee (University of Calgary), Isabel Spalding (Emily Carr College of Art and Design, Vancouver), Bruce Strang (McMaster University), Donald Tremblay (McGill University), J. van der Leest (Mount Allison University), Catherine Woolfitt (Queen's University) and John Zucchi (McGill University). There was also a particularly large group of students in the annual program of the University of Waterloo School of Architecture, as well as a smaller group of students from Carleton University's architecture program. On behalf of both groups the Centre made arrangements for visiting sites in Rome and outside. The Carleton group also used space at Palazzo Cardelli for meetings and seminars.

In the course of the year the Centre organized a number of public lectures and seminars. The speakers were: Moura Quayle, « Green

Ways - Public Ways: The Canadian Urban Landscape » (13 October); Mark Pluciennik, « Forked Tongues: Archaeology, linguistics, genetics and the spread of agriculture in Europe » (3 March); Jill Caskey, « The Rufolo family of Arvello and the art of Mercatantia » (10 March); Caterine Bemmann, « The Cornucopia as a Symbol of the Ptolemaic Ruler Cult » (17 March); Mika Kajava « Cn. Piso (cos. 7 BC) and the *tituli eradendi*. Some Remarks on the Erasure of Inscriptions in the Roman World » (24 March); Jonathan Wisenthal, « The Crooked Roads of Genius: The Real Nature of Bernard Shaw's Plays » (29 April); David Atkinson, « Archaeology, Romanità and landscape in Fascist Rome » (28 April); Wolfgang Ernst, « Archaeology as a provocation to History: The case of Rome » (5 May); Molly Lindner, « What did a Vestal look like? Patterns and Inconsistencies in the Portraits of the Vestal Virgins » (12 May); Steven Hijmans, « Did the Roman Sun Really Rise in the East? A Reassessment of the Origins and Character of Sol Invictus » (19 May). The Centre also hosted a day's sessions in a conference that was organized in conjunction with the Ecole française de Rome, the Istituto di Storia del Medioevo e dell'espansione europea, University of Genoa, and the Pontificia Università Urbaniana. The meeting took place on 3-5 December 1992. It dealt with various aspects of the subject of missions (« Les frontières de la mission/Le frontiere della missione »). The conference was opened by Philippe Boutry of the Ecole française de Rome, and the speakers included Claude Prudhomme, « Centralité romaine et dynamiques missionnaires »; Dominique Deslandres, « La France missionnaire au XVII^e siècle: missions intérieures et premières missions canadiennes »; Bernard Heyberger, « Pro nunc, nihil respondendum. Recherche d'information et prise de décision à la Propagande: l'exemple du Levant (XVIII^e siècle) »; Stefania Nanni, « Nuovi popoli di Dio. L'idea di missione nella crisi della Chiesa di Antico Regime »; Giovanni Pizzorusso, « Propaganda Fide e l'organizzazione delle missioni sulla frontiera etnico-religiosa delle Antille nel XVII secolo »; Matteo Sanfilippo, « L'abito fa il missionario? Abbigliamento e strategie missionarie dal XVI al XX secolo »; Bernard Dompnier, « Le clergé français et les missions au XVII^e siècle: le proche et le lointain »; Alain Cabantous, « Les finistères de la catholicité. Identité maritime et missions littorales en France au XVII^e et XVIII^e siècles »; Eutimio Sastre-Santos « Battesimo della società (America Latina, sec. XVI) »; David Gentilcore, « L'impatto delle missioni interne nel Regno di Napoli (sec. XVII-XVIII) »; Alain Croix, « L'appel au sens. Les langages des missions bretonnes au XVII^e siècle »;

Ianna Capaldo « Il matrimonio per i bulgari cattolici nel sec. XVIII fra rituali tradizionali e norma romana »; Paule Brasseur, « Les premiers missionnaires à la Côte d'Afrique (Spiritains et Missions africaines de Lyon) face aux religions traditionnelles »; Françoise Raison, « Évangéliser les hommes dans leur société ou mettre à part les convertis: les options concernant les stations missionnaires en Afrique orientale et à Madagascar ». The conference ended with a round-table discussion by Gabriella Airaldi, Philippe Boutry, Louis Chatellier, Luca Codignola, Gérard Delille, P. Willi Henkel and Adriano Proserpi.

The long-term research project aimed at preparing a calendar of documents of Canadian interest, held by ecclesiastical archives in Rome, has continued, albeit under modified terms of reference and with funding from a new source, the Multiculturalism Secretariat. Focus of the research in the months from October, 1992, to March, 1993, have been the approximately 6,000 pertinent documents dating to the pontificate of Benedict XV (1914-1922), held by the Vatican Secret Archives. The project remains under the direction of Roberto Perin (Atkinson College, York University). Matteo Sanfilippo and Giovanni Pizzorusso, the researchers who in recent years have been engaged in the archival research, stay closely associated with the Centre, which in turn continues to provide administrative support for the project.

The Centre has also agreed to assist in administering a research project which aims at the preparation of a systematic bibliography on the diplomacy of the Holy See. This project grew out of a conference organized by Peter Kent (University of New Brunswick, Fredericton) and will be co-ordinated by Msgr. Charles Burns of the Vatican Secret Archives. Financial support has come from the Irani Foundation.

In the area of archaeology, the Centre has made application to the Italian authorities for an excavation permit on behalf of a team headed by David Lubell (University of Alberta) and Margherita Mussi (Università di Roma « La Sapienza »). Their project, now well launched, is focused on the prehistoric human habitat of the Fucino basin and has already brought important results. As in previous years, the Centre is again providing logistical support for the ongoing excavations at Gravina di Puglia by a Canadian team, headed by Alastair Small (University of Alberta). In the current season several dozen scholars and students will participate in the dig, which has revealed a villa built between 150 and 125 BC, surrounded by a village of the same period. The excavation has provided evidence for the new type of rural settlement that followed the Roman conquest of Southern Italy,

including information on farming practices and on the rural economy and society.

The project which in the first half of 1993 has focused much attention and activity at the Centre is aimed at updating the database on research links between Canada and Italy, which was first created in 1989. The growing body of available information gave rise to two substantial reports on projects in the Natural Sciences and Engineering and in the Humanities and Social Sciences, prepared, respectively, in 1990 and 1991. By July, 1993, a series of comprehensive reports will summarize the impressive number of research undertakings (in excess of 900) that link members of the research communities in the two countries to one another. The projects range in subject area from biotechnology to literary criticism and are explicit proof that Canada and Italy have more in common than a mutual romantic appreciation of each other's culture and landscape.

That Canadian scholars and scientists have much to gain from working in Italy and with Italian colleagues is one of the premises on which the Canadian Academic Centre in Italy was founded. Another is that Canadians can work better and more efficiently in Italy with the support of an organization which provides them with a base of operation and which helps open doors for them. Both premises have proved themselves many times over in the fifteen years of the Centre's existence. Canada's economic hardships of the moment pose a serious challenge to many institutions, and the Centre is no exception in this regard. But challenges exist to be met, and the Centre's future will depend on the will of those who are determined to ensure its continued success.

EGMONT LEE

Le fonds « Leonard E. Boyle »

Ce fonds a été créé par l'Institut canadien de la Méditerranée en l'honneur de Leonard E. Boyle, O.P., qui a été un soutien du Centre Académique Canadien en Italie (CACI) depuis sa création et son directeur en 1985-86. Le fonds voudrait rendre hommage à l'éminent érudit qu'est Père Boyle, à sa longue carrière à titre de professeur à l'Institut Pontifical des Etudes Médiévales de l'Université de Toronto, et pour les services qu'il rend actuellement à la communauté savante en tant que Préfet de la Bibliothèque du Vatican. Ce service rendu à tous les Canadiens lui a valu les honneurs de l'Ordre du Canada.

Le fonds donne aux admirateurs du Père Boyle l'occasion de lui exprimer leur respect et leur reconnaissance pour son travail soutenu auprès de la communauté savante. Les contributions seront tenues en dépôt par l'Institut canadien de la Méditerranée. Ces argents serviront à l'expansion et au maintien de la bibliothèque du CACI. La bibliothèque est logée dans les locaux du Centre, dans le Palais Cardelli à Rome, et est à la disposition des lecteurs canadiens et italiens à des fins de recherche et de référence. Les livres acquis avec les revenus provenant de la dotation seront identifiés comme tels.

Les contributions peuvent aussi bien provenir de particuliers que d'organismes privés ou publics. Le paiement peut être effectué par chèque ou mandat à l'ordre de l'Institut canadien de la Méditerranée, 113 Osgoode Street, Ottawa, Ontario K1N 6S1, en spécifiant « Fonds de la bibliothèque L. E. Boyle ». L'Institut canadien de la Méditerranée est un organisme de bienfaisance enregistré et il peut émettre des reçus pour fin d'impôt. L'Institut accepte toutes contributions et sera heureux d'accepter aussi des engagements pour une période de deux à dix ans. Une liste des collaborateurs dont la donation aura été reçue avant le 30 mai de chaque année, et qui n'auront pas demandé de garder l'anonymat, sera publiée dans les numéros subséquents des *Annali Accademici Canadesi*, le journal du CACI. Les donateurs de montants excédant \$ 250.000 recevront à titre d'hommage un exemplaire des *Annali*.

The Leonard E. Boyle Fund

This fund has been established by the Canadian Mediterranean Institute in honour of Leonard E. Boyle, O.P., who has been a supporter of the Canadian Academic Centre in Italy since its inception and its Director in 1985-86. It is intended as a modest acknowledgement of Father Boyle's eminence as a scholar, of his long career as a dedicated teacher at the Pontifical Institute of Medieval Studies, University of Toronto, and of his current service to the scholarly community as Prefect of the Vatican Library. His service to all Canadians has earned him the Order of Canada.

The fund provides an opportunity for Father Boyle's admirers to give expression to their respect and good wishes for his continued activity on behalf of scholarship and scholars. Contributions to the endowment will be held in trust by the Canadian Mediterranean Institute. Income will go toward expanding and maintaining the Library of the Canadian Academic Centre in Italy. This Library is housed in the Centre's quarters in Palazzo Cardelli in Rome and serves Canadian and Italian readers for reference and research purposes. Books acquired with revenues from the endowment will be accordingly identified among the Library's holdings.

Contributions to the endowment are welcome from individuals as well as from private or public organisations. Payment may be made by cheque or money order to the Canadian Mediterranean Institute, 113 Osgoode Street, Ottawa, Ontario K1N 6S1, marked « L. E. Boyle Library Fund ». The Canadian Mediterranean Institute is a registered charitable organization and can issue receipts for Canadian tax purposes. The Institute welcomes contributions in all amounts and will be pleased to accept pledges for periods from two to ten years. A list of current contributors whose donation is received before May 30 of each year and who do not request anonymity will be published in the subsequent issue of *Annali Accademici Canadesi*, the journal of the Canadian Academic Centre in Italy. Donors of amounts in excess of \$ 250.000 will receive a complimentary copy of the *Annali*.

CONTENTS/TABLE DES MATIERES

ARTICLES

| | |
|---|--------|
| GIOVANNI PIZZORUSSO, <i>Un diplomate du Vatican en Amérique: Donato Sbarretti à Washington, La Havane et Ottawa (1893-1910)</i> | Pag. 5 |
| DONALD TREMBLAY, <i>Note sur la controverse du décret Ne Temere au Canada</i> | » 35 |
| MASSIMO RUBBOLI, <i>Tradition and Innovation: Old Ways and Departing Paths Among Canadians Hutterites</i> | » 51 |

REVIEW ARTICLES / NOTES CRITIQUES

| | |
|---|------|
| LUCA CODIGNOLA, <i>To Make America. How Many, How Free and Why in the New World?</i> | » 69 |
| VINCENZO MATERA, <i>1992: la storia del Canada vista dall'Italia</i> | » 83 |
| MATTEO SANFILIPPO, <i>Un anno difficile: crisi politico-economica e dibattito culturale in Canada</i> | » 87 |

BOOK NOTES / NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

| | |
|---|-------|
| SHEILA WATSON, <i>Il doppio amo</i> (Alessandro Gebbia) | » 97 |
| ADRIANA TROZZI, <i>Fairy Tale Criticism Within Fiction</i> (Alessandro Gebbia) | » 98 |
| EVA-MARIE KRÖLLER, <i>George Bowering</i> (Alessandro Gebbia) | » 99 |
| ILDIKO DE PAPP CARRINGTON, <i>Controlling the Uncontrollable</i> (Caterina Ricciardi) | » 100 |
| MICHAEL HARRIS, <i>New & Selected Poems</i> (Caterina Ricciardi) | » 102 |
| <i>The New Story Writers</i> , a cura di John Metcalf (Grazia Trabattoni) | » 104 |
| YASMIN LADHA, <i>Lion's Granddaughter and Other Stories</i> (Grazia Trabattoni) | » 105 |
| RICHARD MERELMAN, <i>Partial Visions</i> (Matteo Sanfilippo) | » 107 |
| GILLES HAVARD, <i>La gran paix de Montréal de 1701</i> (Matteo Sanfilippo) | » 108 |
| FRANÇOIS DOLLIER DE CASSON, <i>Histoire du Montréal</i> (Giovanni Pizzorusso) | » 110 |

| | |
|--|----------|
| <i>La redécouverte de l'Amérique</i> (Giovanni Pizzorusso) | Pag. 111 |
| CARLOS TEXEIRA E GILLES LAVIGNE, <i>The Portuguese in Canada</i> (Piero Treu) | » 112 |
| SHORT NOTICES - EN BREF (Antonio Ciaralli, Vincenzo Ma- tera, Piero Piemontese, Giovanni Pizzorusso, Matteo Sanfi- lippo, Grazia Trabattoni) | » 115 |
| LIFE OF THE CENTRE - VIE DU CENTRE (Egmont Lee) | » 129 |